

# DE QUOI LE REJET DE LA FRANCE EN AFRIQUE EST-IL LE NOM ?



UNE RECHERCHE-ACTION  
DANS SIX PAYS D'AFRIQUE  
FRANCOPHONE

Illustration : Axel Champloy (2024)



TOURNONS LA PAGE



**TOURNONS LA PAGE**

**Tournons La Page (TLP)** est un mouvement international, réunissant plus de 250 organisations des sociétés civiles africaines et européennes dont l'objectif est la promotion de l'alternance démocratique et de la bonne gouvernance. Créé en 2014, Tournons La Page regroupe aujourd'hui des coalitions dans 15 pays africains.



Illustration : Axel Champloy (2024)

# DE QUOI LE REJET DE LA FRANCE EN AFRIQUE EST-IL LE NOM ?

**UNE RECHERCHE-ACTION DANS SIX PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE**

**RECHERCHE COORDONNÉE ET ANIMÉE PAR :**

Richard Banégas (Sciences Po-CERI, France), Elias Behanzin (TLP-Bénin), Olivier Blamangin (consultant, France), Noël Boundzanga (Université Omar Bongo, Gabon), Laurent Duarte (consultant, France), Souleymane Kouyaté (Université d'Abidjan, Côte d'Ivoire), Claude Mbowou (Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France), Calvin Minfegue (Université catholique d'Afrique centrale, Cameroun), Christ-Olivier Mpaga (Université Omar Bongo, Gabon), Mathieu Pourchier (TLP, France), Dan Sanaren (Sciences Po-CERI, France), Ngaryanouba Titiyam (Bucofore, Tchad).

**CE TRAVAIL D'ENQUÊTE N'AURAIT PAS ÉTÉ POSSIBLE SANS L'ENGAGEMENT DES COORDINATEURS NATIONAUX DE TLP ET DE LEURS ÉQUIPES, EN PARTICULIER :**

Elias Behanzin (Bénin), Jean-Marc Bikoko (Cameroun), Néné Donald (Côte d'Ivoire), Jacques Ngarassal (Tchad), Sentiment Ondo (Gabon), Maikoul Zodi (Niger).

**La recherche doit beaucoup aux étudiants•es qui, dans chaque pays, ont administré le questionnaire :**

Bolariwa, Gloria, Jeanine et Mauriac au Bénin ; Arthur, Arbogast, Boris et Jean-Marie au Cameroun ; Hervé, Ruth Deborah et Yssouf en Côte d'Ivoire ; Christ Metogo, Franck-Arnaud, Ilama, Mae et Oxya au Gabon ; Abdoulaye, Amédée, Boris, Hervé, Melissa, Prudence, Rolande au Tchad. Qu'elles et ils soient vivement remerciés.

**EN PARTENARIAT AVEC :**



**LES AUTEURS REMERCIENT PARTICULIÈREMENT :**

Virginie Baudais (Stockholm International Peace Research Institute, Suède) et Roland Marchal (Sciences Po-CERI, France) pour leur relecture et la discussion des résultats.

**RÉDACTION :**

Richard Banégas, Olivier Blamangin, Laurent Duarte, Calvin Minfegue et Dan Sanaren.

**DESIGN GRAPHIQUE :**

Romain Laborde

**ILLUSTRATIONS :**

Axel Champloy

**DATE DE PARUTION :**

Novembre 2024



Les positions et déclarations retranscrites dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement le point de vue de TLP, de ses membres ou du CERI. Elles n'engagent que leurs auteur•es.

# Index



p 6. Introduction



p. 14 « Sentiment anti-français » : faire recherche ensemble sur un sujet qui divise



p. 20 De quoi le « *sentiment anti-français* » est-il le nom ?



p. 26 Armée française, hors de nos pays !



p. 34 La France prédatrice



p. 42 La France, la démocratie, les droits humains et les doubles standards



p. 50 Valeurs (importées) : le sujet qui fâche



p. 56 Fatigue démocratique et coups d'État salvateurs



p. 68 De la souveraineté populaire au souverainisme politique



p. 76 La France peut-elle changer de politique africaine ?

---

p. 80 Recommandations

---

p. 81 Annexes

---

p. 92 Notes

---

# Intro- duction



Marché de Brazzaville, Congo © Valdhy Mbemba

Sur le continent africain, le rejet de la politique étrangère de la France est profond. Plus personne n'en doute, pas même les pouvoirs publics qui s'alarment de la montée d'un « *senti-ment anti-français* ». Ce rejet serait avant tout le résultat de vastes campagnes de manipulations et de désinformation, orchestrées en sous-main par des puissances concurrentes et malveillantes, au premier rang desquelles figurent la Russie, mais aussi la Turquie ou la Chine. Mais qu'en est-il réellement ? Qu'en pensent les premier·es concerné·es, dont la voix est absente des grands médias et si peu entendue par les décideurs ? Comment ce rejet de la politique française en Afrique fa-çonne-t-il les mouvements qui luttent pour la transformation sociale et la défense des droits humains en Afrique ? **Pour tenter d'apporter des réponses à ces questions essentielles pour le débat démocratique au sujet de la politique africaine de la France, Tournons La Page (TLP) a réalisé cette enquête en partenariat avec le Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po.** Une occasion également, pour TLP et ses membres africains, d'avancer sur des réflexions centrales pour leurs actions de plaidoyer et d'influence.

Pour la première fois à cette échelle, des centaines de citoyen·nes engagé·es d'Afrique francophone ont été interrogé·es sur leur perception de l'action politique, diplomatique et économique de la France en Afrique [cf. encadré « *Méthodologie d'enquête* »]. 470 personnes ont ainsi répondu à un même questionnaire [cf. annexe 1] et près d'une cinquantaine d'autres ont participé à dix « *focus-groups* » dans six pays (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Niger et Tchad). À chaque fois, plusieurs heures de discussions autour d'une même grille d'entretien [cf. annexe 2], animées par des chercheurs et des militant·es de Tournons La Page, sont venues enrichir et nuancer les résultats de l'enquête quantitative.

Ce travail de recherche n'a aucune prétention à la représentativité d'une « *opinion africaine* ». Nous avons volontairement enquêté auprès d'une population spécifique, celle des militant·es de la société civile. Les personnes inter-

rogées sont syndicalistes, activistes, membres d'organisations de défense des droits humains ou de défense de l'environnement, ou militent dans des associations de femmes ou des mouvements de jeunesse.

**Pour autant, la spécificité de l'échantillon est d'autant plus significative du fossé qui s'est creusé entre la France et une large part des actrices et des acteurs des sociétés civiles et politiques africain·es.**

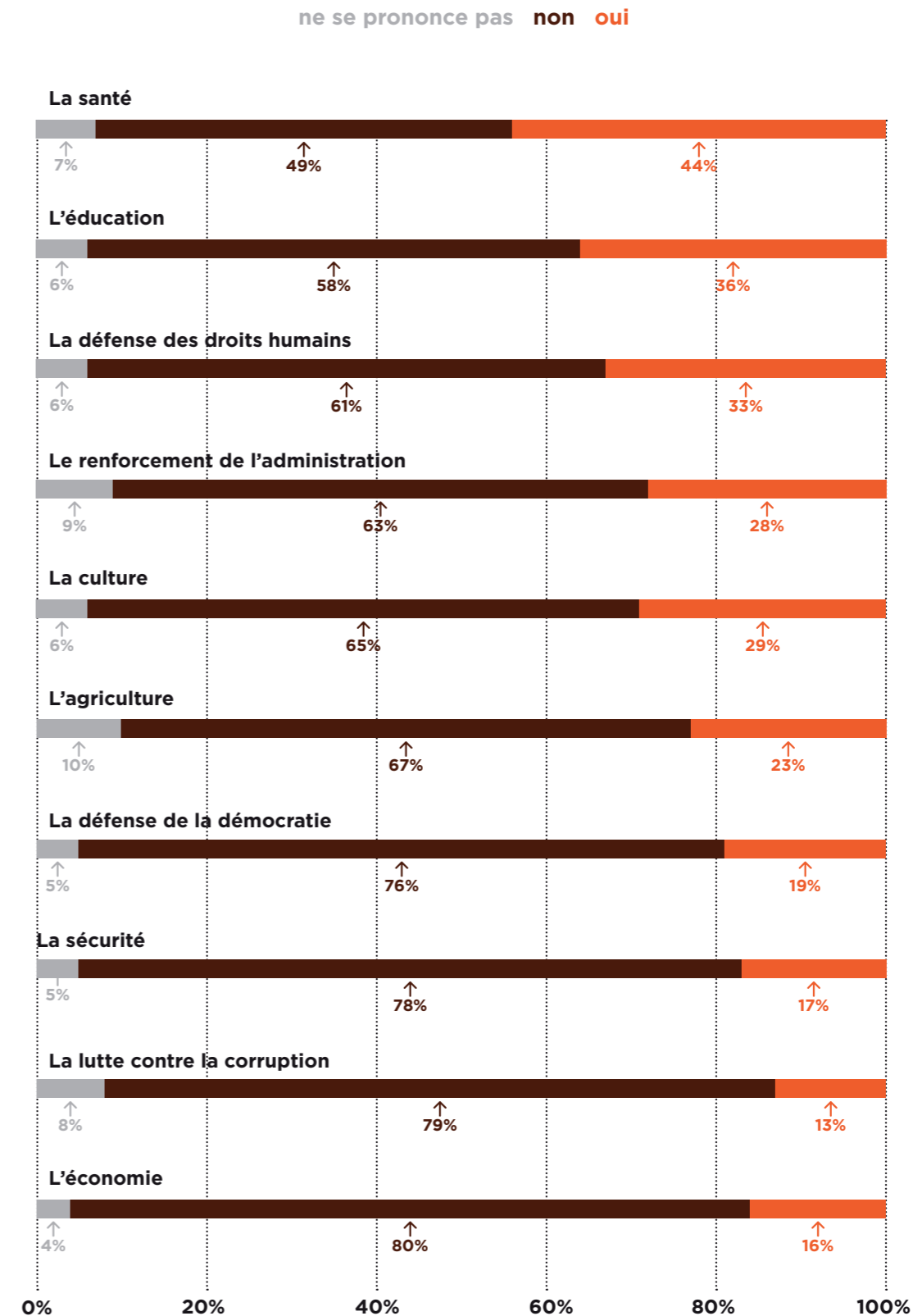
**Le principal enseignement de cette enquête est que, dans ces réseaux militants, le rejet de la politique française en Afrique est massif, presque unanime.** Naturellement, cette unanimité n'empêche pas la nuance dans les propos et les appréciations, en fonction des pays ou de l'engagement des participant·es. Certaines thématiques font consensus, d'autres au contraire divisent. Mais la défiance est bien là, profonde. Elle n'est pas le fruit d'une quelconque méconnaissance de l'action concrète de la France en Afrique. Au contraire, celles et ceux qui s'expriment ici ont de nombreux liens militants, de coopération, familiaux pour certain·es, avec la France. Ce sont des actrices et des acteurs internationalisé·es, qui construisent leur pensée et leurs actions dans des cadres collectifs, ouverts sur le monde, et qui ont par ailleurs, pour beaucoup, une pratique de la négociation et des compromis.

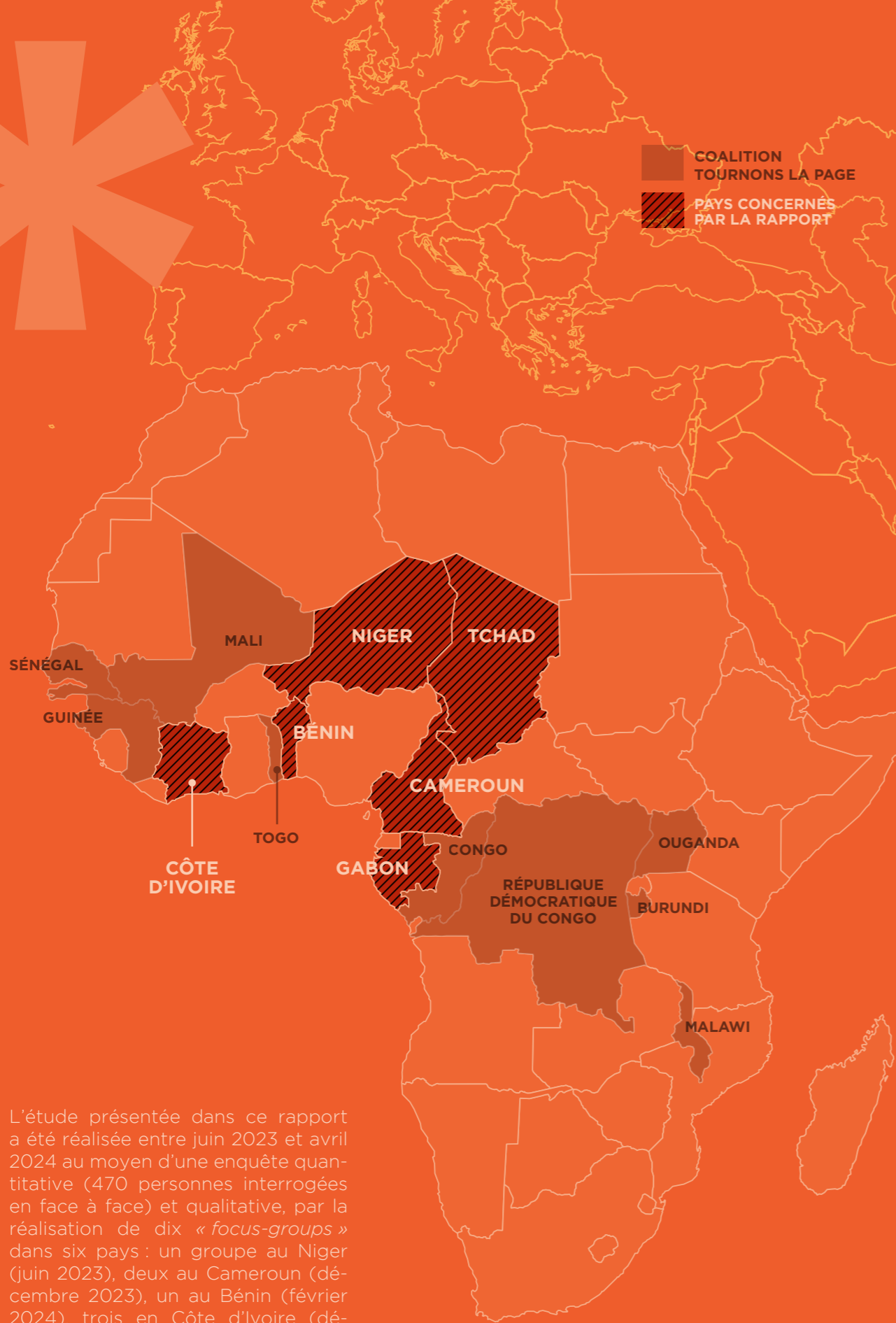
Les prismes de lecture de ces militant·es africain·es sont en profond décalage avec les discours dominants dans les médias français, et leurs représentations des situations concrètes souvent très différentes. Les chapitres qui suivent tentent d'en rendre compte, en laissant une très large place à l'expression directe des personnes interrogées, avec un parti pris clairement affirmé : **ne pas chercher à faire la part du « vrai » et du « faux » dans les récits qui circulent, se garder de toute prétention au fact-checking, et laisser la parole militante s'exprimer, avec le moins de filtres possibles. Les mots sont parfois durs, à l'image de la longue histoire des relations franco-africaines.** Ils devraient alerter les pouvoirs publics français et, au-delà, tout·es celles et ceux qui travaillent sur les relations entre l'Afrique et la France (associations, centres de recherche, entreprises, etc.). **Souhaitons qu'ils puissent contribuer à une introspection des décideurs français sur la politique africaine de la France et à une inflexion de celle-ci.**

Fig. 1

## La France est-elle un partenaire fiable dans le domaine de :

Réponses en pourcentage à la question « Pensez-vous que, de manière générale, la France est un partenaire fiable dans les secteurs de ... »





L'étude présentée dans ce rapport a été réalisée entre juin 2023 et avril 2024 au moyen d'une enquête quantitative (470 personnes interrogées en face à face) et qualitative, par la réalisation de dix « focus-groups » dans six pays : un groupe au Niger (juin 2023), deux au Cameroun (décembre 2023), un au Bénin (février 2024), trois en Côte d'Ivoire (décembre 2023, janvier et avril 2024), un au Tchad (mars 2024) et deux au Gabon (février et mars 2024) <sup>01</sup>

La situation politique du Niger après le coup d'État de juillet 2023, avec une thématique des relations avec la France devenue extrêmement sensible, n'a pas permis d'y déployer l'enquête quantitative comme prévu initialement **[Fig. 2]**. Les ateliers qualitatifs, généralement constitués de 5 ou 6 personnes, ont été co-animés par un·e représentant·e de la coalition TLP du pays et par un·e universitaire ou membre d'un centre de recherche <sup>02</sup>. La démarche se voulait inclusive et coopérative, pour « faire recherche ensemble sur un sujet qui divise » **[cf. chapitre 1]**.

Un premier biais dans les résultats de l'étude tient naturellement à la sélection de l'échantillon, composée exclusivement d'activistes et de militant·es associatifs ou syndicaux identifié·es par les coalitions nationales de TLP. Néanmoins, cette sélection est assez représentative des scènes militantes nationales. Bien que la recherche ait été initiée par TLP, plus d'un tiers ne sont pas membres d'organisations adhérentes au réseau. Les femmes sont sous représentées (un quart des personnes interrogées), comme d'une façon générale dans le monde militant, tandis que plus des quatre cinquièmes des enquêté·es déclarent avoir un niveau d'étude supérieur. Le panel est donc constitué d'une « élite militante » intellectuelle, principalement masculine, disposant d'un statut social plus élevé que la moyenne – 11 % se déclarent cependant sans emploi. Le panel interrogé, aussi bien dans l'enquête quantitative que lors des entretiens qualitatifs, n'a donc pas de prétention à la représentativité d'une « opinion africaine ».

La spécificité du panel n'est pas sans incidence sur les réponses apportées : au-delà des différences d'appréciation qui résultent du pays de résidence de la personne interrogée, les modélisations statistiques réalisées sur l'échantillon montrent par exemple qu'un niveau d'éducation plus élevé est associé à un regard plus critique sur l'état de la démocratie, que le fait d'être un homme diminue l'appréciation positive portée sur les interventions

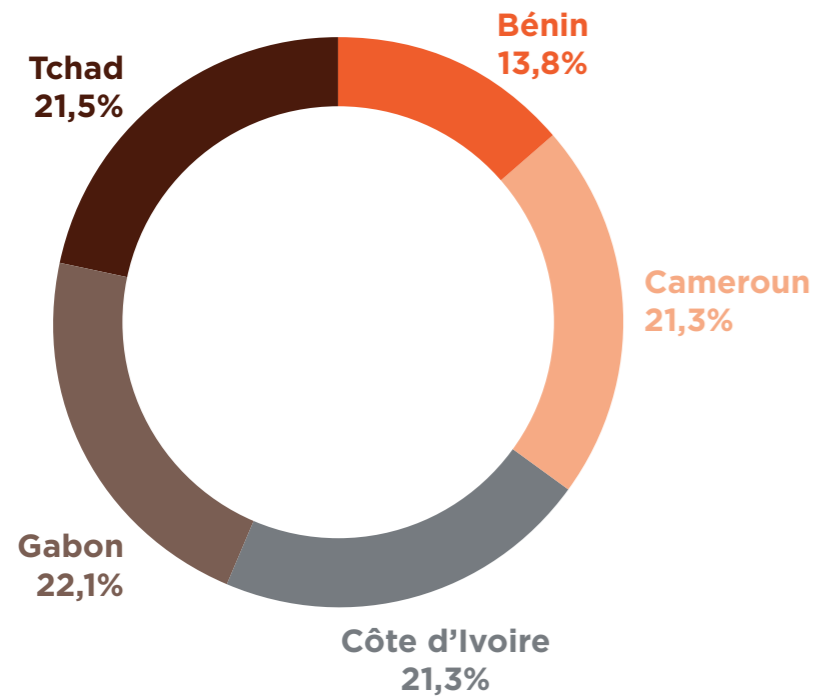
de l'armée dans la vie politique, ou encore que l'appartenance de la personne interrogée à une organisation réduit significativement sa confiance envers les chefs d'État africains. Le genre est un biais significatif dans la perception qu'ont les enquêté·es des dirigeants africains et non-africains, tandis que la nature de l'engagement militant (dans une organisation syndicale, de défense des droits humains, etc.) n'a que très peu d'incidence sur la nature des réponses.

Le même questionnaire **[annexe 1]** et la même grille d'entretien **[annexe 2]** ont été déployés dans les différents pays, mais **sur un temps de plusieurs mois marqués par de nombreux événements politiques et militaires**. Les plus significatifs sont naturellement les coups d'État au Niger (juillet 2023) et au Gabon (août 2023), le bras de fer entre les nouvelles autorités nigériennes et les autorités françaises marqué par le départ précipité des troupes de Barkhane et de l'ambassadeur français, ou encore la crise politique traversée par le Sénégal en 2023 et durant le premier trimestre 2024. Autant d'événements susceptibles d'avoir une influence significative sur la perception des participant·es et d'introduire des biais dans leurs réponses en fonction de la date de l'entretien. **[voir notamment chapitre 7]**. Naturellement, des lacunes sont apparues a posteriori comme évidences dans la composition du questionnaire, par ailleurs déjà fort long à administrer : il a par exemple manqué une question permettant de situer les enquêté·es par rapport à des références idéologiques et politiques ou des éléments sur leurs pratiques et représentations personnelles des relations extérieures (où iriez-vous étudier, vous faire soigner, refaire votre vie, etc. ?).

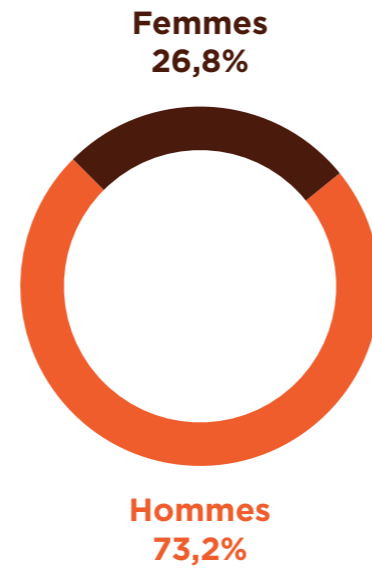
**Fig. 2**

## Principales caractéristiques du panel de l'enquête quantitative (470 répondant-es)

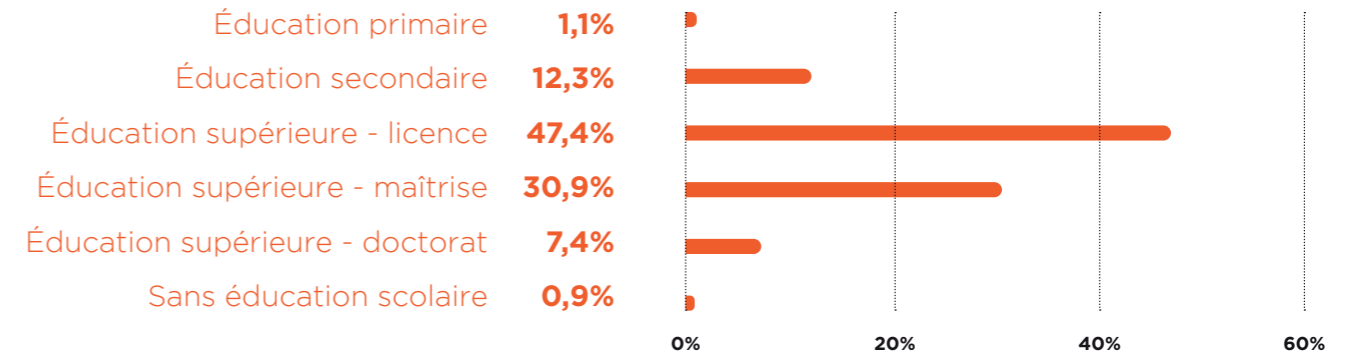
### Pays de résidence



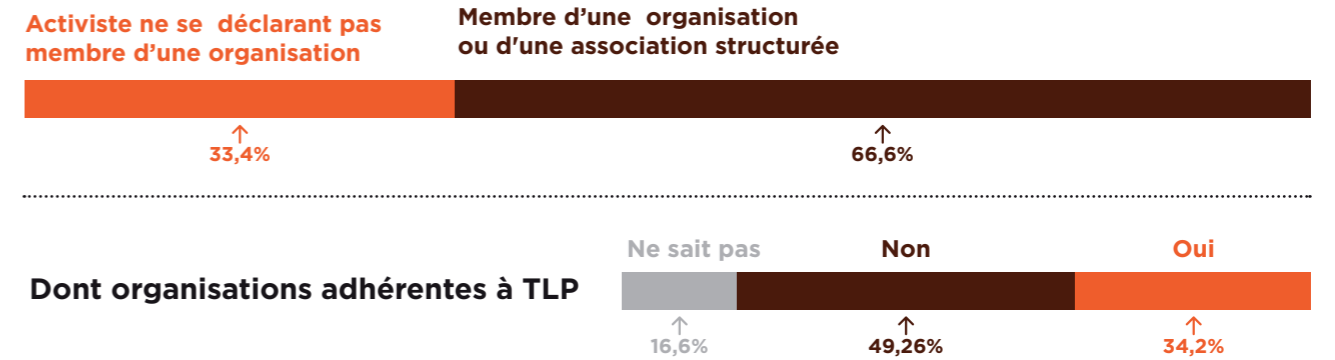
### Sexe



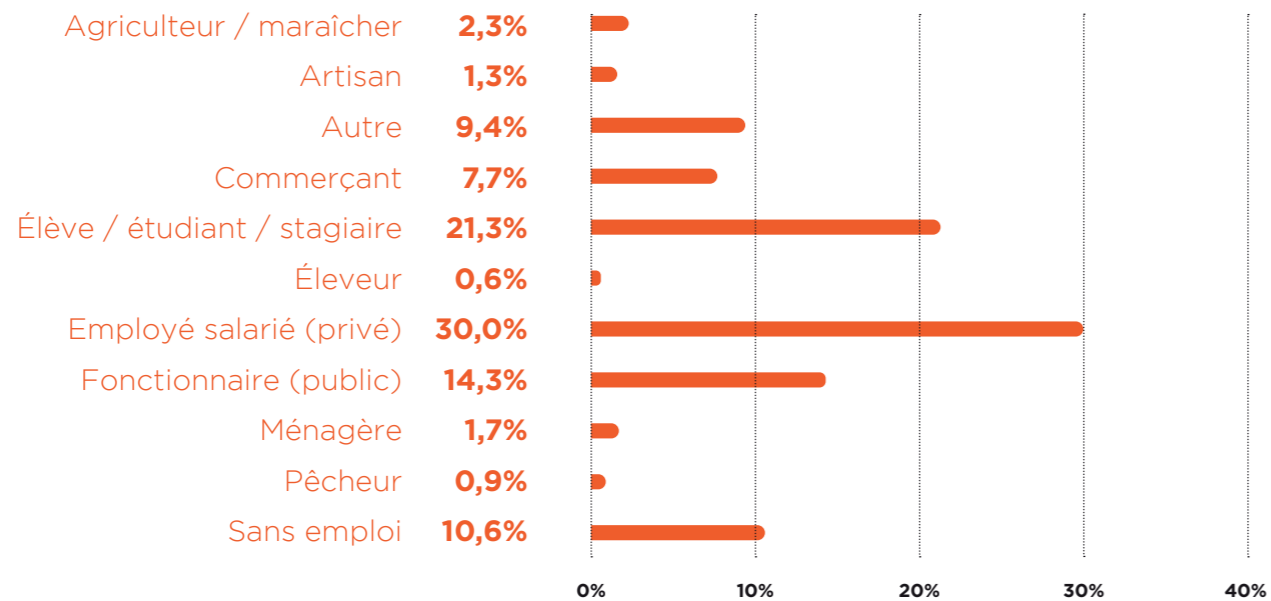
### Niveau d'étude



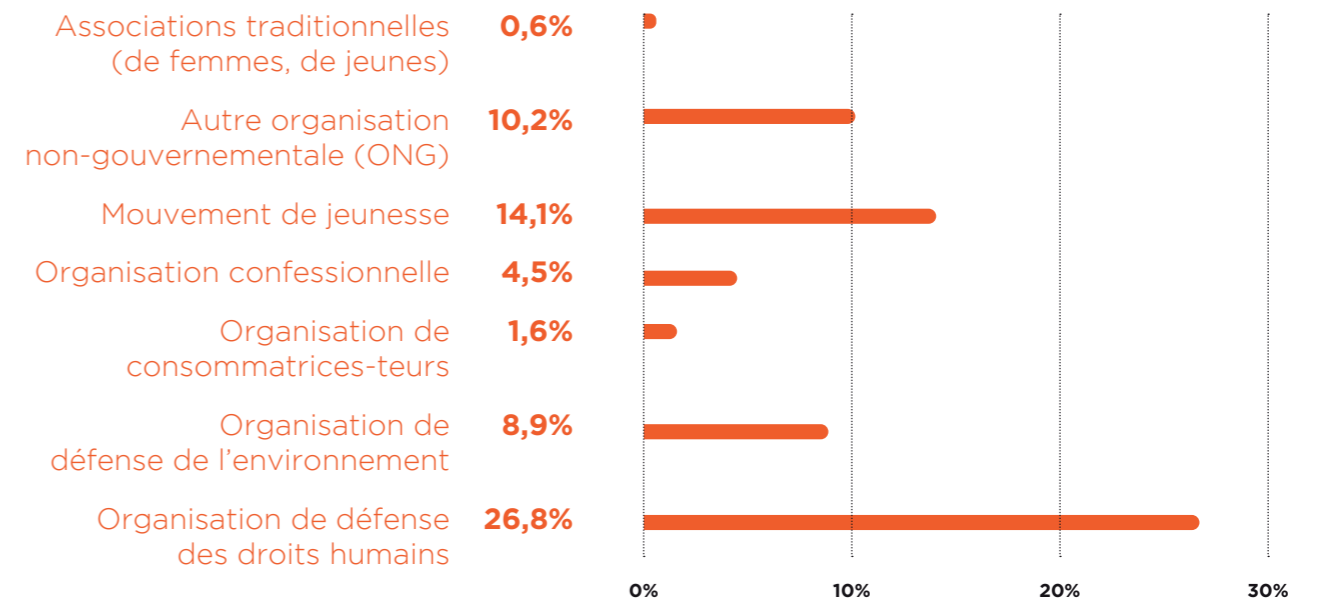
### Engagement



### Catégories socio-professionnelles



### Dont type d'organisations



# « Sentiment anti-français » : faire recherche ensemble sur un sujet qui divise



Manifestation en soutien à l'opposant politique Maurice Kamto. Crédit :Compte Facebook Maurice Kamto



Depuis le coup d'État du 24 mai 2021 au Mali – le troisième depuis le début du conflit dans le pays –, la question du rejet de la politique de la France en Afrique, ou du « *sentiment anti-français* » pour reprendre le vocable médiatique consacré, est devenu un sujet d'intérêt au-delà des cercles militants ou académiques. Le départ des forces armées françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger, les manifestations publiques contre la présence française au Sahel mais aussi au Sénégal, ou au Tchad, rappellent à celles et ceux qui en doutaient encore que **les relations France-Afrique sont à un point de rupture. Il n'est plus de statu quo possible.**

Ce rejet de la politique africaine de l'ancienne puissance coloniale s'inscrit plus largement dans un mouvement général de tensions autour de la décolonisation ou des persistances de la colonialité dans les rapports entre le(s) Nord(s) et les Sud(s). Mais comme le souligne Martin Mourre dans un article sur l'histoire des « *sentiments* » (anti-français et autres) en Afrique, cette question « *est probablement un épiphénomène qui préoccupe plus les responsables politiques français que les populations africaines – s'il y avait un sentiment à traiter en priorité aujourd'hui au Sahel, lié à la situation sécuritaire, ce serait probablement la peur. [...] L'expression de « sentiment anti-français », on l'a déjà dit, est bien curieuse. Peut-être, pour mieux la saisir, faudrait-il inverser les termes en se demandant s'il existe un sentiment antiafricain en France. Les nombreux travaux sur le racisme systémique répondent assurément que oui. Un des enjeux pour les décideurs français qui s'inquiètent donc de ces sentiments africains serait probablement d'abord de comprendre ces sentiments français liés au continent africain* »<sup>03</sup>.

Ce qui ressort de nos échanges depuis de nombreuses années avec les citoyen•es africain•es, c'est **la volonté profonde d'être souverain•es, de déterminer le cours de leur histoire. Le continent aspire à des changements profonds face à des situations d'injustice sociale majeures.** Cette aspiration à la rupture, au renversement de la table, voire à la table rase, concerne autant le champ académique que le champ associatif. Le mouvement Tournons La Page a été traversé par ces questionnements, jusqu'à créer des dissensus profonds au sein du réseau sur des enjeux fondamentaux pour un mouvement pro-démocratie : le rapport aux formes de pouvoir ; la prise en compte de la géopolitique internationale ; la domination occidentale (et française) sur l'Afrique et au sein du mouvement lui-même, etc. Dans un momentum marqué par la polarisation des débats, les échanges ont été difficiles. C'est de cette situation de tension qu'est née, au sein de TLP, l'idée de réfléchir à ce que le rejet de la politique française et la virulence des critiques à l'encontre de la France nous enseignaient. Soucieux de poursuivre le croisement des expertises entre chercheurs, militants, décideurs politiques et journalistes d'Afrique et de France, les membres de TLP ont souhaité provoquer un débat d'idées, ouvrir un espace de dialogue et publier des travaux afin d'éclairer la décision politique et nourrir le plaidoyer pour bâtir de nouvelles relations entre la France et l'Afrique<sup>04</sup>. C'est ainsi que le Secrétariat international s'est rapproché de chercheurs du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris, compagnons de route du mouvement depuis des années.

**L'alliance entre TLP et le CERI, initiée dès 2014, a toujours été féconde.** À priori, pourtant, elle n'allait pas de soi. Faire travailler les membres de mouvements citoyens et d'organisations de solidarité internationale avec des universitaires issus d'un des établissements français les plus prestigieux, est un mariage osé mais qui a toujours fonctionné sur l'expression d'intérêts mutuels bien compris : d'un côté des chercheur•ses désireux•ses de travailler sur les sujets des mobilisations sociales et citoyennes avec les premier•es concerné•es ; de l'autre, des activistes souhaitant faire entrer leurs combats, leurs expériences et leurs savoirs dans des espaces de pouvoir et de légitimité, tout en nourrissant leurs analyses et leurs arguments politiques. Depuis le début, ce qui réunit les personnes à l'origine de ce projet, c'est cette conviction « *que la recherche-action est*

*une manière de fabriquer la démocratie* »<sup>05</sup>. À cette conviction, s'ajoute celle selon laquelle le processus de recherche-action donnera du pouvoir d'agir aux mouvements sociaux africains et français. Ce mariage de convictions a conduit à organiser des colloques, des tables rondes, des interventions de militant•es auprès des étudiant•es ou encore des échanges de fond sur les trajectoires démocratiques ou la fiscalité en Afrique. Il n'avait jamais encore abouti à la production de recherches de plusieurs mois et à l'écriture d'un rapport commun.

**Les premiers débats au sein des instances de TLP montraient une très forte réticence des coalitions africaines du réseau<sup>06</sup> à l'emploi de l'expression « sentiment anti-français ».** Il n'y avait pas, disaient-elles, de ciblage des populations françaises ou des individus, mais une profonde remise en cause des relations de domination persistantes entre la France et ses anciennes colonies. En mai 2023, un premier temps d'échanges entre chercheurs et militant•es fut consacré à cette sémantique du « *sentiment anti-français* ». Pour nombre de participant•es, l'expression posait problème : c'est un concept flou, volontiers médiatisé et utilisé largement par des personnalités politiques françaises souhaitant décrédibiliser la parole critique des militant•es



Manifestation contre la France à N'Djamena au Tchad en mai 2022.

sur la politique de la France en Afrique. Mobilisant le registre de l'émotion, il renverrait, pour paraphraser Léopold Sédar Senghor, à une raison française et une émotion africaine. Mobilisant le terme français plutôt que France, **l'expression renvoie implicitement à un « racisme anti-français » tout en minimisant la critique de l'ex-puissance coloniale et de ses politiques.** Plusieurs intervenant•es ont cependant souligné l'importance du « *sentiment* » dans l'univers politique et dans la construction d'identités collectives. Dans la lignée des travaux de Chantal Mouffe, il est important d'affirmer que c'est également « *à travers les affects que peut se créer l'adhésion aux institutions démocratiques* »<sup>07</sup>. La « *passion* » est fondamentale comme catégorie d'entendement de la situation de nombreux pays africains, tout comme elle le serait pour celle de pays occidentaux. Face à l'accumulation de violences sociales, économiques, historiques, face à la persistance des relations de domination, le rejet passionné s'entend. Et dans un même mouvement, l'attrait culturel, politique, linguistique – parfois familial et personnel – pour la France s'accompagne d'une hostilité. De manière ambivalente, les deux se nourrissent.

L'étude n'a pas échappé à cette ambivalence. Voulu par les activistes pour déconstruire le discours dominant sur le « *sentiment anti-français* », elle a aussi été perçue comme un projet d'étude « *descendant* », porté par les organisations européennes de TLP plutôt que par ses membres africains, teinté de néocolonialisme, visant à comprendre leurs propos pour mieux l'instrumentaliser. Souvent critiquée pour le temps et l'énergie qu'elle demandait, alors qu'elle ne correspondait pas nécessairement aux priorités du moment des coalitions africaines, elle a pourtant, sur la base du volontariat, mobilisée des centaines de militant·es dans six pays différents (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Niger et Tchad).

Plusieurs publications de think-tank français se sont intéressées au sujet ces derniers mois. D'abord une note de l'IFRI, écrite par Thierry Vircoulon et Alain Antil<sup>08</sup>, puis un numéro de la Revue Internationale et Stratégique, publiée par l'IRIS en avril 2024<sup>09</sup>. Ces analyses sont de qualité mais elles ne s'appuient sur aucun dispositif d'enquêtes qui donne la parole aux premier·es concerné·es<sup>10</sup>. Notre volonté de faire recherche en commun entre Sciences Po et TLP repose justement sur le constat parta-

gé d'un effacement de cette parole africaine dans de trop nombreuses études sur les relations entre la France et l'Afrique. La politique étrangère, et plus encore la politique africaine, s'écrit et s'énonce, non seulement sans les citoyen·es français·es mais davantage encore sans les citoyen·es africain·es. La difficulté était ici de construire un processus de recherche-action qui ne repose pas, une fois de plus, sur l'extractivisme des savoirs, des épistémologies ... et des paroles. Sans doute n'y sommes-nous pas totalement parvenus.

**De manière consciente et inconsciente, nous avons reproduit des logiques de domination :** une équipe éditoriale principalement française, masculine et imposant le rythme et les objectifs depuis Paris. Des chercheur·es africain·es mobilisé·es pour exécuter davantage que pour construire le dispositif. Nos efforts pour dépasser et corriger ces asymétries se sont, comme souvent, fracassés sur les routines du quotidien et sur le fonctionnement descendant du monde du développement international. Un participant au focus-group du Tchad interpelle ainsi les chercheurs nationaux mobilisés pour conduire les entretiens : « *Regarde, toi qui est avec nous aujourd'hui, c'est eux qui t'ont envoyé, lorsqu'ils vont réceptionner ton rapport, ils viendront ici et diront qu'ils sont spécialistes du Tchad alors que c'est toi qui leur a donné les informations. Moi je ne comprends pas pourquoi on a eu besoin de dérouler toutes ces questions alors qu'on connaît le sentiment anti-français* » [Tchad]. Au Cameroun, ce sont les objectifs du projet lui-même qui sont questionnés :

**« l'activité, comme vous menez là, c'est pour aider les Français à comprendre qu'est ce qui justifie le retournement des peuples qu'ils croient être sous leur contrôle et qui, aujourd'hui, sont en train de leur échapper. Et ils mettent dans ça, sous le prétexte, ce sentiment anti-français. Est-ce qu'il y a un sentiment anti-français ? ».** [Cameroun 1]

Il faut reconnaître que l'espace associatif international qu'est Tournons La Page a été à la fois un levier formidable et un carcan. Les membres africains ont souvent critiqué les demandes venues du nord sans pour autant prendre la main sur un projet dont ils sont pourtant à l'origine. Certaines équipes africaines ont pu participer à l'analyse des données, à la rédaction du rapport ou à sa relecture. D'autres n'en n'ont pas eu la possibilité. À cela s'ajoute la tenaille du temps : pour aboutir

dans les délais qui nous était imparti, nous voilà parfois contraints d'adopter des méthodes moins participatives et inclusives. Enfin, se pose une question majeure : est-il possible de faire de la recherche-action avec des personnes situées dans sept pays et dans des contextes politiques, économiques et sociaux si différents ? Une véritable recherche participative et démocratique n'est-elle pas tributaire d'un ancrage territorial ? Ce travail nous aide à inventer, par-delà les contraintes, une manière de faire ensemble. Il s'agissait pour nous de vérifier la diversité des points de vue et des historicités du rejet de la France. Le Niger n'est pas le Cameroun, le Bénin n'est pas le Gabon dans le rapport des militant·es à la France, au pouvoir politique, à la projection de l'État sur la scène internationale.

**Quoi qu'il en soit, nous avons tenté, et « tenter, c'est éviter de créer des empêchements là où il y a du possible, tout comme apprendre à créer du possible là où on ne voit que des empêchements »<sup>11</sup>.**



Manifestation contre la présence française au Mali. (2022)



© Mission de l'ONU au Mali



**De quoi le « sentiment anti-français » est-il le nom ?**

Manifestation contre la présence française au Niger (2023).



« Cette discussion porte normalement sur les sentiments anti-français, ils savent ce qu'ils ont créé et ils veulent maintenant savoir si on peut encore les supporter » [Tchad]. Cette phrase tirée d'un échange entre militant·es tchadien·es résume la tension que suscite l'expression « sentiment anti-français », largement utilisée par les médias et responsables politiques français.

**La montée en puissance de l'usage de ce terme est manifeste depuis la fin des années 2010, certainement en lien avec l'enlèvement des forces armées françaises au Sahel. En l'espace de quelques années, l'expression est devenue une facilité langagière** <sup>12</sup>. Le chercheur Martin Mourre rappelle cependant que l'usage de l'épithète « anti-français » est assez récurrent dans les années 1940 et 1950. Accolé aux termes « menées », « propagande », « slogans », « propos », il traduisait l'inquiétude du pouvoir colonial et exprimait sa propre perception : « Pour le pouvoir politique colonial en Afrique occidentale, ces termes d'« anti » semblent s'opposer à une autre caractérisation des populations africaines, celle d'être "loyales" » <sup>13</sup>. Une recherche dans les archives du quotidien Le Monde permet d'illustrer l'utilisation croissante de l'expression « sentiment anti-français », mais aussi la longue histoire des manifestations d'hostilité à la politique africaine de la France. Le Premier Ministre Lionel Jospin utilise l'expression lors des interventions armées françaises de 1997 en Centrafrique <sup>14</sup>. Les termes sont employés dans le même contexte par le lieutenant centrafricain Parfait Mbaye, pour qui « un net sentiment

anti-français, et même anti-occidental, est en train de naître » <sup>15</sup>. La même année deux articles sur les migrations au Maghreb et au Mali y font référence. Dans le cadre d'une visite de Lionel Jospin à Bamako, en décembre 1997, « un haut responsable malien » estime ainsi que « la politique des charters crée un sentiment anti-français dans les pays francophones » <sup>16</sup>. L'utilisation de l'expression ne revient dans les colonnes du Monde que cinq ans plus tard, dans sept articles publiés entre octobre 2002 et novembre 2004 sur la guerre civile en Côte d'Ivoire. L'un d'entre eux donne la parole au Président ivoirien qui évoque la montée d'un « sentiment anti-français », Laurent Gbagbo demandant aux Ivoiriens de « laisser les Français tranquilles » <sup>17</sup>. Le ministre délégué à la coopération française de l'époque, Xavier Darcos, reprendra quelques mois plus tard l'expression du Président de la Côte d'Ivoire, en considérant que « le sentiment anti-français qu'excite M. Gbagbo est relativement récent » <sup>18</sup>. Les mêmes termes seront repris dans deux articles de décembre 2010 et d'avril 2011 sur la crise post-électorale ivoirienne, dans laquelle la France intervient. À chaque fois, l'usage de l'expression est l'apanage des responsables politiques de premier plan, dans des moments de tensions diplomatiques exacerbées. Le « sentiment anti-français » apparaît également en 2006 dans les colonnes du quotidien français à propos du Tchad et de la rébellion du Front Uni pour le Changement contre le pouvoir d'Idriss Déby Itno, soutenu par la France. Laona Gong, le porte-parole du FUC, estime que « ce régime ne survit depuis 16 ans que grâce à la France. Si ce soutien ne cesse pas, il sera difficile de ne pas arriver à une situation comparable à celle du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire », ajoute-t-il, affirmant « ne pas vouloir qu'un sentiment anti-français se développe » <sup>19</sup>. Trois ans plus tard, en 2009, le journaliste du Monde suivant les obsèques du Président gabonais Omar Bongo et la présence du Président français Nicolas Sarkozy s'inquiète « d'un sentiment anti-français, latent et ambivalent, [qui] pourrait être instrumentalisé dans un pays saisi par la crainte du vide politique après quarante et un ans de "système Bongo" » <sup>20</sup>. En 2015, Le Monde titre « Au Cameroun, la montée d'un sentiment anti-français » lors de la visite du Président français François Hollande à Yaoundé. Sous la présidence d'Emmanuel Macron, la première occurrence surgit à propos de la République Démocratique du Congo et d'une « campagne hostile sur les réseaux sociaux ». En cause l'ambiguïté supposée de la diplomatie française vis-à-vis du Président Joseph Kabila,

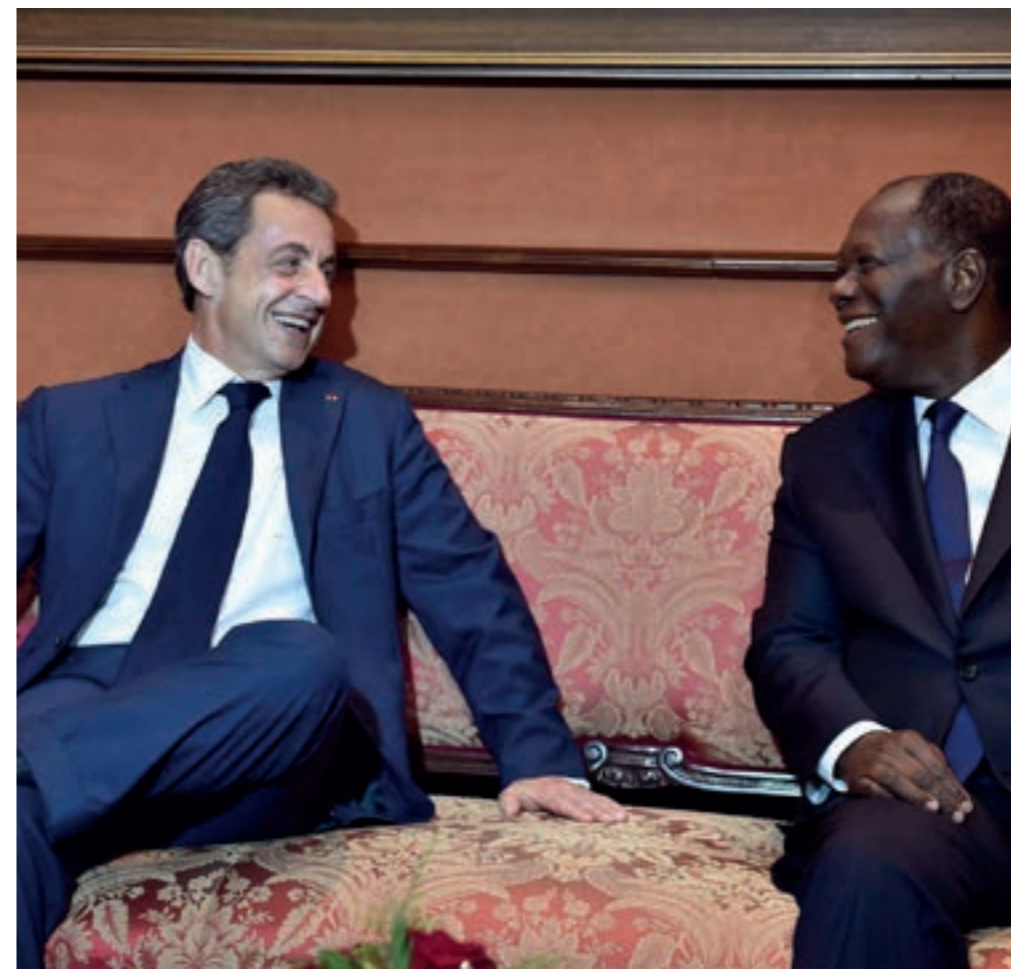
alors largement contesté par la rue <sup>21</sup>. À partir de 2019, treize articles concernant presque exclusivement les pays du Sahel consacrent l'expression « sentiment anti-français ».

**Le cadrage médiatique français joue donc un rôle important** et revient régulièrement dans les ateliers comme un miroir déformant : « Les médias français en font un peu trop. Voilà. Ils essaient de... garder l'attention sur eux. [...]. Nous, on estime juste que la France [en] fait un peu trop dans... dans nos politiques, dans nos vies. Donc on a le droit de crier notre ras le bol en fait. C'est tout » [Côte d'Ivoire 2]. Pour d'autres, dans une sorte de retournement du stigmate de la « fake news », il s'agit même d'une stratégie explicite de désinformation de la part des médias français :

**« C'est normal que ces médias parlent ainsi. Tout le monde le sait, les Français mentent à travers leurs médias. Ils ne disent jamais la vérité concernant leurs actions sur le terrain.**

*C'est pourquoi ils parlent de sentiment anti-français » [Côte d'Ivoire 2].*

Ces propos traduisent une colère assez profonde à l'encontre des élites politiques françaises mais aussi vis-à-vis des élites africaines : « Oui, nous avons de la haine pour les Français. S'ils ne changent pas leur façon de faire la politique avec nous, nous n'allons jamais les porter dans notre cœur » [Côte d'Ivoire 1]. Mais ce n'est pas la visibilité des propos critiques contre la France, comme au Sahel, qui fait leur profondeur ou leur ancrage dans la société. **Certains pays, souvent perçus comme moins hostiles à la politique française sur le continent, sont également traversés par un rejet profond et latent** : « il faut dire que le sentiment anti-français est très fort au Gabon, mais il... on va dire qu'il est latent. C'est-à-dire qu'il y a eu peu, il n'y a pas eu trop d'expression, mais il est latent, parce que dans la mentalité gabonaise, pour les Gabonais, les fraudes électorales, les gens se disent que c'est la France qui fraude. Donc il y a ce sentiment-là » [Gabon 1].



Nicolas Sarkozy et Alassane Ouattara lors d'une visite officielle en Côte d'Ivoire en mars 2026. © Élysée.jpg



Armée  
française,  
hors de nos  
pays !

● O 3



Opération Barkhane au Mali © Ministère des Armées



Emmanuel Macron visite une base militaire à Abidjan (Côte d'Ivoire), décembre 2023.  
© Élysée

Dans le contexte de la fin de l'opération Barkhane, du départ – forcé – des forces françaises du Mali, du Burkina Faso ou du Niger et des attaques djihadistes qui ne faiblissent pas, les questions sécuritaires et l'enjeu des interventions militaires étrangères ont occupé une large place dans les discussions. Ces sujets sont abordés de façon différentes selon les pays, très prégnantes au Niger et au Tchad, dans une moindre mesure en Côte d'Ivoire et au Bénin où la question des incursions djihadistes à la frontière nord préoccupe les participant•es, plus distancées au Gabon et au Cameroun. Quand les focus-groups ont été organisés, des contingents français étaient présents dans quatre des six pays de l'étude (Côte d'Ivoire, Gabon, Niger et Tchad) – le Niger n'avait pas encore demandé le départ des troupes françaises – et les rumeurs d'implantation d'une base française secrète dans le nord du Bénin se sont invitées à l'atelier de Cotonou.

Ces contextes spécifiques, comme l'histoire des opérations militaires françaises dans ces pays, se traduisent parfois par des positionnements différents. Toutefois, à une écrasante majorité (85 %), les répondant•es à l'enquête quantitative se rejoignent pour considérer que l'influence militaire de la France est importante ou très importante dans leur pays<sup>23</sup>. Seul le Cameroun est un peu en retrait, avec 62 %.

**L'intervention française au Sahel est très largement perçue comme un échec**, ce que résume de façon imagée un•e participant•e gabonais•e : « ces missions d'intervention là, le vrai problème c'est dans la durée. On a l'impression qu'au début elles sont accueillies vraiment avec allégresse. C'est un peu comme les coups d'État aussi, quelque part on applaudit. Et puis c'est un mariage qui tourne très mal » [Gabon 1]. Quelques participant•es, notamment en Côte d'Ivoire, s'interrogent : si les troupes françaises « n'étaient pas là [au nord du Mali], qui sait ce qui aurait pu arriver ? Peut-être que les terroristes auraient atteint Bamako ! Parce que les Maliens ont demandé l'aide de la France et des pays africains » [Côte d'Ivoire 1]. Et « même si tu n'aimes pas le lièvre, il faut reconnaître qu'il court vite. La présence de la France dans ces

différents États permet une stabilisation de la situation sécuritaire » [Côte d'Ivoire 2]. Pour autant, l'opinion dominante au sein des panels est que le déploiement des troupes françaises, et plus largement les interventions militaires extérieures, ne contribuent pas à résoudre le conflit et participent, au contraire, à la détérioration de la situation sécuritaire. « Dans la plupart des cas où la France a été présente, on n'a pas vu de stabilité. En Centrafrique, au Mali, au Burkina, rien qu'à [l'évocation de] ces exemples la réponse est évidente » [Gabon 2]. On assiste à « une "bellicisation" généralisée dans ces zones où la France est présente. Nous avons des guerres permanentes » [Cameroun 2]. Ou encore :

**« Jamais en Afrique, de la colonisation à nos jours, je n'ai vu [de pays] où la France est intervenue dans un conflit africain et l'a résolu définitivement. De l'histoire des conflits, je n'ai jamais vu ».**  
[Niger]

Un•e panéliste nigérien•ne fait le parallèle avec la situation afghane : « sur la chute de Kaboul, pourquoi est-ce que cet échec est venu ? Tout simplement parce que l'élite ou les dirigeants occidentaux ont misé sur des dirigeants corrompus, au détriment du peuple, et naturellement, ils vont perdre. Et c'est la même erreur qui est en train de se faire ici au Sahel, principalement au Sahel central, face à cette crise-là » [Niger]. C'est dans le panel de ce pays que le rejet de la présence militaire française est le plus affirmé, avec des mots très durs, dans un atelier qui s'est tenu un mois avant le coup d'État militaire de juillet 2023, accompagné de manifestations organisées pour exiger le retrait des troupes françaises. « Nous sommes victimes aujourd'hui d'une invasion, affirme un•e des participant•es. Pourquoi je l'appelle invasion et occupation ? Ce sont des forces [étrangères] qui ont été installées par nos dirigeants dictateurs » [Niger]. « Nous sommes carrément conquis par les puissances étrangères » [Niger].

Un•e autre d'ajouter :

**« On rejette catégoriquement la présence de ces forces-là, parce que leur présence n'a rien amélioré à la situation. Au contraire, elle [s'est] dégradée. [...] Sont-ils réellement là pour nous sécuriser ou bien pour nous mettre dans le chaos ? »** [Niger].

**Autant de prises de position alignées sur celles de nombreuses organisations de la société civile nigérienne, dont Tournons La Page Niger, qui appelait depuis de nombreuses années déjà au retrait des forces étrangères du Niger.**

D'une façon générale, les participant•es ne remettent pas en cause le principe d'une réponse essentiellement sécuritaire au conflit sahélien – la perspective de négociations politiques n'a pas été évoquée. Mais **elles et ils questionnent les raisons d'un tel enlèvement, terreur à l'élaboration de nombreuses théories très partagées sur les réseaux**. « Comment comprendre [que malgré une] force internationale dépêchée pour aider à rétablir l'intégrité territoriale d'un pays, des bandits occupent ce pays pendant dix ans, sans [qu'elle] puiss[e] les dégager ? » [Côte d'Ivoire 1]. Certain•es suggèrent un agenda caché et une complicité avec les « terroristes », affirmant que « [les] soldats français sout[ien]nent les djihadistes et profit[ent] que ces derniers sem[ent] [le désordre] pour piller les ressources » [Côte d'Ivoire 1]. On s'étonne également de l'armement sophistiqué dont disposent les groupes djihadistes : « comment expliquer que ces personnes-là puissent avoir un certain armement qui n'est pas à leur niveau ? Ça veut dire qu'ils sont soutenus » [Gabon].

L'épisode de la reprise de Kidal en janvier 2013 par l'armée française, qui a restreint l'accès à la ville historique des insurgés Touaregs aux troupes maliennes, est plusieurs fois donné en exemple d'une duplicité des autorités françaises ou, a minima, d'une atteinte grave à la souveraineté du Mali. Quant au soutien occidental à l'Ukraine, il démontre, pour nombre de panélistes, les limites de l'engagement fran-

çais – et plus largement occidental – aux côtés des Africains, dans une forme de « double standard » du soutien militaire : sans limite quand il s'agit d'un État européen, plus restreint quand il s'agit d'un pays africain. Ainsi, « pourquoi tant d'armement en Ukraine, pas en Afrique ? Même en superficie, l'Afrique dépasse l'Ukraine. Pourquoi tant de mobilisation des ressources vers l'Ukraine ? » [Niger].

Finalement,

**« si la technologie était transférée, si ces [armées] amenaient la technologie comme il le faut, il n'y aurait pas de terrorisme au Sahel. On voit déjà un manque de volonté qui contribue à l'expansion du terrorisme ».** [Niger]

En fonction des pays, et parfois au sein des panels d'un même pays, les points de vue sont partagés sur la possibilité des pays africains de répondre, seuls, aux défis sécuritaires. Pour un·e participant·e gabonais·e, « à partir du moment où [...] les armées [ne] dispos[ent pas] de suffisamment de moyens, c'est illusoire de penser que les pays [africains], dans le contexte actuel, soient en mesure de régler les affaires de sécurité seuls. [...] Il suffit de voir ce qui se passe [dans l'Est de la République démocratique du] Congo pour comprendre que pour gagner les batailles sécuritaires aujourd'hui, il faut être accompagné » [Gabon 1]. Mais **l'opinion dominante considère que les États africains ont la capacité à répondre à ces défis, à la condition que leurs armées soient correctement formées et surtout équipées.** Car « si on demande à ce qu'une troupe française vienne ici pour nous aider dans le nord, ok, elle réussit, on a la paix. Elle s'en va. Les gars reviennent encore. Ça recommence. On doit les rappeler chaque fois. Ce n'est pas crédible. Donc, au lieu de chercher à forcément mettre une base [militaire française au nord du pays], il faut plutôt chercher à renforcer la formation, l'équipement et tout, pour rendre l'armée vraiment optimum » [Bénin]. Cette conviction est très forte au Niger, qui « à lui seul, peut combattre ces assaillants » [Niger], ou au Tchad, où « on a vu la bravoure [des] militaires » [Tchad]. Mais cela nécessite « de nous appuyer, techniquement. Avoir les outils, les armements, donc [de fournir] les armements qui peuvent

vraiment aider nos militaires ou nos forces de défense à bien accomplir leurs missions » [Niger]. De ce point de vue, **l'incapacité des Occidentaux en général et de la France en particulier à répondre réellement aux demandes des armées africaines est vécue comme une nouvelle preuve de leur duplicité ou comme un moyen de pérenniser la présence des troupes étrangères.** Ainsi, « pour renforcer ou pour accompagner l'armée béninoise sur la lutte contre le terrorisme, l'administration française a mis à la disposition du Bénin un certain nombre d'engins [...] mais qui ne sont pas adaptés. On continue d'utiliser le même type de véhicules depuis des années. Mais la réalité, ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas ce qu'ils ont mais ce qu'ils veulent vous donner » [Bénin]. Cette sélectivité des pays européens dans la fourniture d'équipements militaires est un argument régulièrement avancé pour justifier la nécessité de nouer des partenariats avec d'autres pays, en particulier la Russie, réputée moins regardante en la matière **[cf. encadré : « Et les Russes dans tout ça ? »]**.

**Ce rejet des opérations extérieures françaises s'étend, de la même façon, aux bases françaises permanentes,** pour différents motifs souvent imbriqués. C'est, en premier lieu, une question de souveraineté bafouée, notamment en raison des largesses accordées aux troupes stationnées. Ainsi « si vous lisez [le décret du 12 juin 2014 portant publication du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République du Gabon], c'est un texte qui ne tient pas compte de la souveraineté de notre pays. [...]

**Quand ils arrivent ici, ils ont une telle permission de faire ce qu'ils veulent, quand ils veulent, comme ils le veulent ! ».** [Gabon 2]

Pour quelques un·es cependant, « si on prend l'exemple du Gabon et du Sénégal [...], [ces bases] contribuent d'une certaine manière à stabiliser la situation sécuritaire, parce qu'il y a quand même une force de dissuasion qui est là, avec les moyens matériels conséquents » [Gabon 1]. Mais **elles sont surtout perçues comme destinées à protéger les intérêts de la France et des dirigeants choisis par Paris,** pas ceux des populations. « C'est une présence qui est surtout là pour légitimer, pour favoriser, pour encourager un système bien établi, bien en

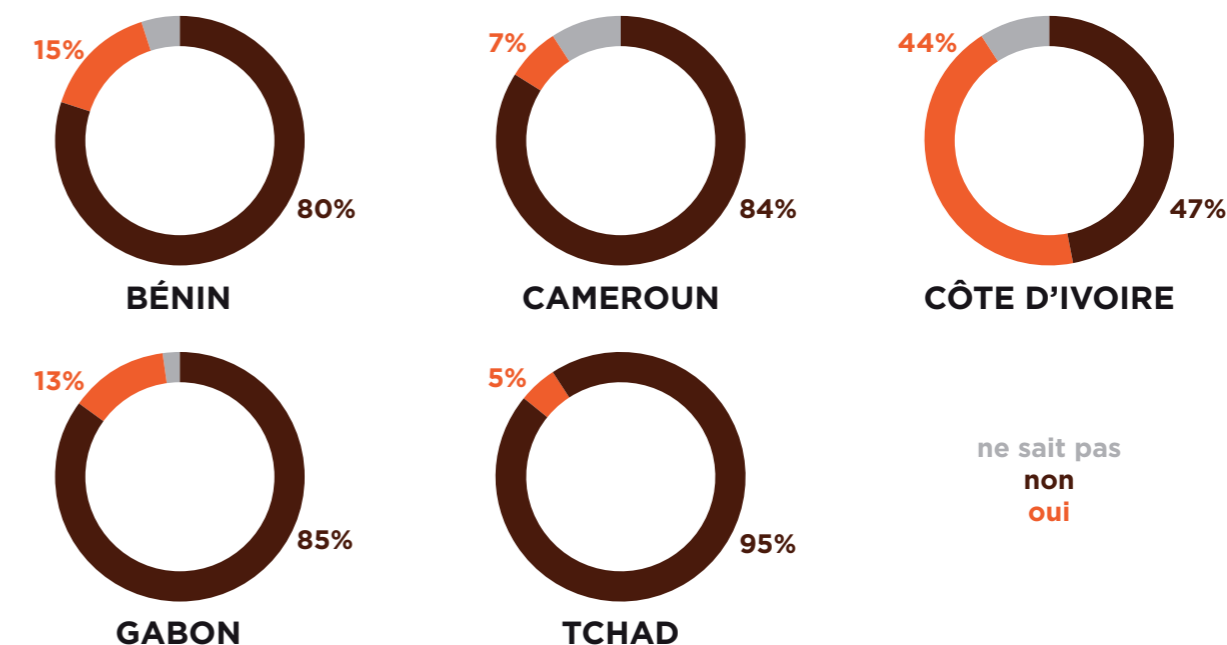
place » [Gabon 2]. Ainsi, « lorsqu'on a une base militaire [française], et qu'on voit la distance [qui la sépare de] la maison de [l'ancien Président Ali] Bongo, ça se comprend très vite »<sup>24</sup> [Gabon 2]. En témoigne également l'attitude des soldats français, en 2016, au lendemain de la proclamation des résultats truqués de l'élection présidentielle gabonaise<sup>25</sup>. L'assaut du quartier général de l'opposant à Ali Bongo, Jean Ping, par la garde présidentielle, distant de quelques centaines de mètres du camp de Gaulle de l'armée française, a fait plusieurs dizaines de morts. De par « la distance entre la base et le QG de Jean Ping [candidat écarté de la victoire], ils auraient pu intervenir pour éviter le massacre. Ils ne l'ont pas fait » [Gabon 2], rappelle un·e participant·e. De la même façon, « quand il y a eu en 1990 les émeutes à Port Gentil, est-ce que les Français se sont souciés de protéger aussi les Gabonais ? Ils sont venus, ils ont enlevé leurs ressortissants, ils sont partis » [Gabon 2].

**Entre l'échec de l'intervention militaire au Sahel, la suspicion d'un agenda caché et le poids de l'Histoire, les griefs se sont accumulés contre l'armée française, qui fait aujourd'hui la quasi-unanimité contre elle. À tel point que près de 80 % des militant·es interrogé·es dans le cadre de l'enquête quantitative considèrent que la France n'est pas un partenaire fiable en matière de sécurité [Fig. 4].** L'appréciation est plus nuancée pour la seule Côte d'Ivoire qui, en 2024, contraste avec le violent rejet que l'ingérence française suscitait quinze ans plus tôt<sup>26</sup>. Finalement, l'impression assez largement partagée est celle d'une France qui se « nourrirait » de l'insécurité des pays africains, ce que résume un·e participant·e ivoirien·e : « Nous avons compris que ce sont ces armées qui sont à la base des problèmes de sécurité que nous avons. Quand ils [ont] besoin de nos ressources naturelles, ils provoquent la guerre » [Côte d'Ivoire 1].

**Fig. 4**

## Pensez-vous que la France est un partenaire fiable dans le secteur de la sécurité ?

Taux de réponses à la question : « Pensez-vous que, de manière générale, la France est un partenaire fiable dans le secteur de la sécurité ? », par pays d'étude





# Et les Russes dans tout ça ?

L'action et les ambitions de la Russie sont bien évoquées dans les débats des focus-groups. Le cadrage médiatique et politique dominant autour de l'affrontement franco-russe en Afrique est repris comme une grille de lecture efficace, avec une polarisation des représentations géopolitiques de l'Afrique et du monde. Ce que résume, lapidaire, un·e panéliste nigérien·ne : « en réalité, la politique russe va carrément disloquer la politique française en Afrique. Je ne sais pas si je serai vivant ou mort, mais vous allez le voir » [Niger].

**La multiplication des accords avec la Russie – ou la possibilité d'en conclure à l'avenir – est considérée, en premier lieu, comme l'expression d'une souveraineté retrouvée des pays africains, avec la possibilité revendiquée de choisir librement ses partenariats.** Il s'agit également de rééquilibrer une relation franco-africaine perçue comme trop exclusive, car si « la France, elle, est installée, [...] il faut que quelques puissances plus fortes s'installent aussi » [Cameroun 2].

**« La Russie aujourd'hui est un pôle salubre, parce qu'elle vient là pour contrecarrer l'influence de la France qui nous a totalement exploités ». [Cameroun 2]**

Ainsi, près de 40 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête quantitative considèrent que « diversifier les partenariats, notamment avec les pays non-occidentaux » est la principale mesure à prendre pour mieux garantir la souveraineté du pays, devant toutes les autres propositions.<sup>27</sup>

**Le rapprochement de plusieurs pays avec la Russie est analysé sans naïveté.** Le risque de remplacer une relation de domination par une autre, notamment, est mis en avant, car « tu ne peux pas dire que tu rejettes la France et puis aller automatiquement par exemple te mettre avec la Russie. C'est-à-dire que tu quittes dans les bras d'un premier bourreau pour aller dans les mains d'un autre. Parce que, certaines personnes vont me dire qu'ils ont le droit de travailler avec qui ils veulent. On est d'accord, on voit certains pays qui travaillent avec plusieurs pays. Mais [les militaires putschistes au Sahel], depuis leur venue, on a vu qu'ils ont chassé les Français, mais ils ne sont qu'avec les Russes. On n'a pas encore réellement vu de contacts avec d'autres pays pour dire qu'ils vont travailler ensemble. Donc je me dis qu'ils vont encore se mettre sous la houlette d'autres pays, d'autres grandes puissances en fait » [Côte d'Ivoire 2]. Une crainte partagée par un·e participant·e gabonais·e pour qui, « quand on voit [des manifestant·es dans] les pays ouest-africains brandir les drapeaux russes, c'est comme si les gens changeaient juste de maître » [Gabon 1].

**Pour autant, les participant·es rejettent l'obsession française d'une désinformation russe qui serait à l'origine du « sentiment anti-français » :** « au lieu de chercher à soigner la plaie, [...] au lieu de chercher à trouver des solutions pour qu'on ne parle plus de sentiment anti-français, ils veulent trouver un bouc émissaire à qui coller la faute. [...] C'est en ce sens-là qu'ils parlent de puissances étrangères, telle que la Russie, [...] la Chine, les puissances émergentes. [...] Ils devraient plutôt revoir leur politique et ne pas mettre ça... ne pas inculquer la faute aux populistes ni aux puissances... aux autres puissances concurrentes de la France » [Côte d'Ivoire 2]. Et si « les Russes sont derrière certains contenus [informationnels], [...] même quand on en arrive [à cette conclusion], il faut quand même admettre qu'il

y a des faits » [Bénin]. En d'autres termes, la propagande russe se nourrit des errements de la politique africaine de la France, mais elle n'en est pas à l'origine. On notera également le peu d'attention accordée au groupe Wagner. Ce groupe paramilitaire est assimilé aux autorités russes et n'est pas perçu comme une menace spécifique pour les droits humains, ou en tout cas pas comme une menace suffisante pour s'inviter dans les débats. **Par bien des aspects, la Russie est présentée comme l'antithèse de la France.**

**« Cette dernière a perdu le Mali, [le] Burkina, et je suis sûr que ça va pas s'arrêter là. Pourquoi ? Parce que les Russes sont venus avec le contraire de la France. Je pense qu'ils ont bien observé la politique française. Et ils font le contraire, radicalement ». [Niger]**

Moscou n'a pas, naturellement, le même passé colonial que Paris. Ainsi, « le mépris du colon gouverneur qui frappe les gens, qui massacre les gens, ce n'est pas les Russes ! Quand les Noirs ont été déportés d'ici, emmenés en Amérique, eux étaient maltraités, tués, enchaînés. Mais il n'y avait pas de Russes » [Bénin]. La Russie n'est pas assimilée à une puissance prédatrice. Elle est avant tout perçue comme un partenaire sécuritaire susceptible de combler les défaillances occidentales, sans ingérence dans les affaires intérieures des pays : « ce qui fait aujourd'hui que les Africains brandissent le drapeau russe, c'est par rapport à la sécurité et la prise de décision dans les pays. Ils pensent que les Russes qui viennent ici vont garantir notre paix » [Tchad]. « C'est sur le plan sécuritaire que les gens pensent qu'ils peuvent nous aider parce qu'ils ont tout un arsenal de guerre pour nous aider à garder notre souveraineté.

C'est pourquoi les militaires sont obligés de s'allier avec d'autres puissances » [Tchad]. Le discours des juntes sur l'aide inconditionnelle de la Russie porte dans l'opinion, comme en témoignent les échanges au sein du groupe béninois : « j'ai encore suivi l'entretien du Président [du Burkina Faso, Ibrahim] Traoré, accordé à monsieur Alain Foka il y a quelques semaines, raconte un·e participant·e. Il disait que [quand on se fournit en] armes en France ou chez les Européens, ce sont eux qui décident vraiment de ce qu'ils veulent vous donner. Donc vous allez pour acheter, mais ils ne vous vendent pas ce que vous voulez, [et] vous achetez ce qu'ils veulent. Par contre ils sont actuellement en train d'acheter ces armes à la Russie et [Ibrahim Traoré] dit : à 95 % c'est ce qu'ils veulent qu'ils sont en train d'acheter » [Bénin]. L'argument des politiques restrictives occidentales dans la vente d'armement ou les embargos imposés aux États confrontés à des défis sécuritaires est régulièrement mis en avant, notamment pour la Centrafrique : « la raison même pour laquelle la Russie est partie en Centrafrique, c'était ça, car ils [les autorités centrafricaines] ont dénoncé [le fait] que leur commande d'armement a été bloquée » [Niger].

Cette polarisation extrême entre la France et la Russie, portée aussi bien par Paris que par Moscou, trouve sa traduction dans l'enquête quantitative sur la confiance accordée aux dirigeants non africains. Vladimir Poutine y est, de très loin, le chef d'État qui inspire le plus confiance aux répondant·es alors qu'Emmanuel Macron est, là encore de très loin, celui en qui les personnes interrogées ont le moins confiance **[cf. encadré « Vladimir Poutine, partenaire du souverainisme »]**.

# La France prédatrice



Patrice Talon et Emmanuel Macron au palais de l'Élysée (2021). © Élysée

La contestation des intérêts économiques de la France en Afrique n'est pas chose nouvelle, mais elle a repris de la vigueur dans la dernière décennie. On se souviendra notamment, des rassemblements très médiatisés contre le franc CFA de Dakar et Cotonou, en septembre 2017, des mobilisations « Auchan dégage » dénonçant la main mise croissante de cette multinationale française sur le commerce de détail au Sénégal<sup>28</sup> ou, dans le même pays, des émeutes qui ont ciblé des entreprises françaises lors des mobilisations contre l'arrestation d'Ousmane Sonko, en mars 2021. Rien d'étonnant donc à ce que ces questions aient pris une place importante dans les débats des focus-groups. Pour l'ensemble des panélistes en effet, **l'économie est une dimension clé de la souveraineté** et « la vraie souveraineté, quelque part, [...] est économique. [...] On est vraiment souverain lorsqu'on gère nos res-

sources. Et tous les débats sur le franc CFA, sur les contrats miniers, tout ça, c'est là que les gens se rendent compte qu'il y a perte de souveraineté » [Gabon 1].

En réalité,

**« ce sont les multinationales qui, aujourd'hui, font le travail d'influence de la France [...], parce que la plupart des relations, des réseaux [...] se tissent là ».** [Gabon 1]

Les participant·es mettent généralement en avant un contexte économique dégradé, la « cherté de la vie, tant en termes de logement que de nourriture » [Cote d'Ivoire 1], la « hausse des prix des denrées » [Cameroun 2] ou les difficultés d'accès aux services de base : « le vrai Niger, le Niger profond, encore aujourd'hui où je suis en train de vous parler, n'a même pas accès à l'eau potable. [...] À l'instant où je vous parle, il n'y a pas d'électricité,

Même un simple service de soins ce n'est pas pour eux » [Niger]. Au Cameroun, la situation économique est vue comme tributaire des options prises sous le diktat des institutions financières internationales dans les années 1980 et 1990, qui se sont traduites par « la déflation de la fonction publique », des « baisses de salaires à deux reprises » ou encore « la politique des privatisations ». C'est à la lumière de ce contexte économique difficile que le rôle des entreprises françaises est disséqué.,

L'emprise réelle des sociétés françaises sur tel ou tel secteur des économies africaines est souvent surestimée dans les enquêtes quantitatives [Fig. 5]. Pour autant, **dans les panels comme dans les enquêtes, la mise en cause des multinationales françaises reflète assez justement le poids réel de ces entreprises dans l'économie du pays** [Fig. 6], peu important au Bénin - » En terme d'entreprises françaises, spécifiquement, le poids dans l'économie ce n'est pas grand-chose » [Bénin] -, limité à quelques secteurs au Tchad (notamment les

travaux publics) ou au Niger (l'exploitation de l'uranium), ou au contraire omniprésent en Côte d'Ivoire où, « au plan national, tout ce que tu vois comme société appartient à la France. Finalement, rien ne nous appartient » [Côte d'Ivoire 1]. C'est sans doute au Gabon, où plus des deux tiers des répondant·es considèrent que la France a une influence économique très importante, que cette mainmise est le plus fortement ressentie. Un point de vue partagé par l'ensemble des participant·es aux focus-groups de ce pays, pour qui « l'information [...] est gérée par la France, car quand vous regardez [l'imprimeur] Multipresse ou [le journal] l'Union, c'est français ; vous avez l'agroalimentaire, Sigalli-Yoplait, c'est français ; vous avez dans le minier, Eramet et tout le reste, c'est français ; vous avez Setrag, qui exploite le [chemin de fer] Transgabonais, c'est français » [Gabon 2]. « On a Eramet qui est là, on a Total, on a même les brasseries [Castel], Bolloré par exemple [pour] les ports en Afrique, il y a CMA-CGM... » [Gabon 1]. « Il n'y a qu'à regarder les magasins où nous allons faire nos courses

Fig. 5

## Ces secteurs sont-ils dominés par la France ?

Réponses en pourcentage à la question « D'après vous, ces secteurs [économiques] sont-ils sous domination française dans votre pays ? »

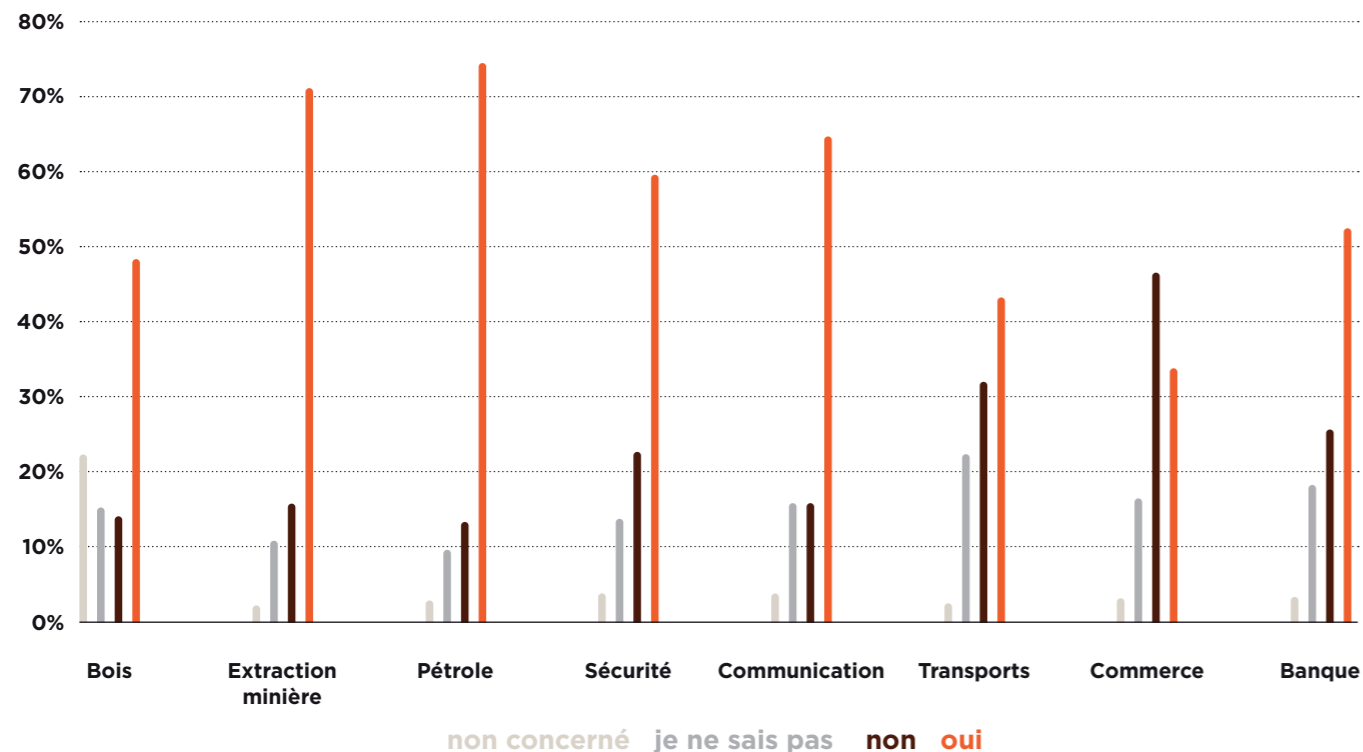
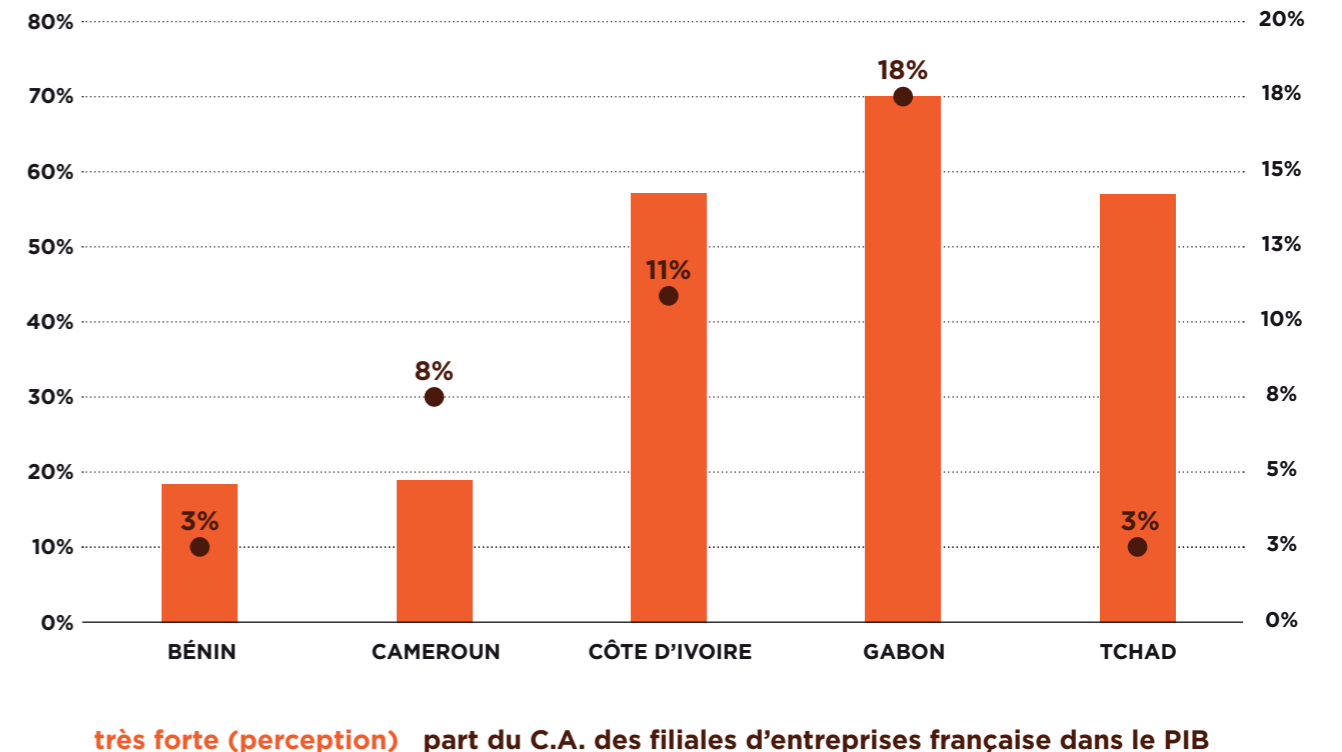


Fig. 6

## L'influence économique de la France ?

Taux de réponse « très importante » à la question « Selon vous, quelle est l'influence économique de la France sur votre pays ? », par pays d'étude (échelle de gauche) et poids des filiales d'entreprises françaises dans l'économie de chaque pays (échelle de droite, chiffre d'affaires moyen 2018-2020 en pourcentage du PIB, d'après Eurostat Outward FATS).



très forte (perception) part du C.A. des filiales d'entreprises française dans le PIB

[...], ce sont des produits français. Moi je parle de ce que l'on consomme, de la consommation des produits de première nécessité » [Gabon 1].

**C'est donc dans le domaine économique que la France apparaît comme le partenaire le moins fiable pour les militant·es interrogé·es [Fig. 1]. L'action de ses entreprises est associée au pillage des ressources naturelles,** notamment de l'uranium au Niger où « nous étions à un moment donné le deuxième producteur de certains minéraux. Les plus chers au monde. Et le monopole de cette exploitation appartient à la France. Mais en quoi est-ce que nous, ça nous a développé ? Je ne vois aucun caractère positif » [Niger]. L'amertume est d'autant plus forte que, souvent, les entreprises extractives françaises, comme celles des autres pays, ne font pas preuve d'une grande transparence<sup>29</sup> : « les accords miniers, les accords dits léonins, il va falloir d'abord peut-être commencer par les exposer au grand public » [Niger]. De la même façon, « sur l'exploitation pétrolière et minière, nous ne savons pas en réalité la quantité qui est produite. Donc on n'a pas de contrôle dessus, ce ne sont pas les Gabonais qui exportent, donc on n'a de contrôle là-dessus » [Gabon 1]. Finalement, « nos matières première quittent ici et nous reviennent chères, on nous impose une consommation de l'Occident et avec ça, on ne peut pas démarquer » [Tchad].

L'Histoire s'invite dans les débats, où l'on rappelle que l'on « a vu Perenco<sup>30</sup> soutenir des guerres, on a vu Elf soutenir des guerres au Congo-Brazzaville [...]. On a vu Bolloré ici au Gabon, on a vu ce que Bolloré fait » [Gabon 1]. Les entreprises françaises sont considérées comme ne contribuant pas durablement au développement du pays - « elles produisent pour exploiter les Camerounais, et pour les laisser totalement froissés, finis. [...] Tout ce qu'ils font en fait c'est pour prendre leurs bénéfices, partir et laisser. Donc pour moi l'impact des sociétés françaises dans la construction du Cameroun est zéro » [Cameroun 2]. Alors qu'elles sont en situation dominante dans les secteurs de la télévision par satellite, avec Canal+ - « je ne comprends même pas pourquoi il n'y a que Bolloré qui puisse avoir des contrats, des accréditations » [Cameroun 2] -, ou de la téléphonie, avec Orange, les prix pratiqués sont jugés « exorbitants » [Cameroun 2]. Surtout, **on leur reproche une collusion avec les pouvoirs locaux corrompus**, comme au Tchad où, selon un·e panéliste, « ces entreprises (no-

tamment Satom)<sup>31</sup> sont des instruments politiques, notre instabilité est due aussi à la présence de ces entreprises. Quand ils n'ont pas accès à beaucoup de marchés, ils trouvent des passerelles, aujourd'hui le monde est dirigé par les opérateurs économiques et ce n'est pas pour rien que lorsque quelqu'un veut être Président, il va discuter avec ces gens parce que ce sont des grands lobbys » [Tchad]. Même ressenti au Gabon, où certain·es considèrent que

**« le rôle des entreprises françaises c'est quoi, c'est pour servir les politiques, et non pour servir les populations. Tout se passe entre eux et les politiques ».**

[Gabon 2]

Tout en concédant qu'il y a parfois « des entreprises qui font bien leur travail, mais malheureusement l'argent est détourné [par le pouvoir] pour autre chose. Ça aussi c'est une réalité » [Gabon 2].

**Tout aussi virulent soit-il, le propos n'est pas sans nuance : au Cameroun, au Gabon ou en Côte d'Ivoire, les entreprises françaises ne sont pas considérées comme les plus mauvais employeurs** la présence de syndicalistes dans les panels contribue sans doute à une attention plus marquée aux conditions de travail et d'emploi - et le pillage n'est pas l'apanage de ces seules multinationales. Ainsi, pour un·e participant·e ivoirien·ne, « au niveau du droit du travail, il faut dire que les entreprises françaises sont plus respectueuses des droits des travailleurs ivoiriens » [Côte d'Ivoire 1]. Pour un·e autre, « c'est un atout positif pour la Côte d'Ivoire parce que ça crée beaucoup d'emplois. Et surtout ces entreprises françaises respectent le droit de l'homme. Et déclarent [les travailleurs] à la CNPS [Caisse nationale de prévoyance sociale]. Ils donnent tes droits

quand tu travailles, contrairement aux autres entreprises étrangères qui ne le font pas. [...] Sur ce point-là, seulement, les entreprises françaises ont beaucoup d'impact positif sur l'économie de la Côte d'Ivoire » [Côte d'Ivoire 2]. Un point de vue partagé par plusieurs participant·es camerounais·es : « globalement, lorsque les entreprises françaises, notamment [celles actives dans] les travaux publics, ont réalisé des infrastructures chez nous, moi j'ai apprécié la qualité à deux niveaux, la qualité du travail, je ne suis pas technicien je ne peux pas dire grand-chose là, mais surtout le traitement du personnel ; et ça c'est comparativement aux entreprises chinoises. Et comme l'a dit mon devancier, les salaires, pour ne parler que de ça, sont de meilleure qualité » [Cameroun 2]. D'autres soulignent, de façon plus anecdotique, le rôle des fondations d'entreprises : « Il y a la construction des écoles, des hôpitaux. Il y a l'amélioration du cadre de vie des populations. Il y a la lutte contre les discriminations. Ils font beaucoup de choses en tout cas, voilà, à travers ces fondations-là » [Côte d'Ivoire 2]. Pour certain·es, la concurrence internationale a pu contribuer à ce positionnement des entreprises françaises, qui « font des efforts depuis un petit temps. [...] Elles font des efforts, peut-être parce qu'elles sont conscientes du passif qui est très lourd. Je remarque beaucoup d'efforts en matière de RSE [Responsabilité sociale des entreprises]. Elles

essayent de se démarquer aussi peut-être » [Gabon 2]. Pour d'autres, cette concurrence contribue au contraire à la dégradation des conditions d'emploi : « face à la concurrence chinoise, les entreprises françaises ont dégradé ce traitement en utilisant des sous-traitants camerounais, donc ils ne répondent pas de leur façon de traiter le personnel. Le niveau de salaire a baissé, ainsi de suite, ainsi de suite. Ça c'est une reculade de la France, des entreprises françaises, qui ont trouvé la facilité pour répondre à la mesquinerie chinoise » [Cameroun 2].

**De façon plus générale, cette critique des entreprises françaises s'inscrit dans une critique de la mondialisation, de la libéralisation des échanges et de l'emprise des multinationales, qu'elles soient françaises, chinoises ou libanaises.** Ainsi, pour un·e participant·e tchadien·ne, « qu'ils soient français ou chinois, ils font de la corruption et beaucoup traitent à leur manière pour que nous ne bénéficions pas de manière rationnelle de notre ressource » [Tchad]. Au Gabon, la multinationale singapourienne Olam, très implantée dans le pays, est également pointée du doigt : « Olam détruit l'environnement. [Elle] est sorti du domaine de l'agro-industrie et s'est retrouvé à gérer les aéroports et des ports. C'est une pieuvre, avec des affinités qu'on connaît avec le pouvoir » [Gabon 2]. Finalement, « nous voyons que le marché est envahi de produits qui nous viennent de l'extérieur et qui empêchent [le] peuple de s'affranchir de la domination, de la suprématie des marchés extérieurs. On est dans la mondialisation, mais [elle] ne profite pas à nos sociétés » [Gabon 1].



Manifestation à Niamey (Niger) contre l'exploitation de l'uranium par des entreprises françaises et étrangères. © Boureima Hama

# En finir avec le franc CFA

Sans surprise, **le franc CFA cristallise les débats autour de l'influence française, alors que la monnaie est unanimement considérée comme un marqueur essentiel de souveraineté.** « *Le nœud de l'économie, c'est la monnaie, c'est l'indépendance monétaire, résume ainsi un·e participant·e tchadien·ne. Si on n'a pas notre monnaie, si on est affilié à une puissance qui définit les tenants et les aboutissants de notre monnaie, alors on ne peut pas s'épanouir sur le plan économique* » [Tchad].

**Rares sont les participant·es à trouver quelques « petits avantages » [Cameroun 2] au franc CFA,** comme la « *stabilité, la parité avec l'euro ou bien le dollar* » [Côte d'Ivoire 2], la parité fixe, ou les facilités commerciales entre pays de la même zone monétaire. Mais le franc CFA est vu, avant tout, comme le vecteur d'un « *échange inégal* », qui rendrait les économies africaines « *faibles* » et « *non compétitives* » [Cameroun]. Ainsi, « *tous nos produits, cacao, café et hévéa, quand on va les vendre sur le marché international, la France nous prend 95 % de nos recettes qu'elle loge sur le fameux compte d'opérations. Et le jour où nous avons besoin d'argent, elle nous donne notre propre argent sous forme de prêts* » [Côte d'Ivoire 1]. Au-delà des méconnaissances ou des simplifications sur le fonctionnement concret de la garantie de convertibilité ou du compte d'opération<sup>52</sup>, c'est en premier lieu la « *mainmise de la France* » [Cameroun 2] qui pose problème. Pour nombre de participant·es, « *le CFA est une monnaie coloniale. Voilà. Une monnaie qui permet toujours aux anciens, aux néocolonialistes d'avoir l'emprise, d'avoir l'influence sur notre économie* » [Côte d'Ivoire 2]. « *Appelez-ça comme vous voulez : Colonies françaises d'Afrique, Franc de..., FCFA, ... On a voulu changer le sigle mais nous savons que tant que tu n'as pas de monnaie, tu n'es pas souverain* » [Cameroun1]<sup>53</sup>.

Les participant·es des focus-groups soulignent également la posture « *hypocrite* » de la France, qui affirme que la sortie du franc CFA dépend des seuls États africains alors qu'elle est perçue comme manœuvrant en coulisses pour que cela ne se fasse pas. Mais **dans ce rapport de force avec l'ancienne puissance coloniale, les dirigeants africains sont également considérés comme des artisans du maintien du franc CFA, et ce pour la défense de leurs propres intérêts.**

Ainsi, pour un·e militant·e camerounais·e, « **le franc CFA est la clé de voûte du débat sur la souveraineté en Afrique [...].**

*Ils disent qu'ils ne peuvent pas en sortir, comme s'il y a une espèce de grille qui les retient là. [...] C'est la preuve qu'il y a une espèce de cession, de concession de souveraineté voulue par l'élite africaine. Il y a une élite africaine en place qui a bien voulu céder une partie de sa souveraineté à la France* » [Cameroun 2].

**Si les critiques du franc CFA sont largement partagées, les points de vue sur le chemin à emprunter à l'avenir sont plus divergents.** Un·e panéliste béninois·e s'interroge d'ailleurs : « *[faut-il aujourd'hui] lancer un processus de tiraillement avec la France, l'UEMOA [Union économique et monétaire ouest-africaine] ou une autre structure pour aller à une monnaie un peu plus souveraine, qui va nous donner l'impression qu'on est un peu souverain ?* » [Bénin]. Ici, les positionnements dépendent également des contextes nationaux et de la perception qu'ont les militant·es des principales entraves à la souveraineté. Ainsi, les répondant·es tchadien·es à l'enquête quantitative placent le changement de monnaie comme la première mesure à prendre pour garantir la souveraineté du pays (21% des personnes interrogées en font leur premier ou

deuxième choix). La proposition arrive en deuxième position au Bénin et en Côte d'Ivoire, en troisième au Cameroun mais seulement en sixième position au Gabon, loin derrière la nationalisation des entreprises qui exploitent les matières premières ou le renforcement de l'État de droit.

Pour certain·es, « *avant de prendre la décision de rompre avec le CFA, il faut d'abord le réformer. [...] Je pense que si nous apportons de bonnes réformes à cette monnaie-là, jusqu'à ce qu'elle ne soit plus une monnaie néocolonialiste, cette monnaie-là sera bénéfique* » [Côte d'Ivoire 2]. La même personne précise cependant que « *si nous avons essayé une réforme qui nous met encore et toujours dans les pattes du néocolonialisme, [alors] je pense que nous dev[r]ons rompre avec le CFA, simplement* ». Pour d'autres, « *il faut en sortir, il ne faut pas réformer* » [Cameroun 2]. Certain·es sont partisan·es de l'adoption d'une monnaie nationale puisque, « *tant qu'un peuple, quel qu'il soit, n'a pas le monopole de sa propre monnaie, il lui est difficile d'avoir une souveraineté économique* » [Niger]. Les pays anglophones sont donnés en exemple de la possibilité d'une pleine souveraineté en ce domaine. Ainsi « *le Nigeria a sa monnaie. Le Nigeria a réussi à imposer une certaine valeur à sa monnaie. Même si, sur le coût, on va la traiter de basse [...], mais le Nigeria a sa monnaie* » [Cameroun 2]. De la même façon, « *le Ghana ne vit-il pas ? N'effectue-t-il pas des échanges à l'international ? A-t-il besoin du CFA pour commercer à l'international ? C'est par rapport à ta puissance économique que ton argent a une puissance aussi* » [Côte d'Ivoire 1]. D'autres panélistes, dans les mêmes pays, défendent le maintien d'une monnaie régionale : « *ce n'est pas forcément que le Niger ait sa monnaie, le Mali ait sa monnaie, non, non. Pour une harmonisation économique en Afrique de l'ouest, pourquoi pas en Afrique, pour le continent entier, [nous devons] avoir une monnaie unique* » [Niger].

**Chacun·e a bien conscience de l'étroitesse du chemin de sortie du franc CFA.** Ainsi, pour un participant camerounais, « *il nous faut une monnaie africaine, en Afrique centrale. Et si en Afrique centrale on n'est pas d'accord, que le Cameroun ait sa monnaie. Quitte à ce que par rapport à cette monnaie-là, le Cameroun aille à la négociation* » [Cameroun 2]. Mais le même militant conclut : « *on ne peut plus rester dans un franc CFA qui a déjà été piégé, où le Cameroun et l'Afrique centrale [n'ont] pas de mainmise.*

**Nous ne sommes plus en colonie française, nous devons avoir notre monnaie, qui nous donne notre souveraineté, notre envie d'être Africain, notre fierté d'être Camerounais. »**





# La France, la démocratie, les droits humains & les doubles standards

Avril 2023, à Goré, dans le sud du Tchad. Des soldats français aident des militaires tchadiens à rénover un poste-frontière à la frontière centrafricaine. © Ministère des Armées

La France est souvent accusée de pratiquer une politique du double standard vis-à-vis des pays africains. Par ces condamnations à géométrie variable et son manque de cohérence en matière de droits humains et de démocratie, elle nourrit les critiques en hypocrisie et en cynisme. Cette critique est ancienne, elle s'exprime depuis les premières « conditionnalités démocratiques » énoncées au sommet de La Baule. Mais elle s'est encore renforcée avec le double enjeu des troisièmes mandats présidentiels et des putschs, qui a suscité des réactions variables de Paris.

**Dans les focus-groups, ce sont notamment les atermoiements d'Emmanuel Macron relatifs au respect des règles constitutionnelles qui alimentent des discussions :** « Alassane Ouattara avait annoncé au peuple ivoirien qu'il n'allait pas revenir au pouvoir et on avait acté cela. [Suite à] un entretien entre Ouattara et Macron, Alassane Ouattara a [changé d'avis et] brigué un troisième mandat. [Par contre,] Macron a systématiquement condamné le coup d'État, par Assimi Goïta au Mali » [Niger]. Certains dirigeants pourraient se jouer des constitutions et de l'état de droit s'ils sont proches de Paris, tandis que d'autres seraient infréquentables pour avoir commis les mêmes forfaits : « La France n'a pas été d'accord pour les coups d'État qui ont eu lieu en Afrique de l'Ouest mais la France a participé au coup d'État qui a eu lieu au Tchad. Ils sont allés installer le fils Déby. Pourquoi ce deux poids, deux mesures ? » [Cameroun 1].

**Le soutien au régime de Mahamat Idriss Déby (et précédemment d'Idriss Déby Itno) au Tchad revient dans toutes les discussions comme le symbole même de la duplicité française et de son soutien explicite à certains régimes autoritaires :**

« C'est un peu compliqué de comprendre la précipitation de la France quand elle a vu que Déby père était décédé. C'est un peu difficile de comprendre sa précipitation à venir installer le fils. Pour moi, c'est clair qu'elle est derrière » [Bénin]. La même incompréhension émerge concernant le putsch au Gabon dont la France semble s'accommoder : « La France a pris position au Niger et au Mali, «les coups d'État nous n'en voulons pas». Mais la France n'a pas pris position, par exemple, au Gabon » [Bénin]. Le « deux poids, deux mesures », encore une fois.

L'image d'Emmanuel Macron assis à côté d'un Mahamat Idriss Déby en treillis lors des funérailles d'Idriss Déby Itno, en marque particulièrement les esprits : « Je désapprouve le fait que Macron ait pu se rendre au Tchad pour rester à côté de Déby, qu'on intronisait dans des conditions irrégulières » [Bénin]. La France est ainsi perçue comme proche des dictateurs qui soutiennent les intérêts de Paris, notamment en Afrique centrale :

**« Quand les intérêts de la France ne sont pas menacés, c'est comme s'ils deviennent sourds, muets et même aveugles. Mais quand les intérêts sont menacés, à ce moment-là... ». [Gabon]**

En d'autres termes, « tant que tu réponds aux exigences de la France, tu es un bon démocrate » [Côte d'Ivoire 1].



Le président du Tchad, Mahamat Idriss Deby Itno, reçu à l'Élysée le 6 février 2023. © Présidence du Tchad

Pour les Tchadien•nes, la condamnation de l'ingérence française est plus forte encore. Paris continuerait de faire du pays sa chasse gardée, un pré-carré administré comme une colonie par l'intermédiaire d'une élite corrompue et violente. Ainsi, « [la démocratie au Tchad], c'est le pouvoir de celui qui est choisi par le colon, parce que même si on parle de l'indépendance, le colon reste le colon dans les actes » [Tchad]. Rejet du pouvoir de la dynastie Déby et critique de la politique française sont intrinsèquement liés dans la plupart des discours. L'avènement d'un régime démocratique passe par une nouvelle indépendance et une véritable décolonisation : « vous avez vu le déploiement de Macron à N'Djamena pour placer [Mahamat Idriss Déby] à la tête du pays et cette façon de faire. Où est la souveraineté, où est la démocratie ? Ça n'existe pas. C'est à nous, Tchadiens, de devenir les vrais acteurs de lutte » [Tchad].

**La France est également renvoyée à sa friosité à condamner les répressions et les violations des droits humains dans les pays d'Afrique francophone, spécialement lorsqu'elles sont commises par des dirigeants amis. Pour les participant•es, souvent directement victimes de la répression en tant que militant•es de la société civile, chaque silence français lors d'un épisode de violence d'État laisse une cicatrice.**

Au Tchad, même lorsque la répression est intervenue devant l'ambassade de France, il ne fut pas question de lâcher le soldat Déby. Un•e panéliste se souvient :

**« En 2001, lorsque Jacqueline [Moudeïna] et beaucoup d'autres personnes sont allées manifester devant l'ambassade de France, c'est sous le regard de la France que les policiers ont utilisés des armes à feu et des bombes lacrymogènes sur nos mamans. Mais la France n'a rien dit ».**

[Tchad]

Au Niger, c'est non seulement le soutien au régime de Mahamadou Issoufou qui est critiqué mais aussi les exactions de l'armée française elle-même à Téra <sup>34</sup> : « Concrètement, la communauté internationale a fermé les yeux sur plusieurs bavures du gouvernement nigé-



rien. On sait que [les militaires français] sont en complicité avec eux. Pourquoi la communauté internationale n'a pas réagi ? Pourtant, dans combien de pays on tue 5 personnes, on dit qu'il y a eu un massacre de peuples ? Dans combien de pays où on empêche la population de manifester, on les qualifie de dictateurs ? Pourquoi pas le Niger ? » [Niger]. L'impunité du régime nigérien va ainsi de pair avec l'impunité d'une armée française qui le protège.

La France est donc perçue comme piétinant les principes universels de démocratie et de respect des droits humains. **Le non-respect de la ligne rouge qu'est la limitation des mandats inscrits dans les constitutions de nombreux pays africains revient comme le symbole de l'inconsistance et de la complaisance des gouvernements français.** Pour un•e panéliste ivoirien•ne, « en France, le mandat du Président de la République est limité à

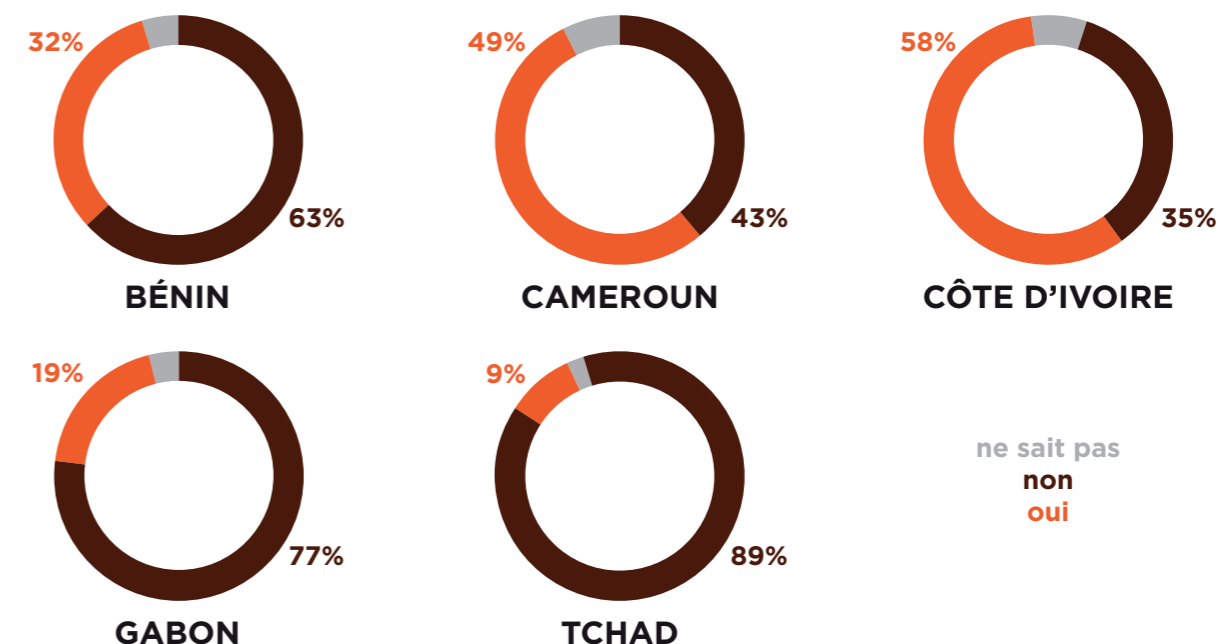
deux. Mais pourquoi les présidents français soutiennent les présidents africains qui font plus de deux mandats ? La France bafoue la démocratie quand il s'agit de nous Africains » [Côte d'Ivoire 1].

**Les critiques sont d'autant plus vives que le « deux poids, deux mesures » de la diplomatie française n'est pas conjoncturel, imputable à la seule présidence d'Emmanuel Macron ou à l'échec de Barkhane. Il s'inscrit dans une histoire longue,** comme en Côte d'Ivoire et au Gabon. Dans le premier pays, « Laurent Gbagbo dit "j'ai gagné". Les français disent qu'il n'a pas gagné. Ils se donnent les moyens pour condamner. Mais au Gabon, Ali Bongo dit «j'ai gagné», il tue même des gens. La France ne dit rien. Politique à géométrie variable ! » [Gabon 2]. Les trajectoires historiques et politiques des pays africains seraient ainsi déviées vers l'autoritarisme par l'ingérence

Fig. 7

## Pensez-vous que la France est un partenaire fiable dans le secteur de la défense des droits humains ?

Taux de réponses à la question : « Pensez-vous que, de manière générale, la France est un partenaire fiable dans les secteurs de la défense des droits humains ? », par pays d'étude





française. Ainsi, « en Afrique de manière générale, on se rend compte, que ce soit en termes de longévité voire d'absence d'alternance, que ce sont majoritairement les [anciennes] colonies françaises. [...] Le lien est vite fait entre la place de la France dans ces États, c'est à dire le rôle de la France, ses rapports avec les gouvernements, et cette réalité. Les gens ont tendance, ce qui n'est pas faux, à faire ce lien » [Gabon 1].

**Aux yeux des participant·es, cette politique étrangère à double standard, et ses silences pesants sur des nombreux dossiers, retire tout crédit à la France pour réclamer le retour à l'ordre constitutionnel au Mali, au Burkina Faso ou au Niger.** Pour certain·es, c'est tout simplement « le fait qu'elle prenne la parole qui me gêne. [...] Vouloir que la France prenne position, réagisse dans ce qui nous arrive à nous-mêmes, pour moi, c'est la preuve que nous refusons par nous-mêmes d'assumer ce qui nous arrive » [Bénin].

L'enquête quantitative témoigne également d'une forte polarisation géographique des perceptions. Au Tchad et au Gabon où le soutien de la France au régime autoritaire des Déby et

Bongo est explicite, une très large majorité des personnes interrogées (respectivement 89 % et 77 %) ne considère pas la France comme un partenaire fiable sur la question des droits humains [Fig. 7]. Les militant·es ivoirien·es et camerounais·es sont plus nuancé·es, avec 58 % et 49 % des personnes interrogées prêtent à donner crédit à la diplomatie française en la matière. Mais **de manière générale, l'enquête quantitative dépeint l'État français comme peu fiable dans la presque totalité des domaines**, y compris en matière de défense de la démocratie, avec les trois quarts des répondant·es qui ne lui font pas confiance sur cet aspect. L'action de Paris est un peu mieux perçue dans les domaines techniques, dont de la santé et dans une moindre mesure dans celui de l'éducation, ce qui montre qu'une politique d'aide au développement ambitieuse et un soutien plus affirmé aux organisations de défense des droits humains pourraient sans doute avoir un impact positif pour l'image de la France, particulièrement auprès d'acteurs de la société civile.

Naturellement, **l'absence d'attention aux droits humains en Afrique, n'est pas perçue comme du seul fait de la France, mais de l'Occident en général.** Un·e panéliste gabonais·e rappelle que « que ce soit la France ou les États-Unis, personne n'est venu à notre secours. Le coup de grâce qui est arrivé le 30 [août], c'est le fait des Gabonais ! Aujourd'hui, on [nous] demande de laisser [l'ancienne première dame] en liberté. Mais quand les Gabonais criaient, personne n'est venu à notre secours. Le Gabonais était étouffé, le Gabon était au bord de l'explosion » [Gabon]. Au-delà de l'Afrique, le double standard est bien une politique occidentale, comme en témoigne les réactions à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et celles vis-à-vis des crimes contre l'humanité commis par Israël à Gaza : « Vous voyez un peu, la position de la France dans l'affaire de l'Ukraine par rapport à ce qui se passe en Israël. Les Africains se reconnaissent dans ce que vivent les Palestiniens. Donc là aussi, on se dit, les [Occidentaux] ont donné des milliards, des chars, [ils ont] condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, [mais ils] ne font rien pour ce qui se passe en Palestine » [Bénin].



Des partisans de l'opposant politique Maurice Kamto au Cameroun (2018). Compte Facebook de Maurice Kamto

## Du paternalisme au racisme : la politique africaine de la France en miroir de la politique intérieure

En août 2023, lors de la conférence des ambassadeurs, Emmanuel Macron revenait sur les tensions avec le régime militaire nigérien et appelait à adopter une posture « sans paternalisme, ni faiblesse »<sup>35</sup>. Force est pourtant de constater que ce paternalisme colle encore à la peau de la France, de ses dirigeants – à commencer par le Président – et ambassadeurs. Un·e participant·e résume ainsi l'insouciance et le mépris de la France vis-à-vis des citoyen·nes africain·es. « La France a craché en l'air et ne veut pas recevoir ça sur la figure ». « Et puis il y a trop de mépris, ajoute un·e autre, trop de mépris dans les relations, beaucoup de mépris... » [Niger]. Un mépris doublé de paternalisme et d'une arrogance dont le paroxysme fut la convocation au sommet de Pau, en janvier 2020, des dirigeants africains par Emmanuel Macron, pour les tancer concernant l'inefficacité de la lutte contre les groupes armés mais surtout pour réclamer que cessent les manifestations contre la présence de Barkhane.

**À cette perception du mépris s'ajoute celle, aiguë, du racisme de la société française** et ses conséquences sur l'image du pays : « Je crois qu'aujourd'hui il y a plus un sentiment anti-noir, anti-africain en France, qu'un sentiment anti-français à Cotonou. Pas tous, mais les blancs, les Français et les Belges que je connais [...] détestent plus le noir, beaucoup plus que nous [les détestons], même après mille études pour le prouver en Afrique » [Bénin]. Les réseaux sociaux et la mondialisation de l'information jouent leur rôle dans la diffusion des actes racistes, comme ces « vidéos qui montrent que les Africains [en France] sont bien vite menottés ».

**Le racisme est aussi vécu, quotidiennement, dans la politique française de délivrance des visas, perçue comme profondément injuste et comme une forme de racket :** « la plus grosse entreprise française en Afrique et au Bénin, c'est le consulat, rappelle un·e participant·e. C'est pratiquement 60 000 francs par dossier, et ils en ont pratiquement 200 par jours » [Bénin]. Mais **c'est plus largement la politique migratoire qui est vécue comme profitant uniquement aux élites :** « en France, hier, ils ont adopté une loi contre l'immigration qui demande aux jeunes étrangers, aux jeunes africains, qui iront étudier là-bas de payer une caution qui sera prétendument remboursable. Compte tenu de notre pouvoir d'achat qui est faible, en fait ils veulent ouvrir la porte aux enfants des élites qu'ils ont installé ici chez nous. C'est comme ça que nous percevons cette loi-là. Les élites qui pillent nos ressources et qui détournent notre argent vont aller payer la caution pour leurs enfants. Et la France mène là une politique de reproduction des positions de pouvoir acquises pendant la colonisation » [Cameroun 2]. Raciste et toute empreinte de colonialité, cette politique éloigne profondément les sociétés africaines de la France. Un point de vue partagé par l'intellectuel camerounais Achille Mbembe, pour qui « la politique d'endiguement forcené des migrations est devenue [...] un facteur majeur de déstabilisation du continent. Elle n'est pas seulement insoutenable. Elle est inhumaine »<sup>36</sup>.

# Valeurs (importées) : le sujet qui fâche



Marché Adjamé, Abidjan, Côte d'Ivoire. © Eva Blue (Unsplash)

La question des « valeurs importées » en opposition aux « valeurs africaines » est systématiquement revenue dans les ateliers comme « le sujet qui fâche » [Gabon 2]. Parmi ces valeurs, c'est la façon de faire la démocratie, aujourd'hui calquée sur les modèles européens compris comme universels, qui est questionnée. Alors que les panels sont très majoritairement composés d'acteurs·ices engagé·es dans des mouvements sociaux et des organisations de défense des droits humains, le système démocratique est régulièrement décrit comme un modèle politique importé, parfois imposé [cf. chapitre 7].

De façon bien plus virulente, c'est le sujet de l'homosexualité, ou plutôt la perception d'une volonté occidentale d'imposer l'homosexualité aux sociétés africaines qui a, de manière impromptue – le sujet ne figurait pas dans la grille d'animation des focus-groups –, initié de nombreux débats sur la famille, le genre, et plus largement, la société africaine.

**Pour la plupart des participant·es, l'Afrique est aliénée par une offensive culturelle.** Ces valeurs « importées », voire « imposées », qui font l'actualité politique, sont devenues des sujets extrêmement sensibles, tandis que la langue française ou la religion sont très rarement évoquées comme des instruments de la domination culturelle. **La France, ici paratonnerre du monde occidental, est accusée d'ingérence jusque dans la sphère familiale et privée.**

On voit poindre au cours de ces discussions, une forme de relativisme vis-à-vis de certains droits fondamentaux qui ne seraient pas universels. Parmi ces droits perçus comme occidentaux (ou occidentalocentrés) et non transposables en Afrique figure en bonne place le libre choix de son orientation sexuelle. L'homosexualité est ainsi perçue comme « la » valeur imposée par excellence. Un·e panéliste gabonais·e souligne le paradoxe : « la question de l'homosexualité dans nos sociétés, ça fâche, mais ça fait partie de la démocratie de laisser un adulte choisir sa sexualité. Ça fait partie de la démocratie. On voit bien que sur ce sujet les pays africains ne sont pas d'accord. Il faut aussi que nous pensions à adapter certain système de vie [...] dans nos pays. Et c'est de là qu'on pourra en sortir des systèmes qui cadrent véritablement avec notre vie » [Gabon 2]. On voit ici que le rejet du genre – l'anti-genre<sup>37</sup> – s'accompagne parfois de doutes ou de question-

nements autour de ce que le sociologue français Éric Fassin définit comme « la démocratie sexuelle », c'est-à-dire « l'extension du domaine démocratique aux questions sexuelles – soit l'introduction des valeurs de liberté et d'égalité dans un domaine auparavant relégué à la vie privée, maintenu à l'abri de l'histoire et de la politique dans une culture, voire une nature, intemporelle »<sup>38</sup>.

Pour les participant·es, les vecteurs qui imposent cette vision du monde sont multiples.

**« Dans tout dessin animé que vous voyez maintenant, il y a des scènes homosexuelles. Vous voyez qu'ils utilisent tous les moyens pour pouvoir nous nuire, pour qu'on accepte. [...] »**

Maintenant, ils utilisent ces canaux pour nous mettre ça dans nos mœurs, avec nos enfants » [Cameroun 1]. « La France nous a [aussi] infiltrés à travers l'école, à travers la religion. Deux leviers d'influence. [...] Ils ont infiltré le livre scolaire. [...] C'est à travers cela que même l'homosexualité est en train d'être promue dans les livres scolaires. Dans les livres scolaires de science, on a enlevé cela parce qu'il y a eu levée de bouclier des parents » [Cameroun 1]. Les participant·es font ici référence à une polémique révélatrice des tensions actuelles, notamment au Cameroun : en mars 2018, la diffusion d'un nouveau manuel scolaire qui traitait de sexualité à destination des collégien·es a provoqué une grande controverse. « Des passages du livre dénon[çaient], tout en les assimilant, l'homosexualité, la sodomie et la zoophilie – toutes qualifiées de déviantes et d'illégales. Au contenu pourtant conservateur, l'ouvrage [fit] polémique. Une partie de l'opinion publique et de la classe politique considèr[ait] en effet que ce type d'éducation sexuelle « ouvre la voie à la dépravation des mœurs » et « banalise la pornographie »<sup>39</sup>. L'homosexualité, « [une] chose qui n'[a] même pas de mots dans nos langues » [Cameroun 2], serait totalement exogène aux sociétés africaines. Questionné·e sur l'existence (avérée) de pratiques homosexuelles anciennes en Afrique, un·e panéliste béninois·e s'interroge : « Bon, je ne sais pas si les Blancs font comme d'habitude pour fabriquer des études pour prouver qu'il faut continuer. Je sais qu'ils sont capables de ça » [Bénin 1].

**Dans ce qui est perçu comme une vaste offensive occidentale contre les « valeurs africaines », les entreprises culturelles françaises, comme Canal+, sont particulièrement pointées du doigt :** « vous voyez que les Français nous imposent même l'homosexualité qui ne fait pas partie de nos mœurs. Vous voyez un peu ? Aujourd'hui Canal + a mis ça... Les dessins animés, on trouve, on nous présente les homosexuels [...], c'est-à-dire que les enfants doivent suivre ça de gré ou de force. Voilà autant de choses que nous décrions ! » [Cameroun 1]. L'opérateur de télévision payante est pourtant propriété de Vincent Bolloré, connu pour ses positions politiques conservatrices et sa promotion active d'idées anti-genre, y compris en Afrique<sup>40</sup>. Mais Canal+ n'est pas vu comme le seul visage de l'impérialisme culturel et les chaînes de télévision nationales seraient elles aussi alignées sur l'Occident. Ainsi, « quand on regarde la télévision, précisément la première chaîne [ivoirienne], la RTI, il y a des films qu'on diffuse qui n'ont rien à voir avec notre culture. Ils aliènent notre jeunesse. Il est temps qu'on présente la culture de chez nous, en termes de danse, de cuisine, de civilités » [Côte d'Ivoire 1]. La télévision qui servirait « l'invasion de la culture française » [Cameroun 2] prospérerait grâce à la faiblesse des États et à la passivité des élites africaines : « évidemment nous ne sommes pas totalement innocents, parce que notre gouvernement aussi ne développe pas de mécanismes pour promouvoir notre culture comme il devrait. On ne va pas reprocher à la France de vendre sa culture, mais il revient à nos gouvernements de développer des mécanismes pour promouvoir notre culture, préserver et protéger nos valeurs » [Cameroun 2].

Pour autant, le principe d'une hégémonie culturelle française fait débat. En premier lieu, parce qu'il « n'y a pas une spécificité française, c'est occidental. Tout ce qui vient de l'Occident, c'est intégré » [Bénin]. Ensuite parce que la consommation de biens culturels s'est mondialisée et que les regards se tournent aujourd'hui vers d'autres pays. Ainsi, « 80 % des Gabonais ne mangent pas français. [...] Le cinéma français est le moins suivi au Gabon. Même le football, vous verrez qu'au Gabon majoritairement, on va parler de l'Angleterre. [...] Par contre pour certaines générations, celle de mon père, il recentrait un peu tout vers la France » [Gabon 1].



Marché Adjamé, Abidjan, Côte d'Ivoire.  
© Eva Blue (Unsplash)

**L'enjeu de l'ingérence morale et culturelle s'ancre également dans l'histoire coloniale.**

« Les programmes d'éducation sont totalement adossés au programme français [...]. C'est comme ça qu'on a passé tout ce temps à nous raconter l'histoire des autres. Disant que mon arrière grand-parent est gaulois, qu'il n'est pas [descendant] des Pygmées de Yoko » [Cameroun 2]. Les participant•es estiment subir une forme de dépossession des récits et des programmes scolaires, qui seraient en inadéquation par rapport aux besoins et aux réalités : « Sur le plan éducatif, tous les programmes sont décidés ailleurs. Nous savons très bien que tous les programmes enseignés au Niger ne répondent pas à l'évolution socioculturelle de la population du Niger. C'est des programmes fabriqués ailleurs qui ont été imposés, et d'autres datent de la colonisation. Ça n'a jamais parlé de nos réalités » [Niger].

Ainsi, **l'ancien colonisateur et plus largement l'Occident dégraderait, imposerait, ou pervertirait des valeurs hétéronormatives conçues comme authentiquement africaines par l'imposition de la « théorie du genre » et la défense des minorités sexuelles. Féminisme, homosexualité, contrôle des naissances formeraient le triptyque d'une « pensée française » insidieuse.** Ainsi, « le féminisme prend de l'ampleur chez nous. On ne sait pas comment le développer dans nos sociétés, alors on le pense comme dans les sociétés européennes » [Gabon 1]. Diverses déclarations de présidents français sur la croissance démographique africaine qui serait trop dynamique, ne sont pas seulement perçues comme paternalistes mais aussi comme une volonté d'imposer sa puissance à l'Afrique et de décider du sort des Africain•es :

**« Maintenant [ils] veulent stériliser nos filles. Ils sont en train de financer des programmes pour dire que la démographie n'est pas bonne. [...] »**

C'est Sarkozy qui le disait déjà, [...] une femme africaine ne doit pas avoir tel nombre d'enfants parce que nous faisons beaucoup d'enfants » [Cameroun 1]. De la même façon, la polygamie est parfois défendue comme une réalité culturelle africaine – alors même qu'elle est très variablement pratiquée sur le continent – tandis que « la culture française nous impose [d'avoir] seulement un homme et une femme, donc monogame. Ils ne veulent pas de notre polygamie » [Cameroun 2]. Même la science est susceptible d'être un outil de falsification et de domination : « Quand je parle de connaissances, je parle de connaissances scientifiques. Donc ils [les Occidentaux] étudient tout avant de venir finalement nous imposer quelque chose. Et toujours c'est en fonction de nos cultures, de nos systèmes et valeurs » [Niger].

Pour la plupart des personnes ayant participé aux panels et s'étant exprimé sur le sujet, il y aurait des rapports à la famille, au genre et à la sexualité fondamentalement distincts entre Occidentaux et Africains<sup>41</sup>.

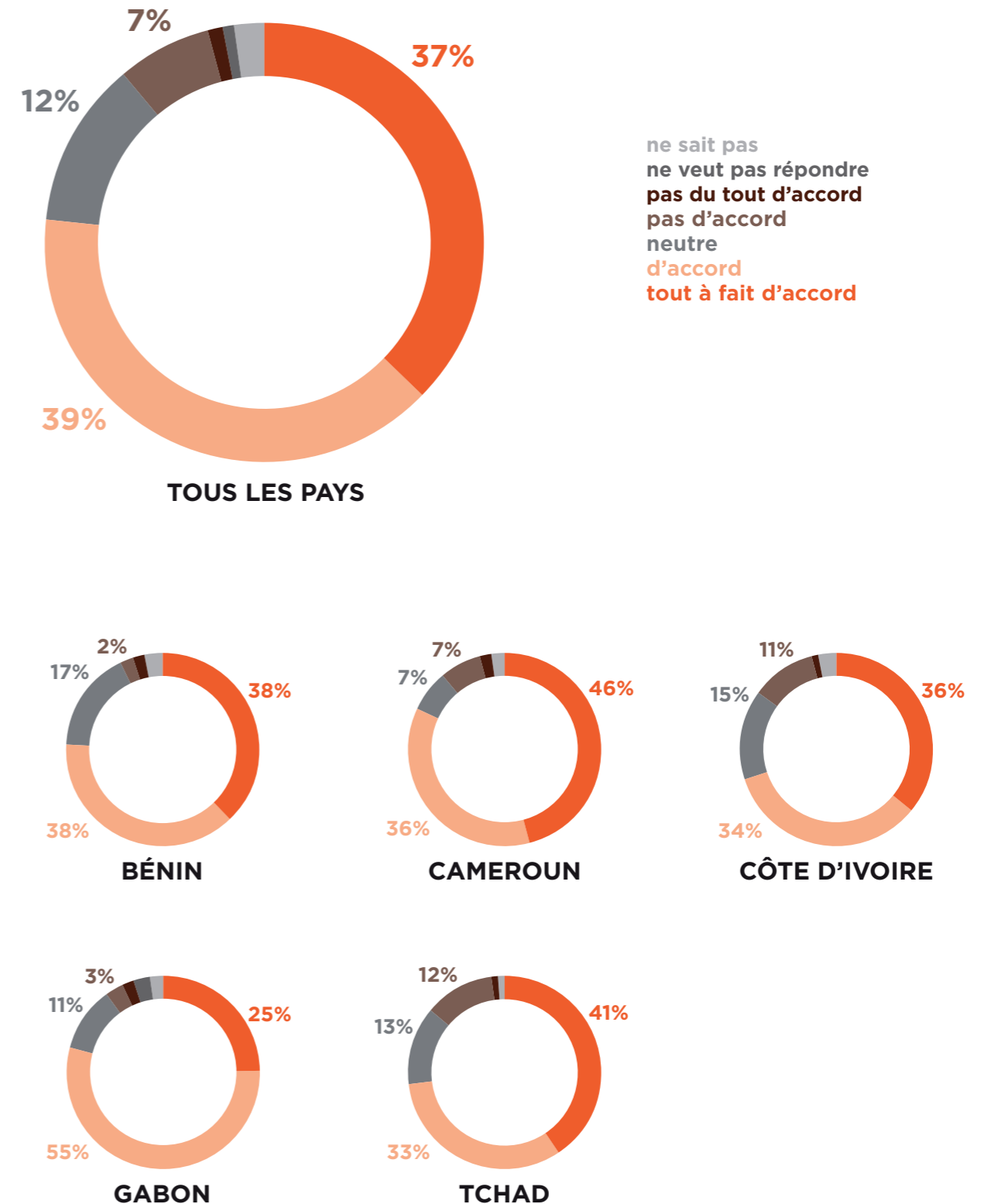
**Soutenues par le discours sur une « identité africaine authentique », ces valeurs perçues comme « africaines » sont mises en avant comme des armes devant servir à tenir tête à l'Occident.** Plus des trois quart des répondant•es à l'enquête quantitative estiment par exemple que les « valeurs africaines » sont préférables aux « valeurs occidentales » [Fig. 8]. Au Cameroun et au Gabon, les niveaux d'approbation montent respectivement à 82 % et 80 %.

**Les valeurs culturelles deviennent alors un enjeu de souveraineté,** et c'est sans doute une des raisons de l'adhésion de nombreux membres de mouvements sociaux et civiques à ce discours. Le rejet de l'impérialisme – français en l'occurrence – se cristallise autour des « valeurs africaines ». **Le rapport au genre, à l'homosexualité, à la famille ou à la « tradition » sont des référents et des signifiants qui situent chaque individu dans son rapport à la France.** Pour un•e militant•e, faire des choix libres pour son pays et soi-même c'est aussi « respecter sa culture, ses valeurs, les valeurs ancestrales. Il doit conserver ce qu'il peut conserver » [Niger].

**Fig. 8**

**Les “valeurs africaines” sont-elles préférables aux “valeurs occidentales” ?**

Réponses en pourcentage à la question « Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : « Les valeurs africaines sont préférables aux valeurs occidentales » », par pays d'étude.



# Fatigue démocratique et coups d'État salvateurs



Le général Brice Oligui Nguema, président de la transition au Gabon, lors d'un défilé militaire pour la fête de l'indépendance à Libreville, le 17 août 2024. Source : Compte Facebook de Brice Oligui Nguema

L'actualité politique et militaire du continent africain est venue percuter, à de nombreuses reprises, la réalisation de cette étude. Lorsqu'elle a été lancée, des juntes militaires étaient déjà solidement installées à la tête du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée. En octobre 2020, le Président ivoirien Alassane Ouattara avait été réélu pour un troisième mandat controversé. Cinq mois plus tard, à la mort du Président Idriss Déby Itno, son fils Mahamat Idriss Déby s'imposait, avec le soutien explicite de la France, à la tête du Tchad. Dans ce pays, la répression des manifestations organisées en octobre 2022 afin de protester contre la prolongation de deux ans de la transition feront des dizaines de morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations<sup>42</sup>.

Le premier focus-group s'est réuni à Niamey, au Niger, début juin 2023. À peine deux mois plus tard, le Président nigérien, Mohamed Bazoum, était renversé par l'armée. Fin août, avant que les enquêtes et les ateliers ne reprennent, un coup d'État portait à son tour le général Brice Oligui Nguema à la tête du Gabon, au lendemain d'un scrutin présidentiel contesté. La situation politique gabonaise s'en trouvait totalement bouleversée. Au Tchad, les tensions qui ont suivies l'assassinat de l'opposant politique Yaya Dillo, à quelques jours de la tenue du focus-group de N'Djamena, ont fait craindre qu'il ne soit possible de mener l'enquête dans ce pays. Enfin, la crise politique qui a ébranlé le Sénégal après l'annonce de l'ajournement de l'élection présidentielle par Macky Sall, en février 2024, s'est naturellement invitée dans les débats des ateliers du Bénin, de Côte d'Ivoire et du Gabon.

Dans un tel contexte, les discussions au sein des focus-groups ont été d'une très grande richesse, avec un large éventail de positionnements. Elles apportent de la nuance aux résultats de l'enquête quantitative, naturellement formatée par l'administration d'un questionnaire conçu au début du processus et tributaire des biais des chercheurs qui l'ont élaboré.

**Au-delà des questionnements sur les normes et les valeurs démocratiques et d'une ambivalence certaine vis-à-vis des juntes militaires, il ressort que la grande majorité des participant·es, souvent militant·es engagés dans la défense des droits humains, restent attachés aux principes fondamentaux de la démocratie.**

Sur ces sujets, les résultats de l'étude vont largement dans le même sens que ceux de l'Afrobarometer 2024<sup>43</sup>, qui documente l'évolution des opinions africaines sur la gouvernance et la démocratie. Selon cette enquête, le soutien à la démocratie s'affaiblit – moins 7 points de pourcentage en moyenne sur les 30 pays régulièrement sondés par l'Afrobarometer au cours de la dernière décennie – et plus de la moitié des Africain·es, en particulier les jeunes, se disent aujourd'hui prêts à tolérer une intervention des militaires « lorsque les leaders élus abusent de leur pouvoir pour leurs propres intérêts ». Mais les deux tiers des personnes interrogées rejettent les régimes militaires institutionnalisés, la plupart (de plus en plus nombreuses) réclament la responsabilité gouvernementale, et une forte majorité reste attachée aux normes démocratiques que sont la liberté, les élections, le multipartisme, l'État de droit et le contrôle du pouvoir présidentiel. Lorsque les enquêteurs d'Afrobarometer constatent une baisse du soutien à la démocratie, elle est étroitement liée à la baisse de la qualité des élections, à l'augmentation des niveaux de corruption ou à des déficiences croissantes en matière d'État de droit.

Dans notre enquête, **l'appréciation portée sur la situation politique de chaque pays rend compte de multiples violations des droits civils et politiques, qui induisent elles-mêmes un sentiment de régression et une forme de « fatigue démocratique »**, dont on soulignera cependant qu'elle est loin d'être spécifique à l'Afrique subsaharienne. Dans l'enquête quantitative, près de 80 % des répondant·es se déclarent peu ou pas satisfaits de l'état de la démocratie dans leur pays, avec un niveau de satisfaction un peu plus élevé pour la seule Côte d'Ivoire (27 % de personnes satisfaites ou très satisfaites pour 53 % de pas ou peu satisfaites). Quatre personnes interrogées sur cinq considèrent ainsi que le non-respect de la Constitution ou les atteintes aux droits civils et politiques (arrestations arbitraires, procès politiques, etc.) constituent des menaces importantes ou très importantes pour la démocratie dans leur pays – ici, les répondant·es ivoirien·es ne se distinguent pas – et près de neuf sur dix estiment que c'est le cas, également, pour la corruption. Au Gabon, dans le contexte spécifique d'une transition militaire après 56 ans de règne dynastique de la famille Bongo, la menace d'un coup d'État est perçue comme moins prégnante, avec seulement une courte majorité (52 %) qui s'en inquiète. Les ingérences étrangères sont également consi-

dérées comme des menaces importantes ou très importantes par 75 % des répondant·es, et jusqu'à 95 % au Tchad, qui se distingue des autres pays par une perception plus aiguë des menaces sur la démocratie.

Cet état des lieux très dégradé des situations politiques infuse naturellement les débats des focus-groups. Selon un·e panéliste camerounais·e, on assiste dans ce pays à « une recrudescence de la répression des libertés publiques », avec notamment « l'emprisonnement de centaines de militants et de détenus politiques, que ce soit les détenus de la crise anglophone, que ce soit les détenus concernant la crise post-électorale [...] »

**Si on prend les cinq dernières années, on se rend donc compte que le Cameroun a plongé dans la reculade permanente ».**

[Cameroun 1]

Même perception de profonds reculs démocratiques en Côte d'Ivoire, avec ses dérives clientélistes et communautaires, et au Niger, « où les libertés sont bafouées, notamment la liberté d'expression » et où « même les enfants savent qu'il y a des choses qu'ils ne peuvent pas dire » [Niger]. Quant au Gabon, « les élections [ont] toujours [été] truquées. On ne laisse pas la population s'exprimer. On vole les urnes ! [...] La démocratie ne peut pas s'exprimer ! »

[Gabon 2]. Même le Sénégal, généralement perçu comme une référence démocratique sur le continent, semble alors s'enfoncer dans la crise : « Macky Sall se dit démocrate, nous le qualifions de président démocratiquement élu. Quand on voit tout ce qu'il a fait subir à tous ses opposants, le dernier Ousmane Sonko, et la frustration de la jeunesse sénégalaise, juste parce que le monsieur veut se maintenir au pouvoir... Il a quand même [...] entraîné la mort d'une quinzaine de personnes s'il vous plaît [Ndlr : nous sommes alors en juin 2023] ! Et cette personne-là vous l'appellez démocratique ? » [Niger].

**Autant de situations qui questionnent la démocratie, ses normes, ses institutions et ses valeurs, avec des appréciations sensiblement différentes selon les pays.**

C'est au Tchad et au Cameroun, qui n'ont pas connu d'alternance depuis des décennies, que l'aspiration à la démocratie apparaît comme la plus forte, avec respectivement 61 % et 50 % des personnes interrogées qui considèrent que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement, contre 26 % et 36 % qui ne sont pas en accord avec cette affirmation **[Fig. 9]**. L'adhésion à ce principe est bien moindre au Gabon, avec une majorité de répondant·es (53 %) qui sont en désaccord avec cette affirmation – on peut y voir ici l'adhésion à un récent coup d'État perçu comme libérateur – mais aussi en Côte d'Ivoire où seulement 30 % des personnes interrogées perçoivent la démocratie comme préférable à toute autre



Défilé militaire pour la fête de l'indépendance à Libreville, le 17 août 2024. Source : Compte Facebook de Brice Oligui Nguema

forme de gouvernement (47 % sont en désaccord avec cette affirmation). La « *fatigue démocratique* » des militant·es issu·es d'un pays pourtant considéré comme un modèle ouest-africain apparaît ici clairement, mais sans doute le poids de la guerre et de la situation post-conflit pèsent-ils dans cette prise de distance avec la démocratie. **L'enquête témoigne également d'une très forte aspiration à l'efficacité de l'action publique**, avec en creux une profonde lassitude vis-à-vis des affaires de corruption, de détournements ou du clientélisme, puisque 61 % des personnes interrogées considèrent qu'un gouvernement efficace est préférable à un gouvernement démocratique [Fig. 10]. Cette demande d'efficacité est particulièrement forte dans les États d'Afrique centrale, au Gabon (72 %) et au Cameroun (70 %), et majoritaire dans tous les pays d'enquête.

Quelques participant·es aux ateliers prennent leur distance avec ce système démocratique qu'ils décrivent comme un modèle politique « importé » et « imposé », auquel il convien-

drait de substituer des modèles de gestion politique plus conformes aux réalités locales. Ainsi, pour un·e panéliste camerounais·e, « *l'Afrique ne connaît pas de démocratie, il faut que ça sorte. Chez nous, c'était les chefs et le pouvoir venait du peuple, et aussi de Dieux parce que nous croyons aux Dieux et en nos ancêtres. [...] Nous avons notre système. Donc leur démocratie là, ce n'est pas la nôtre. Mais il faut les suivre parce qu'ils savent qu'ils nous tiennent en laisse [...] Il faut qu'on réfléchisse à un système qui tienne compte de nos valeurs* » [Cameroun 1]. La démocratie est alors perçue comme « *un outil qu'on utilise, que l'Occident utilise, pour nous distraire ou pour nous imposer certains comportements* ». Même « *la défense des droits humains a des limites* » [Niger]. Les principes démocratiques et les droits humains sont ici appréhendés d'un point de vue culturel, comme le produit de contextes historiques précis qui ne correspondraient pas aux « *caractéristiques* » africaines. Leur universalité est remise en question, au prétexte de leur particularité régionale, historique et/ou occidentale <sup>44</sup> [voir chapitre 5].

Cette position est loin d'être partagée par tous les panélistes. **La plupart des participant·es ne remettent pas en cause les principes démocratiques fondamentaux mais la façon dont les normes et les institutions ont été plaquées sur les réalités africaines, et plus encore une démocratie procédurale, de façade, au service des intérêts de la France.** Ainsi, « *quand je prends l'exemple du Bénin, c'est [un] pays colonisé par la France, c'est un mode de démocratie calqué sur le modèle français. Est-ce que, aujourd'hui, dans notre pays, avec nos réalités, est-ce que nous sommes prêts à aller dans ce sens ? [...] Est-ce que nous allons toujours continuer à nous baser sur un modèle [dont] on peut dire qu'il est importé, ou bien ensemble nous nous asseyons et nous définissons encore un autre modèle, par rapport à l'expérimentation que nous avons eue de la démocratie ?* » [Bénin]. « *Les sociétés occidentales actuelles veulent nous faire comprendre que c'est leur manière à [elles] d'appliquer la démocratie qui est meilleure, que dans leur société on n'a pas des affaires de détour-*

*nement, de clientélisme, et tout le reste. Mais ça existe ! Je prends un seul cas : en Ukraine, ils sont en pleine guerre, mais il y a des gens qui détournent de l'argent !* » [Gabon 2]. Surtout, « *arrêtons de vouloir résumer [la démocratie] aux élections. Je crois que la démocratie ne signifie pas seulement les élections. Malheureusement, on a l'impression qu'au Niger, on résume la démocratie à des élections* » [Niger]. De même au Tchad, où « *nous avons une démocratie mais qui est de façade, ça il faut qu'on se le dise. C'est vrai qu'on a des partis politiques et la liberté d'expression [...] mais de nom seulement parce qu'on ne peut pas se lever et dire « non » à nos autorités* » [Tchad]. Finalement, « *notre problème, ce n'est pas l'alternance à tout prix. [...] Alternance de qui ? Des hommes ? Ou du système ? C'est les systèmes qui doivent être changés, pas les hommes. Parce que si un 'sous-préfet' français remplace un autre 'sous-préfet français', le peuple n'en veut pas* » [Cameroun 1].

Fig. 9

## La démocratie est préférable à toute forme de gouvernement

Réponses en pourcentage à la question « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes : « La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement »

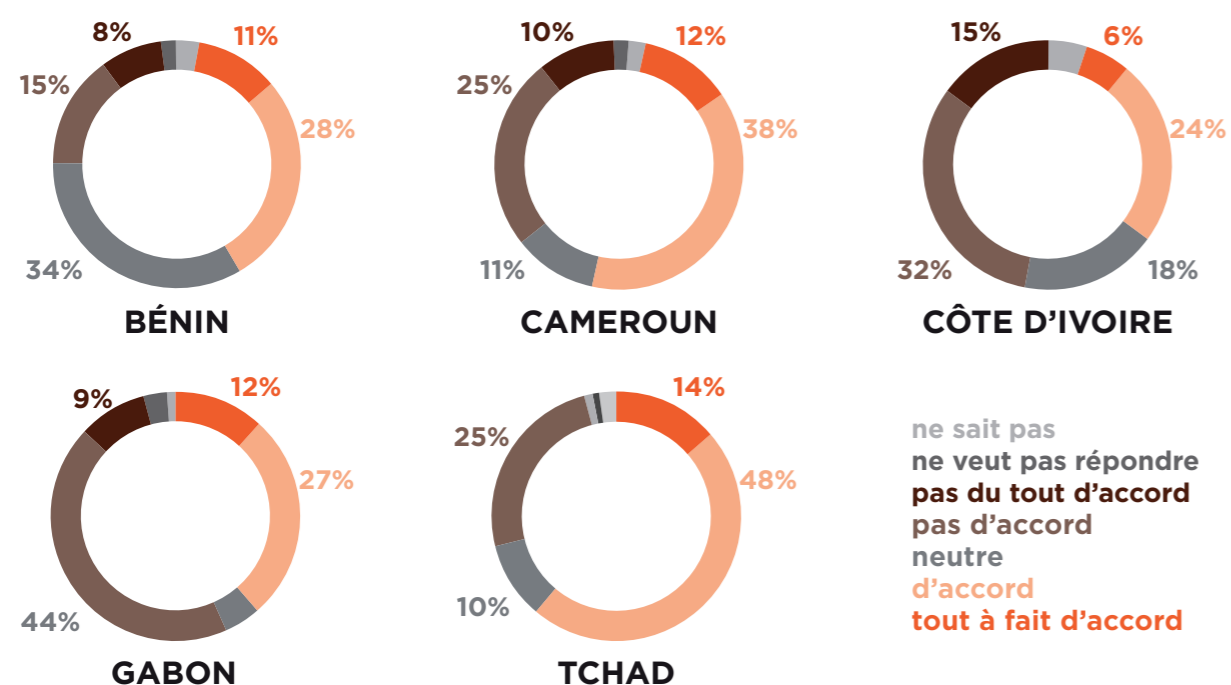
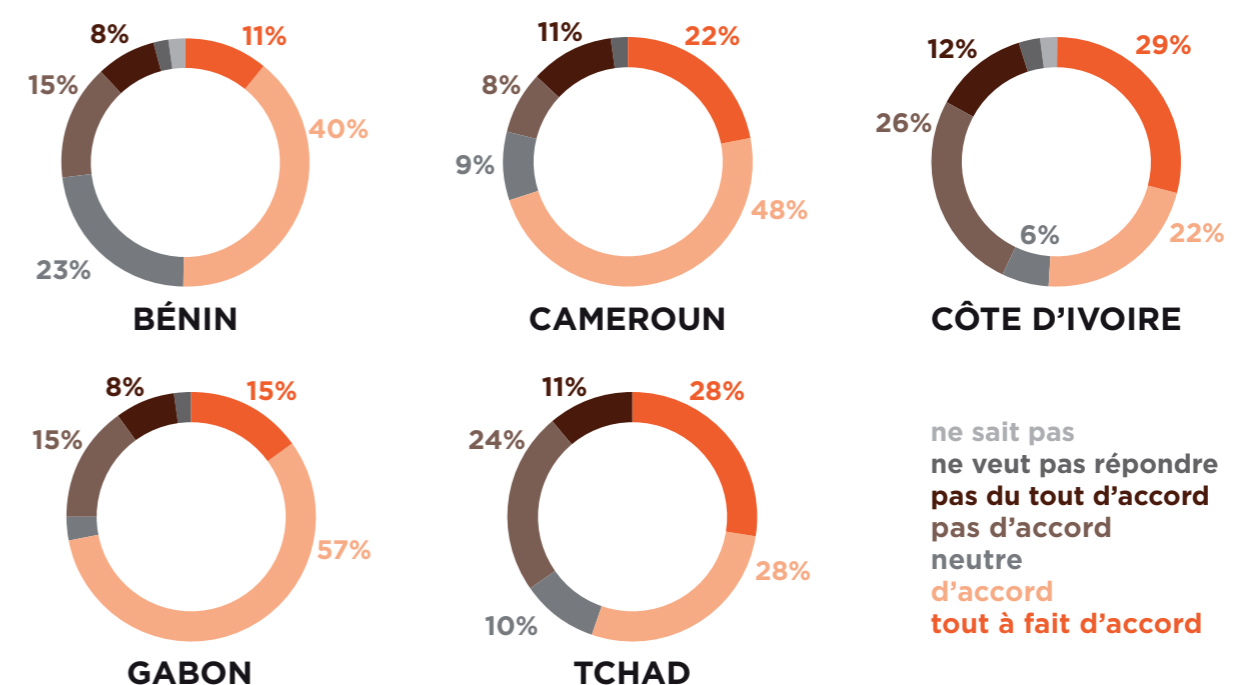


Fig. 10

## Il est préférable d'avoir un gouvernement efficace qu'un gouvernement démocratique

Réponses en pourcentage à la question « Il est préférable d'avoir un gouvernement efficace qu'un gouvernement démocratique », par pays enquêté.



# Le discrédit des institutions régionales africaines

La défiance vis-à-vis des dirigeants africains et de la politique française en Afrique rejaillit sur les institutions africaines. Pourtant, **l'aspiration à davantage de coopération régionale est forte, notamment sur les questions monétaires [cf. chapitre 4]**. Pour un·e panéliste ivoirien·ne, « le renforcement de la coopération entre pays africains est primordial [...]. [Si] on prend l'exemple des Occidentaux, on voit que l'Union européenne est plus forte que jamais. Pourquoi ? Parce qu'ils sont dans un système de coopération régionale et sous-régionale entre États européens. [...] Donc, si en Afrique nous avons une coopération entre États africains, cela permettra aux différents pays africains de pouvoir, un tant soit peu, s'épanouir, se sortir de la pauvreté avant d'avoir même des coopérations directes avec les Occidentaux ». Et de conclure qu'une « meilleure coopération doit passer entre Africains d'abord » [Côte d'Ivoire 1].

Loin de répondre à cette aspiration, **les institutions régionales sont tour à tour jugées incapables de garantir la liberté de circulation** – « aux frontières, lorsqu'un Camerounais veut aller en Guinée, ou aller au Gabon, on le traite comme s'il voulait aller en France » [Cameroun 2] –, **sous perfusion de puissances étrangères** – « même l'Union africaine, qui est l'organisme de référence, est financée par l'Union européenne » [Côte d'Ivoire 1] – **ou instrumentalisées par l'ancienne puissance coloniale** – « les institutions sous-régionales comme la CEDEAO, on sent que ce sont des instruments français » [Cameroun 2]. En d'autres termes, il n'y aurait « pas de coopération entre Africains sans que la France

fourre son nez dedans » [Tchad]. Les condamnations des juntes sahéliennes par les institutions régionales africaines sont perçues comme le fruit de cette instrumentalisation et « on vous soumet à des sanctions parce que l'on veut absolument que ça soit les 'sous-préfets français' qui soient à la tête de ces pays » [Cameroun 1]. Surtout, comme pour la diplomatie française, on leur reproche un « deux poids, deux mesures dans la sous-région » [Bénin], avec des condamnations et des pressions à géométrie variable vis-à-vis des coups d'États ou des arrangements constitutionnels. Dans un tel contexte, les premiers pas de l'Association des États du Sahel (AES), qui réunit le Mali, le Burkina Faso et le Niger, sont perçus positivement par certain·es panélistes pour qui elle représente une alternative réellement souveraine à des institutions régionales discréditées : « L'AES a été construite. Vivement que nous aussi, on crée un groupe d'États ! » [Cameroun 1]

**De ce panorama désenchanté de la démocratie africaine découlent des argumentaires de justification des récents coups d'État, dans des situations politiques bloquées ou lorsque des gouvernements élus ne répondent plus aux défis sécuritaires et aux aspirations populaires.** La prise de pouvoir par les militaires est alors « une réponse à un certain nombre de préoccupations que la population avait » [Bénin], « c'est la conséquence de la mal gouvernance, [...] c'est le signe qu'il y a eu un problème de gouvernance, de démocratie » [Cameroun 2]. « Si les gens, si le peuple sort pour applaudir ce genre de chose, c'est parce que, à un moment donné, ils étaient fatigués de quelque chose » [Bénin]. En d'autres termes, « un coup d'État ne peut pas être un mal absolu. Dans certains contextes, on le souhaite. [Si on prend l'exemple du Sénégal] on est d'accord que plus de trois quarts de la population est contre la continuité de Macky Sall. [...] Il s'entête contre tout le peuple sénégalais, à l'exception de quelques personnes qu'il entretient pour sa cause, on ne peut lui souhaiter autre chose qu'un coup d'État. Il est souhaitable, c'est ce que réclame le peuple » [Niger]. De la même façon, « que ce soit au Burkina ou au Mali ou en Guinée, c'est l'aspiration du peuple, [c'est] ce peuple-là qui a réclamé un changement » [Niger]. Au Gabon, « les gens voient [Brice] Oligui [Nguema] comme un libérateur » [Gabon 1] et son coup d'État comme « un coup de la liberté ». « Demander à un peuple qui a vécu pendant plusieurs années dans une forme de servitude, ce qu'il pense d'un coup d'État, croyez-moi, il vous dira que c'est la meilleure des choses du monde » [Gabon 1].

**Le soutien aux militaires putschistes apparaît plus clairement encore quand il s'agit de rompre avec l'ancienne puissance coloniale et de défendre la souveraineté.** Pour un·e participant·e ivoirien·ne, « les coups d'État en Afrique de l'Ouest se justifient car c'est maintenant que [ces] leaders décomplexés sont en train de lutter pour la véritable indépendance » [Côte d'Ivoire 1]. « C'est une sorte de libération du peuple. [...]

**Le Mali est en train de sortir le pays des accords coloniaux. [...] Au Niger, on dénonce ces accords-là. [...] Quand les coups d'État arrivent, ça arrive comme une libération ».**

[Cameroun 1]

« Les populations africaines [...] en avaient marre de l'ingérence européenne. [...] Ces coups d'État-là ont été occasionnés par l'ingérence des super puissances dans les politiques africaines de la sous-région, notamment la France » [Côte d'Ivoire 2]. Et certain·es participant·es de reprocher également aux médias – et au gouvernement français – de dénoncer les coups d'État militaire tout en faisant preuve de complaisance vis-à-vis des « coups d'État constitutionnels » : « le tripatouillage des constitutions est [aussi] un coup d'État, on n'en parle pas suffisamment. [Mais] mieux vaut un coup d'État militaire qui tienne compte des besoins des peuples que [de] tripatouiller les constitutions ! » [Cameroun 1].

Pour certain·es participant·es, les jeunes putschistes sahéliens « ont fait mieux que les politiciens » [Niger] et représentent un espoir : « Je vais tout simplement prendre l'exemple [du chef de l'État] du Burkina Faso, qui a été très impressionnant lors de son discours en Russie. Je me dis que la vision est la même, que ce soit en Afrique de l'Ouest ou en Afrique centrale. On voudrait que ces anciens-là, comme les Thomas Sankara, comme les Nelson Mandela, que ces personnes-là s'incarnent [dans] cette jeunesse [...] Je crois qu'on a un espoir de voir une Afrique nouvelle ! » [Gabon 2]. Les juntes sont attendues sur les questions de souveraineté et de sécurité, où elles « jouent leur rôle, c'est-à-dire rétablir l'ordre » [Côte d'Ivoire 1] et beaucoup sont prêt·es à les laisser faire leurs preuves : « je condamne ces coups d'État là, mais je me dis que si ces chefs militaires là pensent faire mieux que les différents acteurs politiques, bon, on doit les laisser faire pour voir ce qu'ils peuvent apporter à leurs différentes populations » [Côte d'Ivoire 2].

**Pour autant, le soutien au coup d'État est loin d'être unanime.** Dans l'enquête quantitative, 47 % des répondant·es s'opposent à l'intervention de l'armée pour diriger le pays alors que 41 % considèrent que certaines circonstances peuvent la justifier [Fig. 11]. Les réponses sont très polarisées en fonction des pays, avec une opposition nettement plus forte au Tchad (65 %), où les militant·es sont quotidiennement confronté·es à un régime militaire, et en Côte d'Ivoire (61 %). À l'inverse, au Gabon, l'adhésion au coup d'État de Brice Oligui Nguema se traduit par un soutien de 81 % des personnes interrogées à la possibilité d'une prise de pouvoir par l'armée. Mais là encore, les focus-groups permettent de préciser les perceptions : les participant·es gabonais·es se réjouissent de la chute d'Ali Bongo



et du rôle joué par l'armée, sans pour autant accorder leur confiance aux militaires : ils « aiment se présenter comme des sauveurs de la population, du peuple, alors qu'en réalité ils sont également coupables, si je peux le dire ainsi, de toutes ces mal-gérences. [...] Dans la majorité des pays, les présidents qui ont longtemps gardé le pouvoir, qui n'ont pas voulu appliquer la démocratie comme il se doit, ont été préservés par les militaires. Ce sont ces mêmes militaires qui ont eu souvent à tirer sur le peuple. [...]

**Ces militaires, aujourd'hui, viennent dire qu'ils sont la solution. Moi je ne pense pas qu'ils soient la solution, non, ils ne sont pas en dehors de ce qui s'est passé.** [Gabon 2]

Un.e autre participant.e abonde : « Les gens voient [Brice] Oligui [Nguema] comme un libérateur, ce qui est légitime quelque part par rapport à l'acte. Mais on oublie souvent que ces dictatures se sont appuyées sur cette armée. Parce que, en 2016, s'il n'y avait pas eu l'armée, moi je ne sais pas comment Ali [Bongo] aurait fait pour rester au pouvoir. Souvent le peuple a tendance à penser que l'armée, qui était l'outil d'oppression du dictateur, une fois que cette armée se retourne contre ce dictateur, le problème est réglé. [...] En réalité, est-ce que l'armée c'est une solution ? » [Gabon 1]

**Il n'y a donc pas d'adhésion générale, loin s'en faut, au principe d'un régime militaire et globalement beaucoup de méfiance sur les motivations profonde des nouveaux maîtres.** « On comprend les coups d'État qui se font, mais on ne les accepte pas tant que ça » [Niger], explique un.e panéliste. Avec une crainte

largement partagée, celle d'un maintien au pouvoir au-delà des périodes de transition : « lorsqu'on voit le mal que ces militaires ont, si on prend la plupart des régimes militaires d'Afrique qui ont cours actuellement, à respecter mêmes les termes des transitions, on a toujours l'impression qu'ils ont des agendas cachés. [...] Les coups d'État ressemblent à une nouvelle forme d'arnaque. Par exemple, celui du Gabon risquerait de faire école. Il n'y a pas eu de mort, il n'y a pas eu de casse. Si jamais ça se termine par une élection où le militaire est candidat, on va inventer un nouveau modèle de coup d'État, [...] qui sera un hold-up électoral perpétré par l'armée » [Gabon 1]. Ainsi, « si on se réfère à l'histoire, les coups d'État, à quelques exceptions près, [...] n'ont pas amené le pays à se reconstruire sur les voix démocratiques. La plupart du temps, les gens sont partis sur des régimes militaires. [...] On quitte une dictature civile pour une dictature militaire »

[Gabon 1]. Finalement, « quand ils viennent, ils sont applaudis ; mais après ils chopent le virus du pouvoir et ils veulent s'éterniser au pouvoir » [Côte d'Ivoire 1].

**L'armée n'est donc pas perçue ici comme l'émanation ou l'instrument du peuple. Le soutien aux coups d'État, lorsqu'il s'exprime, est avant tout un soutien de circonstance, dans lequel le rejet de la politique française en Afrique cristallise les représentations, rarement un soutien de conviction. Il traduit, en creux, l'échec des démocraties de façade.**

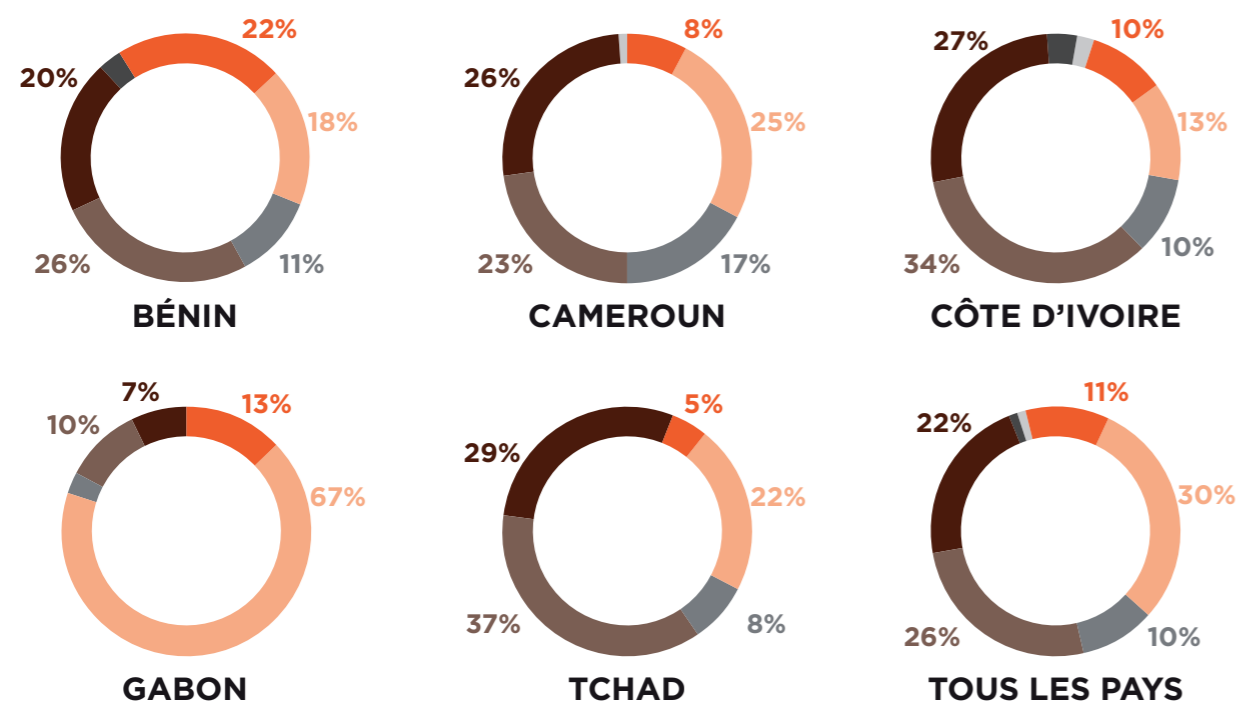
Ce que résume, en quelques mots, un.e panéliste camerounais.e :

**« en vérité, quand on se noie, on peut même attraper un serpent... ».** [Cameroun 1]

Fig. 11

## Dans certaines circonstances, l'armée doit intervenir pour diriger le pays

Réponses en pourcentage à la question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes : « Dans certaines circonstances, l'armée doit intervenir pour diriger le pays » »

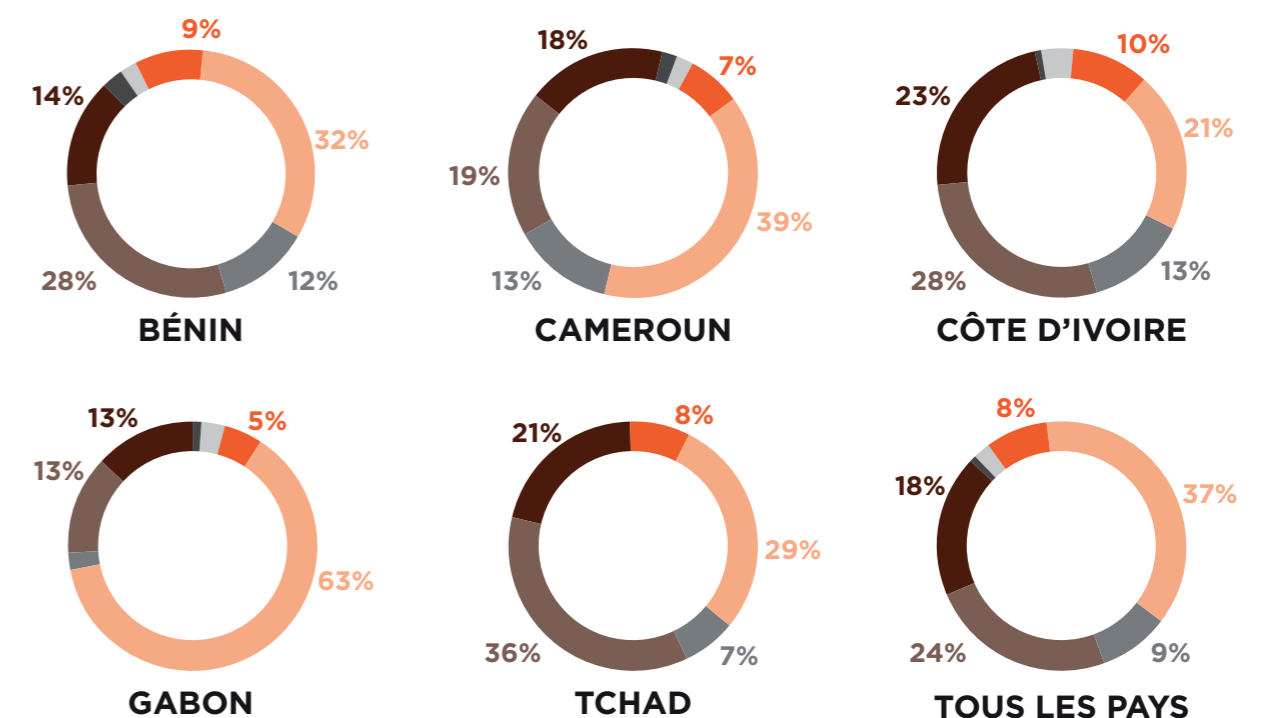


ne sait pas • ne veut pas répondre • pas du tout d'accord  
pas d'accord • neutre • d'accord • tout à fait d'accord

Fig. 12

## Dans certaines circonstances, un gouvernement non-démocratique peut-être préférable à un gouvernement démocratique

Réponses en pourcentage à la question : « Dans certaines circonstances, un gouvernement non-démocratique est préférable à un gouvernement démocratique » », par pays d'enquête.



ne sait pas • ne veut pas répondre • pas du tout d'accord  
pas d'accord • neutre • d'accord • tout à fait d'accord

# Le rejet de la France, un puissant facteur de méfiance vis-à-vis des dirigeants africains

La perception des dirigeants africains par les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête quantitative témoigne des ambivalences du monde militant par rapport aux questions démocratiques [Fig. 13]. La méfiance est souvent plus forte vis-à-vis des dirigeants de son propre pays – ce qui explique pour partie les mauvais scores de Mahamat Idriss Déby et d'Allassane Ouattara, dirigeants de pays inclus dans le périmètre de cette étude. À l'inverse, les chefs d'État du Mali, Assimi Goïta, du Bur-

kina Faso, Ibrahim Traoré, et du Rwanda, Paul Kagamé, bénéficient probablement d'un biais de confiance puisqu'ils sont issus de pays où l'enquête n'a pas été déployée. Quoi qu'il en soit, aucun dirigeant africain ne sort véritablement du lot – le premier, Assimi Goïta, inspire confiance à une personne interrogée sur cinq – et l'actualité sénégalaise a sans doute pesé fortement sur la méfiance des répondant·es vis-à-vis de Macky Sall. Plus que le classement des dirigeants, ce sont les raisons avancées

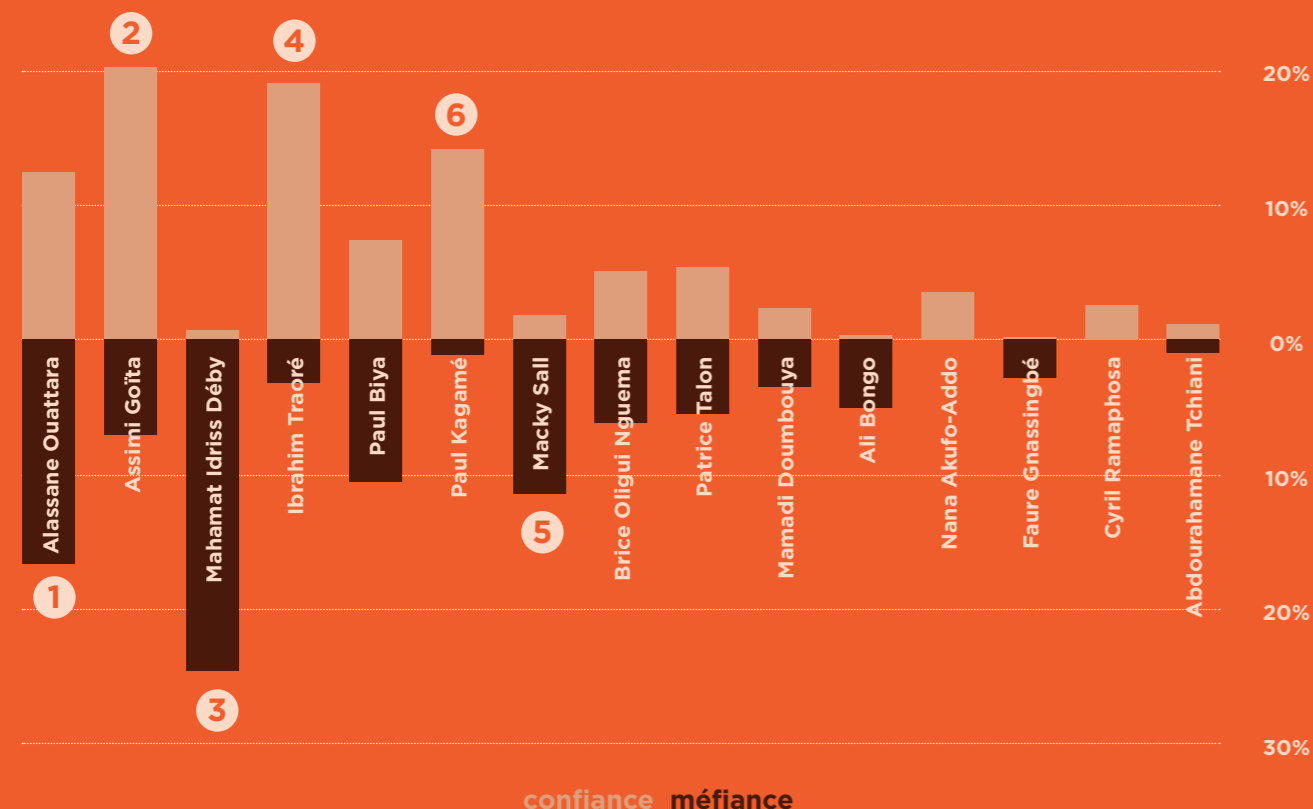
pour justifier de la confiance qui leur est accordée ou de la méfiance qu'ils suscitent qui sont révélatrices des préoccupations des personnes interrogées. Les répondant·es qui ne font pas confiance à Mahamat Idriss Déby lui reprochent, logiquement, de ne pas respecter la légalité (22 %) et la volonté du peuple (15 %). Mais la première justification (35 %) de la méfiance qu'il inspire est d'être « à la solde des puissances étrangères », raison qui est aussi la première – et presque la seule – invoquée par les personnes qui ne font pas confiance à Allassane Ouattara et à Macky Sall. **Pour ces trois chefs d'État, réputés proches des dirigeants français, leur proximité avec l'ancienne puissance coloniale est un puissant facteur de rejet. À l'inverse, la justification de la confiance accordée à Assimi Goïta ou à Ibrahim Traoré tient en premier lieu** (respectivement 48 %

et 38 %) **aux efforts qu'ils fournissent « pour restaurer ou préserver la souveraineté nationale »,** loin devant les efforts fournis « pour restaurer la paix et assurer la sécurité dans [leur] pays » (23 % et 25 %) ou, plus encore le « respect de la volonté du peuple » (5 % et 14 %). **Les répondant·es qui leur font confiance ne sont donc pas dupes du caractère autoritaire de ces régimes mais les actes de rupture avec la France qu'ils ont posés est le premier facteur de soutien.** La confiance accordée à Paul Kagamé, lui aussi à la tête d'un régime autoritaire, résulte d'un tout autre registre, celui de l'efficacité, puisque près de 50 % des personnes interrogées qui lui font confiance considèrent qu'il « a entrepris les réformes nécessaires aux besoins du pays » et 15 % qu'il « fournit des efforts pour restaurer la paix et assurer la sécurité ».

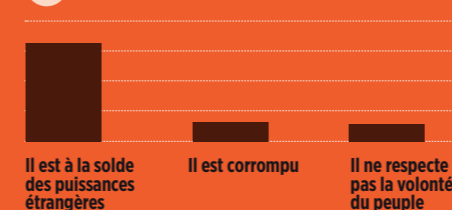
Fig. 13

## Quel dirigeant africain vous inspire particulièrement confiance / méfiance ?

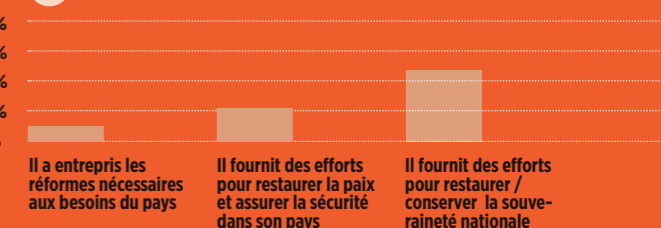
Réponses en pourcentage aux questions « Quel dirigeant africain vous inspire particulièrement confiance ? » et « Quel dirigeant africain vous inspire particulièrement la méfiance ? ». Pour les trois dirigeants arrivés en tête, réponses aux questions « Pourquoi vous inspire-t-il la confiance ? » et « Pourquoi vous inspire-t-il la méfiance ? » (choix au sein d'une série de propositions).



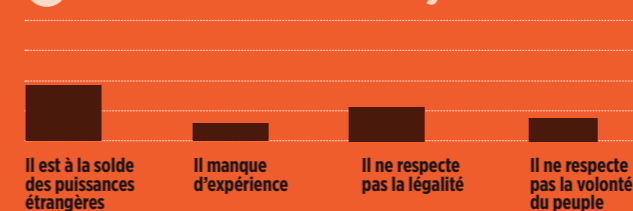
### 1 Allassane Ouattara



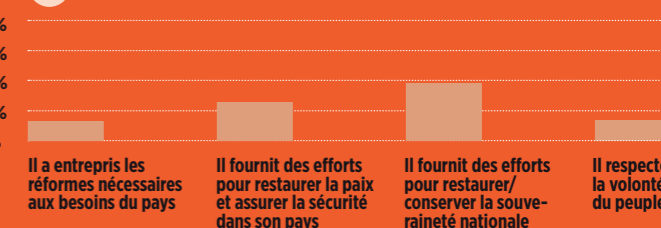
### 2 Assimi Goïta



### 3 Mahamat Idriss Déby



### 4 Ibrahim Traoré



### 5 Macky Sall



### 6 Paul Kagamé

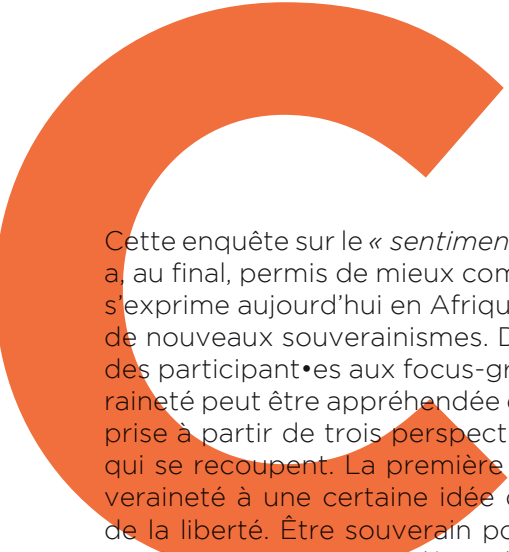


08



Des soutiens aux putschistes manifestent à Niamey contre la présence des troupes françaises dans le pays, 27 août 2023.

## De la souveraineté populaire au souverainisme politique



Cette enquête sur le « *sentiment anti-français* » a, au final, permis de mieux comprendre ce qui s'exprime aujourd'hui en Afrique sous la forme de nouveaux souverainismes. Du point de vue des participant•es aux focus-groups, la souveraineté peut être appréhendée et surtout comprise à partir de trois perspectives principales qui se recoupent. La première associe la souveraineté à une certaine idée de l'autonomie, de la liberté. Être souverain pour un pays serait être « *autonome, indépendant* » et surtout agir « *selon sa propre condition* » [Bénin]. Cela renvoie également à l'idée « *qu'un pays [devrait pouvoir] prendre lui-même ses décisions, [sans être] influencé par une grande puissance ou une autre puissance régionale dans le choix de ses décisions* » [Côte d'Ivoire 2]. Les questions de l'autonomie, de l'indépendance, de la capacité d'action sans influence d'un autre acteur étatique sont ici des éléments essentiels d'appréhension de la souveraineté. Si ces points sont particulièrement soulignés, c'est notamment parce qu'ils permettent de renseigner, d'informer du rapport à cette idée de souveraineté dans les États concernés par la présence française et plus largement par des présences étrangères.

La deuxième perspective, étroitement associée à la première, insiste sur **la non soumission**. Ici, le caractère souverain d'un État serait conditionné au fait de ne pas être soumis à un autre État ou à un autre acteur. La souveraineté serait donc appréhendée comme « *le caractère d'un pays qui n'est soumis à aucun autre État. Simple* » [Cameroun 1]. Une distinction semble, enfin, être établie entre cette idée de la non soumission et l'existence de contraintes extérieures dans la dynamique des États comme cela est souligné par le même panéliste du Cameroun : « *Et parlant du Cameroun, moi j'affirme que le Cameroun exerce bel et bien dans sa plénitude sa souveraineté. Dans sa plénitude. Même si quelques fois, il y a des contraintes extérieures auxquelles il faut faire face. Mais vraiment dans sa plénitude, le Cameroun est souverain* » [Cameroun 1].

La troisième perspective, plus complexe et dense, **appréhende la souveraineté en la liant au fonctionnement, aux logiques et mécanismes de gouvernement des États**. Dans ce cadre, la souveraineté se lirait d'abord chez les enquêté•es, dans les configurations qui marquent les modes de gouvernement des États. Elles peuvent s'exprimer sous le mode de l'agression qui interfère de manière importante avec le fonctionnement interne des États. Le cas est indiqué par un•e participant•e en ces termes : « *Dans le contexte du Niger, nous parlons beaucoup plus de souveraineté dans ce sens où nous vivons une agression de l'extérieur dans nos prises de décisions, dans notre politique interne, qu'elle soit politique, économique ou sociale. Voilà le sens dans lequel nous, nous parlons de souveraineté* » [Niger]. Ici, la souveraineté d'un État s'apprécie en quelque sorte en négatif, puisqu'elle serait absente du fait d'interventions provenant « *de l'extérieur* ». Un constat similaire est évoqué dans le cas du Cameroun : « *la politique française au Cameroun ne nous aide pas beaucoup, au contraire, si on part du principe que la souveraineté d'un État c'est la capacité d'un État, le droit de cet État à décider de ses affaires, de gérer ses ressources, on voit très bien que la France rame à contre-courant par rapport à ça. À travers son histoire de Franc CFA et son immixtion sur la gestion de nos ressources, à travers ces entreprises qu'elle installe ici avec la complicité justement de nous dirigeants* » [Cameroun 2]. Au-delà, ces configurations qui marquent les manières de gouverner ou de ne pas gouverner peuvent être rattachées à des trajectoires historiques singulières au premier rang desquelles figure la rencontre coloniale. La colonisation française dans ces pays et ses survivances dès leur accession à l'indépendance, pèseraient encore lourdement sur le sort de ces pays permettant alors d'appréhender et surtout de caractériser leur souveraineté. Sont évoqués le poids de la présence française et de certains accords : « *Je dis que le Cameroun n'est pas souverain. Le Cameroun n'est pas souverain parce que nous n'avons pas été colonisés par la France mais c'est quand même notre ancienne puissance tutélaire* <sup>45</sup>. [...] Mais reconnaissons le poids des accords léonins qu'on a eu avec la France. Tout devait passer par la France. Le sous-sol camerounais appartient à la France. Je le dis comme ça, je n'ai pas les accords devant moi, mais là-dedans on nous dit que le sous-sol est français ! On doit même payer les dettes ! La France avant de partir a dit que tout ce qu'elle a fait pour nous, elle est venue nous aider... Jusqu'à

*maintenant, on continue de payer la dette. On n'est pas souverain* » [Cameroun 1]. Cet extrait souligne aussi l'ambiguïté et l'indétermination qui entourent certaines considérations sur la souveraineté et qui sont particulièrement alimentées par des discours génériques, des rumeurs qui finissent par fonctionner comme des convictions. Les représentations de la souveraineté dès lors qu'elles sont appréhendées à partir de configurations spécifiques qui traitent les manières de gouverner puisent à des sources denses : celles liées au poids de l'histoire ou encore à l'omniprésence des rumeurs.

**La souveraineté serait ensuite perceptible dans la manière d'administrer, de réguler divers secteurs de la vie d'un État en toute autonomie**. C'est donc par l'action, par la nature et la qualité de « *l'État en action* » que la souveraineté pourrait être saisie. Certains secteurs ou sphères de la vie d'un État sont particulièrement mis en avant. Deux interventions en rendent compte. La première insiste sur la nécessaire conjonction de ces dimensions : « *Il faut voir la souveraineté sur deux angles, sinon trois. Il y a l'économique, le politique et le culturel. C'est peut-être pour cela qu'elle est un peu difficile à appréhender. Parce que, quand on parle de souveraineté, la plupart des Gabonais pensent qu'on est souverain sur le plan politique, parce que nous même on peut élire qui on veut à l'Assemblée, on peut critiquer notre pouvoir. C'est une forme de souveraineté. Mais il suffit de regarder tout ce qui est accord économique avec les multinationales et autres, c'est là que les gens se rendent compte, en réalité, il y a un manque* » [Gabon 1]. La seconde intervention met l'accent sur la contrainte extérieure, prenant parfois la forme d'« *injonctions* » ou d'« *ordres* » :

**« On entend par souveraineté, le caractère d'un État qui n'est pas soumis à un autre État. Et dans ce cas d'espèce, nous ne sommes pas souverains. Politiquement, économiquement, nos États reçoivent des injonctions, des ordres donc ils ne peuvent pas décider d'eux-mêmes.**

*Prenons l'histoire de franc CFA, prenons l'histoire de coopération... La souveraineté pour nos États, ça n'est que de la façade* » [Tchad]. Ces extraits tirés de deux contextes nationaux différents insistent sur le caractère pluridimensionnel de la souveraineté (politique, économique et culturel/social).

Enfin, **la souveraineté aurait à voir avec les caractéristiques propres des régimes politiques des États et notamment la manière dont elle organise le choix de ses dirigeants**. Pour certains, un « *peuple est souverain quand il peut décider de son avenir dans le cadre d'une élection. [...] Quand les dirigeants sont coupés du peuple, ça remet en cause cette notion de souveraineté* » [Gabon 2]. Pour d'autres, la souveraineté, « *c'est le pouvoir d'une population. Donc un peuple décide de donner, donc conférer, à une seule personne pour qu'elle puisse gérer. Donc, ça tire sa source, je pense, du pouvoir par le peuple et pour le peuple* » [Niger]. Dans les deux cas, est réaffirmé le rôle essentiel que joue cet acteur singulier et complexe qu'est le « *peuple* » dans la détermination de la souveraineté. Par son implication, son action dans le choix des dirigeants de leurs États, les « *peuples* » seraient garants de leur pleine souveraineté mais ce rapport au peuple se joue également dans la qualité des liens qui existeraient entre ce « *peuple* » et ses dirigeants. La souveraineté serait ainsi remise en cause si cette relation « *peuple / dirigeant* » est interrompue ou mise à mal. Pour les enquêté•es, la souveraineté implique donc que le peuple puisse être en accord avec des manières de gérer, des modalités de désignation qui ne sont peut-être pas toujours pas acceptés par des acteurs extérieurs. Un•e participant•e met l'accent sur cet aspect en ces termes : « *Si c'est le dictateur ou le régime militaire que le peuple a souhaité, en majorité, nous devons l'accepter si réellement nous respectons le peuple* » [Niger].

Ces différents points permettent de discuter frontalement de la question du souverainisme telle qu'elle peut être déduite à partir du matériau collecté. Notons que le souverainisme a souvent été défini comme une sorte de doctrine politique promouvant la suprématie de l'idée de la souveraineté nationale. Dans les pays concernés par la présente enquête, le souverainisme émerge du sentiment exprimé par une large proportion de participant•es d'une absence de souveraineté de ces pays. Ce constat s'appuie surtout sur l'impression

d'une immixtion des forces ou puissances extérieures dans les affaires internes des pays comme le souligne un·e participant·e ivoirien·e : « *mon avis, c'est que aucun pays d'Afrique n'est souverain. Regardons de la manière dont nous gérons nos crises, surtout politiques. On voit, on a vu dans plusieurs pays, les Blancs s'ingérer dans les affaires socio-politiques des Africains, avec eux même leur propre décision, leur propre avis, sans demander l'avis des Africains. On a vu en Côte d'Ivoire, [...] on a vu ce qui s'est passé au Rwanda, le génocide, ce qui se passe actuellement au Congo... On voit que bon, nous-mêmes on n'a pas de décision à prendre* » [Côte d'Ivoire 2]. Cette « *ingérence* » qui recoupe aussi bien des aspects politiques, économiques que militaires prendrait appui sur des élites locales agissant

comme des relais de ces acteurs extérieurs. Une des idées fortes serait que les « *dirigeants sont imposés par des puissances extérieures, ça tout le monde le sait au Niger. Et quand ces dirigeants s'opposent à un intérêt de ces puissances, ils sont délogés par ces puissances* » [Niger].

Si la France apparaît comme ayant une très forte influence politique et militaire dans les pays concernés, elle est suivie – de très loin – par les États-Unis comme en témoigne les résultats de l'enquête quantitative [Fig. 14 et 15]. Ici, les trajectoires historiques des États et leur rapport, tout aussi historique, à la France, sont déterminants dans l'appréhension de l'influence étrangère. Au-delà, ces perceptions sont également alimentées

par des événements et des situations précis : la colonisation et son lot de violences et d'atrocités, les ingérences anciennes (cas du Gabon), les présences et interventions militaires contemporaines (l'opération Barkhane, les bases militaires françaises en Côte d'Ivoire et au Gabon), etc. Il faut souligner que la présence américaine dans certains pays africains participe également à entretenir une certaine image de l'ingérence ou du moins de l'influence « *étrangère* ». Cette influence américaine demeure néanmoins moins importante, dans les perceptions des enquêté·es, que celle de la France mais elle apparaît supérieure à celles de la Chine et, dans une moindre mesure, de la Russie. L'idée d'un alignement des pays africains francophones sur les décisions et les positions de la France s'étend à celles des États-Unis. Cet aspect a été notamment évoqué dans le cas des positionnements liés au conflit ukraino-russe : « *Il y a eu la guerre en Ukraine, on a vu que certains pays tels que mon pays, la Côte d'Ivoire n'ont pas été en mesure de prendre eux-mêmes leur décision. [...] Ils ont été alignés sur la même ligne que les différents pays qu'ils suivent. [...] Au lieu de décider eux-mêmes, sur ce sujet-là, [...] ils ont été influencés par les États-Unis, la France et les grandes puissances, voilà. [...] c'est un petit exemple, [mais] pour ma part mon pays n'est pas encore souverain* » [Côte d'Ivoire 2]

et/ou « *conserver* » la souveraineté nationale qui justifie le choix des enquêté·es [Voir encadré : « **Le rejet de la France, un puissant facteur de méfiance vis-à-vis des dirigeants africains** »].

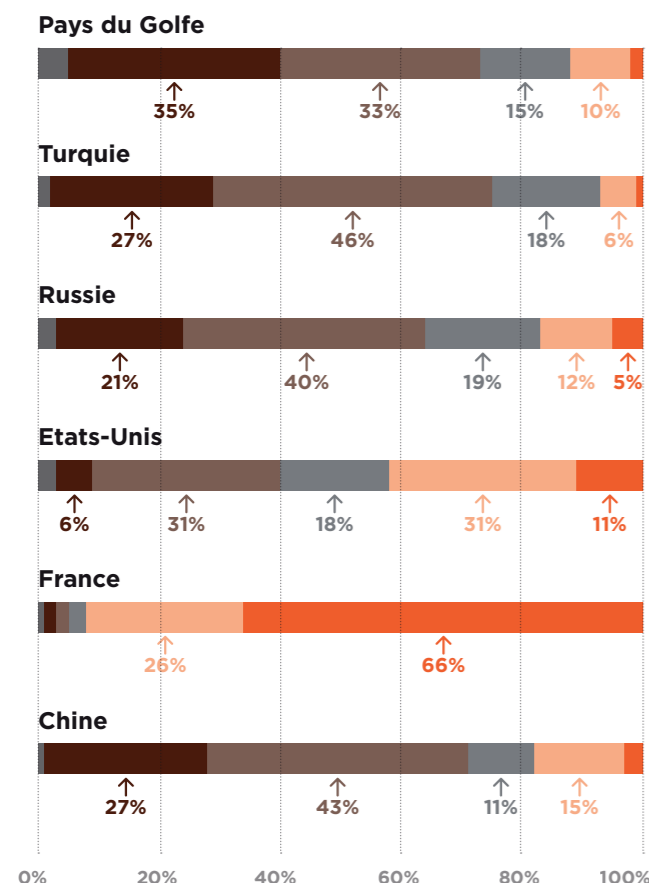
À ce propos, le politologue Thomas Guenolé distingue quatre types possibles de souverainisme : ethno-culturel, civique, marxiste-révolutionnaire et économique<sup>46</sup>. À l'examen, les positions souverainistes exprimées dans cette enquête agrègent quelques caractéristiques de ces différentes catégories. La tendance ethno-culturelle renvoie par exemple aux positions d'opposition face aux influences extérieures (notamment au Niger mais aussi dans la sympathie affichée aux régimes du Mali et du Burkina Faso). La tendance économique autorise une forme de critique des hégémonies étrangères tout en étant mise en avant, par les enquêté·es, comme marqueur et indicateur d'une « *véritable* » prise en main de leurs destinées (la question de l'autonomie dans la gestion des ressources naturelles ou celle relative à la sortie du Franc CFA en sont quelques expressions). Ces aspects croisent, d'une certaine manière, l'idée du « *néo-souverainisme* » désormais en vogue sur le continent et dont parle Achille Mbembe. Pour ce dernier, ce néo-souverainisme serait un panafricanisme d'un nouveau genre et servirait aujourd'hui de carburant à de nombreuses dynamiques sur le continent, notamment celles qui se posent contre une certaine présence française sur le continent<sup>47</sup>.

La question panafricaine, justement, apparaît hétérogène dans la manière dont elle abordée par les enquêté·es. Elle réfère quelquefois à un appel à la souveraineté des États africains sur fond d'un appel au patriotisme. D'une certaine manière, « *on est d'abord patriote avant d'être panafricaniste* » [Côte d'Ivoire 2]. Elle réfère également à un ensemble de positions afrocentristes invitant les États africains à opérer un recentrage sociopolitique et culturel sur eux-mêmes tout en appelant à plus de solidarité entre eux-ci pour faire face aux contraintes extérieures. Pour un·e participant·e à un focus-group, « *au niveau de la communauté internationale l'Afrique est carrément bloquée et parfois non représentée dans les institutions qui peuvent décider de leur politique mondiale* » [Niger]. Il y aurait donc nécessité à avoir plus de coopération entre États africains.

## Fig. 14 Perception de l'influence politique

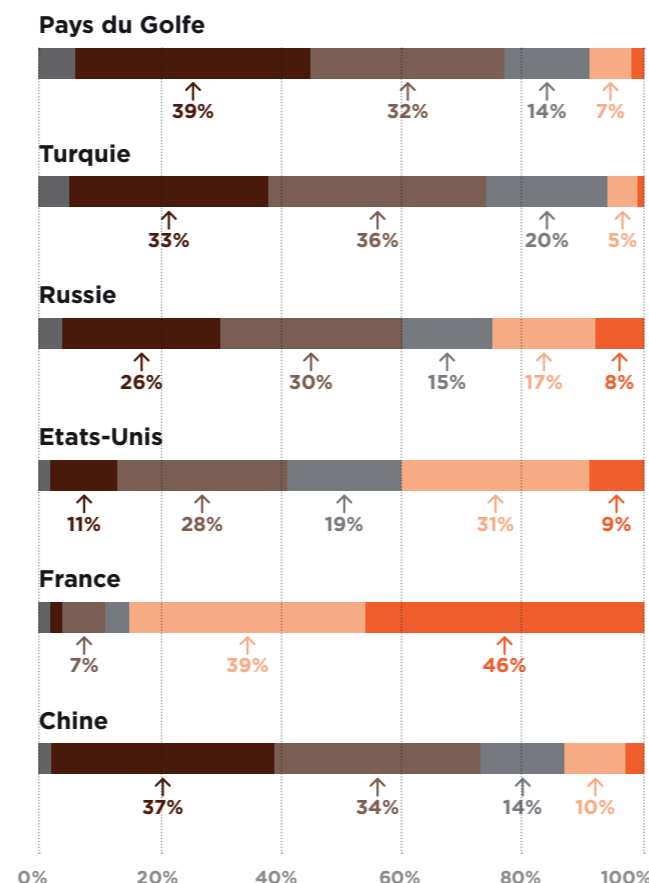
Réponses à la question : « Selon vous, quelle est l'influence politique de ces pays sur votre pays ? »

ne se prononce pas • très faible • faible • neutre • importante • très importante



## Fig. 15 Perception de l'influence militaire

Réponses à la question : « Selon vous, quelle est l'influence militaire de ces pays sur votre pays ? »



Ces expressions diverses et singulières du souverainisme nourrissent, à leur manière, des appels à l'action. L'enjeu pour les États est alors de reprendre la main sur leurs trajectoires historiques, sur l'orientation à donner à la transformation de leurs sociétés. Cette reprise en main doit concerner des questions essentielles comme la monnaie ou la gestion des ressources naturelles en l'occurrence le bois et les mines [cf. Chapitre 4]. À ce titre, certaines figures politiques sont vues comme incarnant cette volonté et sont perçues comme inspirant davantage de confiance que d'autres. Cette perception de la confiance s'appuie, entre autres, sur leurs discours et leurs actions, qui traduisent sur une reprise en main de leurs transformations politiques, sociétales ou qui magnifient des positions vues comme « *panafricanistes* ». À ce sujet, les trois principaux dirigeants qui inspirent le plus la confiance chez les enquêté·es, sont particulièrement significatifs : il s'agit d'Assimi Goïta (Mali), d'Ibrahim Traoré (Burkina Faso) et Paul Kagamé (Rwanda). Pour les deux premiers, ce sont principalement les efforts pour « *restaurer* »

# Vladimir Poutine, partenaire du souverainisme

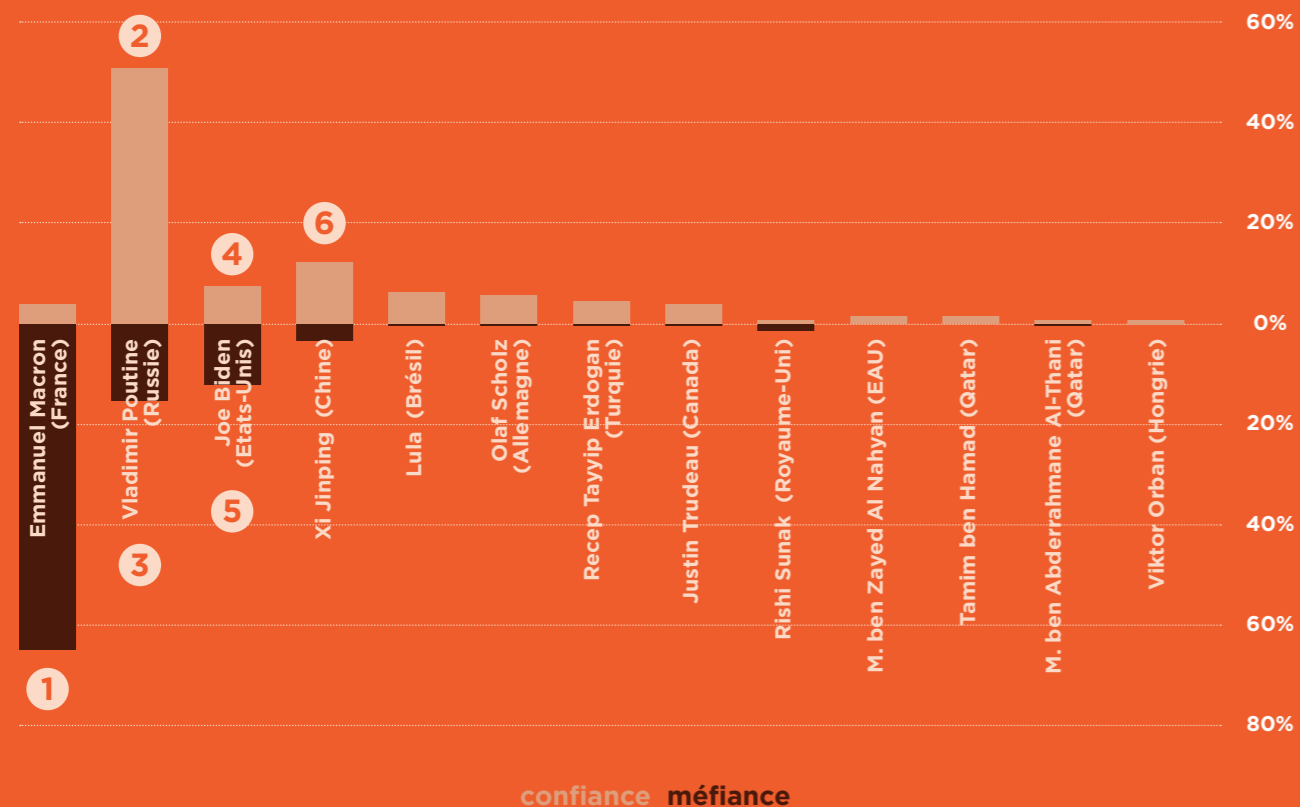
La figure de Vladimir Poutine est largement associée aux positions hostiles à la présence française dans des pays africains. Lors de manifestations hostiles à la France au Niger en septembre 2022, notamment à Niamey et Dosso, les slogans « *Vive Poutine et la Russie* », « *À bas la France !* » ont été entendus<sup>48</sup>. Des pancartes célébrant Vladimir Poutine ont également été aperçues lors de manifestations dénonçant la France à Bangui en 2022 et 2023. Le dirigeant russe semble bénéficier d'une forte sympathie dans certaines franges de la population. Dans

le cadre des enquêtes quantitatives, parmi treize dirigeants non africains, Vladimir Poutine est, de très loin, le chef d'État qui inspire le plus confiance aux répondant·es (plus de 50 % de confiance, notamment au Gabon et au Tchad, beaucoup moins en Côte d'Ivoire, et seulement 15 % de méfiance) [Fig. 16]. À l'inverse, Emmanuel Macron est, là encore de très loin, le chef d'État non africain qui inspire le moins confiance (près de 65 % de méfiance en moyenne sur les cinq pays, et jusqu'à plus de 90 % de méfiance au Tchad).

Fig. 16

## Quel dirigeant non-africain vous inspire particulièrement confiance / méfiance ?

Réponses en pourcentage aux questions « *Quel dirigeant non-africain vous inspire particulièrement confiance ?* » et « *Quel dirigeant non-africain vous inspire particulièrement la méfiance ?* ». Pour les trois dirigeants arrivés en tête, réponses aux questions « *Pourquoi vous inspire-t-il la confiance ?* » et « *Pourquoi vous inspire-t-il la méfiance ?* » (choix au sein d'une série de propositions).

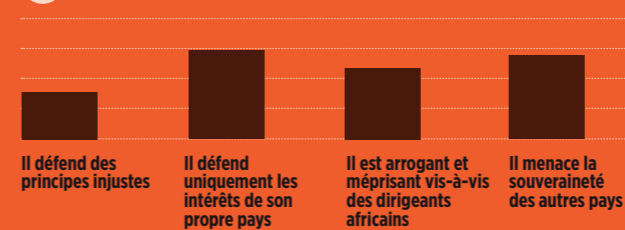


Les raisons invoquées pour expliquer le rejet de la personnalité du chef d'État français sont, en premier lieu, qu'il défendrait avant tout les intérêts français (29 %), qu'il menacerait la souveraineté des autres pays (28 %) mais aussi son arrogance et son mépris pour les chefs d'État africains (24 %). Vladimir Poutine est également considéré comme une menace pour la souveraineté des autres États par 40 % des personnes interrogées qui ne lui font pas confiance, mais on lui reconnaît avant tout son respect des partenaires africains (35 % des personnes interrogées qui lui font confiance), et dans une moindre mesure la défense de « *principes justes et humanistes* » (27 %). Les points de vue sont davantage partagés au sujet des dirigeants chinois et américain. Joe Biden par exemple est crédité d'un grand respect de ses engagements internationaux et

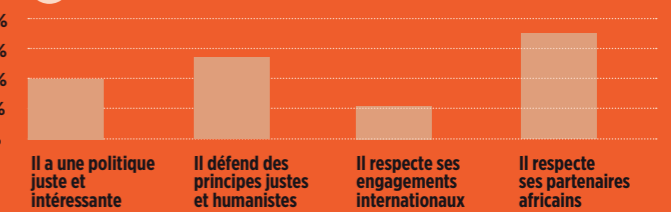
n'est pas considéré comme arrogant ou méprisant vis-à-vis des chefs d'État africains, même s'il est perçu comme défendant avant tout les intérêts des États-Unis et comme une menace pour la souveraineté des autres États.

Les aspirations souverainistes, repérables dans de nombreux pays en Afrique francophone notamment, font donc de Vladimir Poutine et de son pays, des partenaires fiables dans cette quête d'indépendance. La Russie est consciente de la sympathie qu'elle suscite dans la jeunesse de certains pays tout comme elle est au fait de l'hostilité contre la présence française. Elle peut donc multiplier ou intensifier des initiatives diplomatiques assumées, dans un contexte où elle apparaît de plus en plus isolée sur la scène internationale

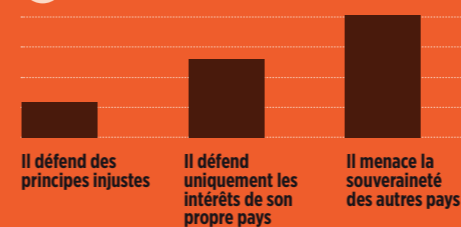
### 1 Emmanuel Macron



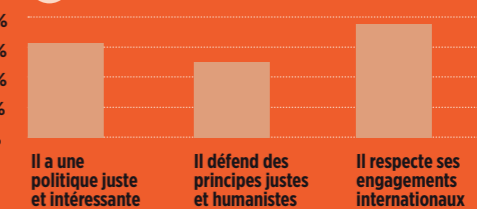
### 2 Vladimir Poutine



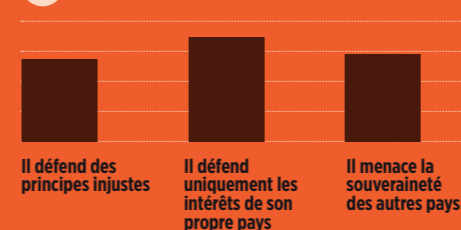
### 3 Vladimir Poutine



### 4 Joe Biden



### 5 Joe Biden



### 6 Xi Jinping



# La France peut-elle changer de politique africaine ?



Emmanuel Macron et Alassane Ouattara lors d'une visite officielle en Côte d'Ivoire, décembre 2019. © Élysée



Cette étude confirme à nouveau, s'il en était besoin, le puissant désir d'émancipation et de souveraineté qui traverse les sociétés africaines. **Que ce soit pour assurer la sécurité nationale, pour construire leur système politique ou pour assurer le développement économique de leur pays, une seconde indépendance est nécessaire.** C'est cette détermination qui conduit des milliers de manifestant·es à descendre dans les rues pour s'opposer à des régimes répressifs mais aussi pour rejeter la présence de la France sur le continent. Si ce désir d'autonomie et d'indépendance est parfois récupéré et instrumentalisé par des régimes autoritaires pour gagner en légitimité, cela ne doit pas masquer la force de ce mouvement qui traversent les sociétés africaines.

La rupture avec l'État français est là, profonde et pour certain·es irrécupérable : « *La France doit cesser de nous emmerder si elle ne peut pas nous aider* » [Tchad]. Pour beaucoup de personnes interrogées, la France est incapable d'écouter les critiques et d'opérer un changement de stratégie :

**« Moi, je pense que la France peut changer à une seule condition. Que l'Afrique la mette dehors et elle revient en deuxième partenaire ».** [Niger]

Incapable de reconnaître ses erreurs et de faire évoluer sa politique, Paris perd indéniablement crédit et influence sur le continent. « *Quand la France a été chassé du Mali, moi je pensais que les Français allaient s'asseoir et réfléchir. Et comprendre d'eux-mêmes que cette façon traditionnelle de gérer l'Afrique, s'ils continuent, ils vont devoir quitter l'Afrique [...]. Et puis, j'ai été surpris de voir qu'au Burkina, ils ont commis la même erreur* » [Niger].

Pour beaucoup, la rupture est évidente, imminente et inexorable. D'autres estiment le changement encore possible, car « *je crois que la France a pris conscience qu'elle [était] en train de perdre son influence. Ça va l'amener à reconsidérer automatiquement certaines pratiques* » [Gabon 1]. Et « *si la France peut améliorer sa politique économique, qui devrait reposer sur une coopération juste et honnête, [alors] nous on reste avec la France. [...] La langue est déjà un facteur important, les liens historiques sont importants, personne ne peut les gommer.* »

**Mais il revient d'abord à la France de nous laisser ou alors de nous aider ».** [Cameroun 2]

Car malgré tous les griefs, la France reste pour beaucoup un partenaire singulier : « *Si j'avais un choix à faire de continuer avec la France, ou la Russie ou la Chine, je continuerai avec la France, [mais sur de nouvelles bases]* » [Gabon 2]. Et cette relation ne changera que les dirigeants africains s'engagent, qu'ils « *fassent preuve de courage. [...] Il faut qu'ils [interrogent] tous les traités qui ont été signés avec la France. Faire preuve de courage pour choisir la bonne gouvernance* » [Gabon 2].

En observateurs de la vie politique française, les personnes interrogées comprennent le lien évident entre politique intérieure et politique étrangère. La politique migratoire, le racisme et les discriminations, la lutte contre le terrorisme sont ainsi des sujets politiques hexagonaux tout autant qu'extérieurs. Les promesses récurrentes de rupture avec la Françafrique, passage obligé des discours présidentiels français sur l'Afrique, sont restées lettre morte, ce qui ne manque pas d'agacer : « *Il faut que la France évolue [...]. C'est comme si la France était restée cloîtrée dans les années 1960. [...] Il faut que ça change après 65 ans !* » [Bénin].

La politique africaine conduite par Emmanuel Macron reposerait sur une mise en scène du changement, sans rupture véritable : tout changer pour que rien ne change. Ainsi, « *[Emmanuel] Macron a ratissé un peu l'Afrique [...] essayant de retisser les relations, les partenariats. On sait que c'est un système pour nous endormir* » [Niger]. Les promesses de réinvention des relations Afrique-France qui ont conclu le sommet de Montpellier d'octobre 2021 n'ont pas convaincu : « *Je pense que la France refuse de comprendre le message, [...] elle organise des sommets, elle parle avec les jeunes mais ce n'est pas ça que nous voulons* » [Tchad]. Depuis plus de cinq ans, le président français prétend révolutionner les relations entre la franco-africaines, notamment en sélectionnant « *sa* » propre société civile et en la mettant en avant de manière symbolique lors d'événements internationaux ou au sein d'espaces de cooptation<sup>49</sup>. Ce jeu de dupes ne trompe plus grand monde. Seul un véritable changement de paradigme et de pratiques pourrait permettre à la France de maintenir des relations durables avec les pays d'Afrique francophone.

**Un changement de posture des décideurs politiques français s'impose. D'abord écouter et recevoir la parole, y compris critique, des premiers concernés.** C'est ce que propose ce rapport, et c'est un préalable pour reconstruire une relation fondée sur le respect mutuel. Cette écoute demande aussi de l'humilité, pour se convaincre que les solutions aux problèmes africains passent d'abord pas des réponses africaines, et d'assumer l'histoire singulière des relations de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies, dans toute ses dimensions, y compris ses nombreux échecs. Enfin, prendre conscience que la rupture est déjà en cours et que la reconstruction de relations équilibrées sera longue. Elle demande de l'ouverture, de la concertation et du dialogue, en France comme en Afrique, avec toutes les parties prenantes.

Rencontre entre Emmanuel Macron et le président tchadien Idriss Déby Itno à N'Djamena (Tchad) en 2018. © Élysée





# Recommandations

En avril 2022, le mouvement Tournons La Page publiait un rapport collectif intitulé « *Bâtir de nouvelles relations entre la France et l'Afrique* », articulé autour d'une dizaine de recommandations :

## #01

Se départir de la posture considérant la France comme ayant une « *vocation* » africaine, condition de la « *grandeur* » du pays sur la scène internationale.

## #02

Une nécessaire « *mise en retrait* » politique et militaire de Paris, en acceptant tout simplement que la France soit un partenaire parmi d'autres et que l'histoire de l'Afrique puisse aussi s'écrire sans la France.

## #03

Mettre la démocratie, les droits humains, la redevabilité et l'État de droit au cœur de la politique étrangère française, en Afrique comme ailleurs.

## #04

Respecter l'indépendance et la souveraineté des peuples africains, et donc leur capacité à décider de leur trajectoire politique et économique comme de leurs alliances, et faire preuve d'humilité sur les prétendus devoirs de la France, pour en finir avec les postures et les injonctions.



## #05

Ouvrir, en France, un débat démocratique sur la refondation de la politique étrangère en Afrique, en y associant les parlements – français et africains – et en donnant toute sa place au dialogue avec les sociétés civiles.

## #06

Privilégier les approches multilatérales sur les questions sécuritaires, environnementales ou économiques.

## #07

Mettre la justice – sociale, fiscale, climatique – au cœur de l'action de la France dans les instances internationales, en veillant à la cohérence des politiques, sur les terrains de l'aide publique, du commerce extérieur, de la fiscalité ou de la politique agricole. Faire de la solidarité internationale un mode d'action pour construire le « *vivre ensemble* ».

Ces recommandations font, aujourd'hui, singulièrement échos aux paroles recueillies dans cette enquête. Souhaitons qu'elle contribue, à sa manière, à une refondation, plus juste et plus solidaire, des relations entre l'Afrique et la France.

# Annexes

# Annexe 1

## Enquête quantitative

### Consentement

#### Veillez informer le participant :

(a) Du sujet et des objectifs de cette étude;

(b) De la façon dont cette recherche va être menée. L'étude, organisée par Sciences Po Paris (université en France) et le réseau international Tournons la Page, vise à observer les perceptions de la politique et de la politique française dans 6 pays d'Afrique. L'étude est composée d'un questionnaire, et des groupes de discussion menés séparément.

(c) du type de données collectées et de comment ces données sont traitées ;

(d) des destinataires de cette étude ;

(e) du règlement général de l'Union européenne (n°2016/679) sur la protection des données et le droit des personnes ; et du fait

(f) de la participation volontaire dans cette étude.

Je déclare avoir été suffisamment informé(e) à propos de l'étude et j'ai eu la possibilité de poser toutes les questions que j'estimais nécessaires à ma compréhension.

J'accepte de participer à l'étude menée par Sciences Po et Tournons La Page (TLP) et comprends la manière dont les données me concernant sont traitées, telles que décrites dans cette notice d'information.

(f)  Oui  Non (si non, veuillez trouver un autre répondant)

#### Q.1.1 Date de l'enquête

yyyy-mm-dd

#### Q.1.2 Nom du facilitateur-trice

### Identification de enquêté(e)

#### Q.1.3 Sexe de l'enquêté(e)

Masculin  Féminin

#### Q.1.4 Âge de l'enquêté(e)

#### Q.1.5 Pays d'origine

#### Q.1.6 Pays de résidence

Togo  Niger  Tchad  
 Cameroun  Côte d'Ivoire  Gabon

#### Q.1.7 Niveau d'études

Éducation primaire  
 Éducation secondaire  
 Éducation supérieure - licence  
 Éducation supérieure - maîtrise  
 Éducation supérieure - doctorat  
 Sans éducation scolaire

#### Q.1.8 Catégorie socio-professionnelle

Agriculteur/maraîcher  
 Éleveur  
 Pêcheur  
 Commerçant  
 Ménagère  
 Employé salarié (non fonctionnaire)  
 Fonctionnaire public  
 Artisan  
 Élève/étudiant/stagiaire  
 Sans emploi  
 Autre (à préciser)

#### Q.1.9 Vous avez grandi en

Milieu urbain  Milieu rural

#### Q.1.10 Vous vivez

Dans la capitale  En dehors de la capitale

### Engagement dans la société civile

Cette partie consiste à recueillir les informations sur l'engagement militant de l'enquêté-e.

#### Q.2.1 Êtes-vous

Membre d'une organisation/association structurée  
 Activiste indépendant

#### Q.2.1.1 L'organisation dans laquelle vous militiez est-elle membre de la coalition Tournons la Page (TLP) ?

Oui  Non  Ne sait pas

#### Q.2.2 Principalement, au sein de quel type de structure militiez-vous?

Organisation syndicale  
 Organisation paysanne  
 Organisation de défense des droits humains  
 Organisation de défense de l'environnement  
 Mouvement de jeunesse  
 Organisation des femmes  
 Organisation des ressortissants  
 Organisation de journalistes/média alternatif  
 Organisation de consommatrices-teurs  
 Organisation confessionnelle  
 Organisations professionnelles  
 Autre organisation non-gouvernementale (ONG)  
 Associations traditionnelles (de femmes, de jeunes)

#### Q.2.3 Depuis combien de temps appartenez-vous à cette organisation ?

Moins d'un an  
 Un à deux ans  
 Trois à cinq ans  
 Plus de cinq ans

#### Au-delà de votre engagement principal, au sein de quel autre type d'organisation êtes-vous éventuellement engagé-es ?

Ne pas sélectionner le type d'organisation mentionné dans la question 2.2. Cocher tout autre type d'organisations dans lesquelles le/la répondante est engagé-e.

Pas d'autres organisation  
 Organisation syndicale  
 Organisation paysanne  
 Organisation de défense des droits humains  
 Organisation de défense de l'environnement  
 Mouvement de jeunesse  
 Organisation des femmes  
 Organisation des ressortissants  
 Organisation de journalistes/média alternatif  
 Organisation de consommatrices-teurs  
 Organisation confessionnelle  
 Organisations professionnelles  
 Autre organisation non-gouvernementale (ONG)  
 Associations traditionnelles (de femmes, de jeunes)

### Situation dans le pays d'origine/d'action

Cette section vise à recueillir les perceptions de l'enquêté-e sur la situation dans leurs pays.

#### Q.3.1 Êtes-vous satisfait de la situation dans votre pays ?

Oui  Non

#### Q.3.2 De manière générale, dans votre pays, comment décririez-vous la situation...

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q.3.2.1 Situation économique

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q.3.2.2 Situation politique

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q.3.2.3 Situation sécuritaire

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q.3.2.4 Situation environnementale

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q.3.2.5 Gestion de la corruption

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q. 3.2.6 Situation diplomatique - gestion des relations avec d'autres États

Très mauvaise  Mauvaise  
 Ni bonne, ni mauvaise  Bonne  Très bonne  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

#### Q.3.3 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de l'état de la démocratie dans votre pays?

Pas satisfait  Peu satisfait  Neutre  
 Satisfait  Très satisfait  
 Ne veut pas répondre

#### Q3.4 D'après vous, dans quelle mesure pensez-vous que ces éléments constituent une menace à la démocratie dans votre pays ?

#### Q.3.4.1 Irrespect de la constitution

Pas importante  Peu importante  Neutre  
 Importante  Très importante  Ne sait pas  
 Ne veut pas répondre

**Q.3.4.2 Abus de pouvoir par le gouvernement (procès politique, arrestation arbitraire,...)**

- Pas importante  Peu importante  Neutre  
 Importante  Très importante  Ne sait pas  
 Ne veut pas répondre

**Q.3.4.3 Coups d'état/capture du pouvoir par les élites**

- Pas importante  Peu importante  Neutre  
 Importante  Très importante  Ne sait pas  
 Ne veut pas répondre

**Q.3.4.4 Corruption**

- Pas importante  Peu importante  Neutre  
 Importante  Très importante  Ne sait pas  
 Ne veut pas répondre

**Q.3.4.5 Ingérence étrangère**

- Pas importante  Peu importante  Neutre  
 Importante  Très importante  Ne sait pas  
 Ne veut pas répondre

**Q.3.5 Êtes-vous satisfait de l'état de la souveraineté de votre pays ?**

- Pas satisfait  Peu satisfait  Neutre  
 Satisfait  Très satisfait  
 Ne veut pas répondre

**Q.3.6 Par rapport à la situation de votre pays au début des années 2000, diriez-vous que la souveraineté de votre pays est**

- Davantage menacée  
 Ni plus ni moins menacée  
 Moins menacée /  Ne sait pas

**Q.3.7.A Par ordre d'importance, quelles sont, d'après vous, les deux principales menaces à la souveraineté de votre pays ? Choix 1**

- Les privatisations des entreprises  
 Les dettes envers les pays étrangers  
 Les pressions de la communauté internationale (ONU, UE)  
 Les pressions de la communauté régionale (CE-DEAO, CEMAC)  
 Les interventions militaires étrangères et/ou la présence des soldats étrangers  
 Un conflit armé  
 L'exploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères  
 Le système monétaire  
 La corruption  
 La mondialisation et la libéralisation des échanges

**Q.3.7.B Par ordre d'importance, quelles sont, d'après vous, les deux principales menaces à la souveraineté de votre pays ? Choix 2**

**Q.3.8 Pensez-vous que votre gouvernement en fait assez pour protéger la souveraineté du pays ?**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.3.9.A D'après vous, quelles sont les deux principales mesures à prendre pour mieux garantir la souveraineté du pays ? Choix 1**

- Changer de partenariats avec les pays occidentaux  
 Rompre des partenariats avec les pays occidentaux  
 Diversifier les partenariats, notamment avec les pays non-occidentaux  
 Renforcer les capacités des Forces de défense et de sécurité nationales  
 Renforcer le respect de l'état de droit  
 Renforcer la participation citoyenne et l'engagement de la société civile  
 Nationaliser les entreprises qui exploitent les matières premières  
 Changer de monnaie  
 Autre (à préciser)

**Q.3.9.B D'après vous, quelles sont les deux principales mesures à prendre pour mieux garantir la souveraineté du pays ? Choix 2**

**Q.3.9.A Autre, à préciser**

**Q.3.9.B Autre, à préciser**

**Q.3.10 Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?**

**Q.3.10.1 Dans certaines circonstances, l'armée doit intervenir pour diriger le pays**

- Pas du tout d'accord  Pas d'accord  
 Neutre  D'accord  Tout à fait d'accord  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

**Q.3.10.2 Dans certaines circonstances, un gouvernement non-démocratique peut-être préférable à un gouvernement démocratique**

- Pas du tout d'accord  Pas d'accord  
 Neutre  D'accord  Tout à fait d'accord  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

**Q.3.10.3 Il est préférable d'avoir un gouvernement efficace qu'un gouvernement démocratique**

- Pas du tout d'accord  Pas d'accord  
 Neutre  D'accord  Tout à fait d'accord  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

**Q.3.10.4 La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement**

- Pas du tout d'accord  Pas d'accord  
 Neutre  D'accord  Tout à fait d'accord  
 Ne sait pas  Ne veut pas répondre

**Q.3.11 Diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste par rapport à la situation de votre pays ?**

- Optimiste  Pessimiste

**Perception des élites en Afrique**

Cette section vise à recueillir des données sur la perception des élites Africaines.

**Q4.1 Êtes-vous globalement d'accord avec les affirmations suivantes ?**

**Q.4.1.1 Les dirigeants de mon pays respectent du mieux qu'ils peuvent la volonté de la population**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.4.1.2 Les dirigeants de mon pays sont sous l'influence des pays occidentaux**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.4.1.3 Les dirigeants de mon pays font de la politique pour leurs propres bénéfices**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.4.1.4 Les dirigeants de mon pays créent des nouvelles opportunités pour la population**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.4.1.5 Les dirigeants de mon pays donnent une bonne image de mon pays à l'étranger**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.4.2 Quel dirigeant africain vous inspire particulièrement confiance ?**

- Assimi Goïta  
 Mohamed Bazoum  
 Abdourahamane Tchiani  
 Patrice Talon  
 Mahamat Idriss Déby  
 Macky Sall  
 Ibrahim Traoré  
 Paul Biya  
 Alassane Ouattara  
 Mamadi Doumbouya  
 Faure Gnassingbé  
 Ali Bongo  
 Brice Oligui Nguema  
 Paul Kagamé  
 Cyril Ramaphosa  
 Nana Akufo-Addo  
 Abdel Fattah al-Sissi  
 Autre (à préciser)

**Q.4.2. Autre, à préciser**

**Q.4.3 Pourquoi vous inspire-t-il confiance ?**

- Il fournit des efforts pour restaurer/conservé la souveraineté nationale  
 Il fournit des efforts pour restaurer la paix et assurer la sécurité dans son pays  
 Il respecte la volonté du peuple  
 Il a entrepris les réformes nécessaires aux besoins du pays  
 Il s'impose sur la scène internationale  
 Autre (à préciser)

**Q.4.3. Autre, à préciser**

**Q.4.4 Quel dirigeant africain vous inspire particulièrement la méfiance ?**

- Assimi Goïta  
 Mohamed Bazoum  
 Abdourahamane Tchiani  
 Patrice Talon  
 Mahamat Idriss Déby  
 Macky Sall  
 Ibrahim Traoré  
 Paul Biya  
 Alassane Ouattara  
 Mamadi Doumbouya  
 Faure Gnassingbé  
 Ali Bongo  
 Brice Oligui Nguema  
 Paul Kagamé  
 Cyril Ramaphosa  
 Nana Akufo-Addo  
 Abdel Fattah al-Sissi  
 Autre (à préciser)

**Q.4.4. Autre, à préciser**

**Q.4.5 Pourquoi vous inspire-t-il la méfiance ?**

- Il est corrompu  
 Il est à la solde des puissances étrangères  
 Il ne respecte pas la légalité  
 Il manque d'expérience  
 Il ne respecte pas la volonté du peuple  
 Autre (à préciser)

**Q.4.5. Autre, à préciser**

**Q.4.6 Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la coopération de votre pays avec les autres pays africains ?**

- Pas satisfait  Peu satisfait  Neutre  
 Satisfait  Très satisfait  Ne sait pas  
 Ne veut pas répondre

**Q.4.7 D'après vous, la coopération avec les pays africains serait-elle préférable à la coopération avec les pays occidentaux ?**

- Oui  Non  Ne sait pas

**Q.4.8 Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?**

#### Q.4.8.1 La coopération africaine permettrait de renforcer la souveraineté de mon pays

- Pas du tout d'accord
- Pas d'accord
- Neutre
- D'accord
- Tout à fait d'accord
- Ne sait pas
- Ne veut pas répondre

#### Q.4.8.2 Des valeurs partagées rendraient la coopération africaine plus efficace

- Pas du tout d'accord
- Pas d'accord
- Neutre
- D'accord
- Tout à fait d'accord
- Ne sait pas
- Ne veut pas répondre

#### Q.4.8.3 Les valeurs africaines sont préférables aux valeurs occidentales

- Pas du tout d'accord
- Pas d'accord
- Neutre
- D'accord
- Tout à fait d'accord
- Ne sait pas
- Ne veut pas répondre

#### Q.4.8.4 La coopération avec les pays africains permettrait de mieux satisfaire les besoins des populations

- Pas du tout d'accord
- Pas d'accord
- Neutre
- D'accord
- Tout à fait d'accord
- Ne sait pas
- Ne veut pas répondre

#### Q.4.8.5 Il serait souhaitable d'abandonner un peu de souveraineté pour renforcer la cohésion et l'unité africaine

- Pas du tout d'accord
- Pas d'accord
- Neutre
- D'accord
- Tout à fait d'accord
- Ne sait pas
- Ne veut pas répondre

### Perception des élites non-africaines

Cette section vise à recueillir des données sur la perception des élites non-africaines par les répondants.

#### Q.5.1 Quel dirigeant non-africain vous inspire particulièrement confiance ?

- Olaf Scholz (Allemagne)
- Joe Biden (Etats-Unis)
- Xi Jinping (Chine)
- Emmanuel Macron (France)
- Vladimir Poutine (Russie)
- Lula (Brésil)
- Justin Trudeau (Canada)
- Rishi Sunak (Royaume-Uni)
- Tamim ben Hamad Al Thani (Qatar)
- Mohammed ben Zayed Al Nahyane (EAU)
- Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani (Qatar)
- Recep Tayyip Erdogan (Turquie)
- Autre (à préciser)

#### Q.5.1. Autre, à préciser

#### Q.5.2 Pourquoi vous inspire-t-il confiance ?

- Il a une politique juste et intéressante
- Il respecte ses engagements internationaux
- Il respecte ses partenaires africains
- Il défend des principes justes et humanistes
- Autre (à préciser)

#### Q.5.2 Autre, à préciser

#### Q.5.3 Quel dirigeant non-africain vous inspire particulièrement la méfiance ?

- Olaf Scholz (Allemagne)
- Joe Biden (Etats-Unis)
- Xi Jinping (Chine)
- Emmanuel Macron (France)
- Vladimir Poutine (Russie)
- Lula (Brésil)
- Justin Trudeau (Canada)
- Rishi Sunak (Royaume-Uni)
- Tamim ben Hamad Al Thani (Qatar)
- Mohammed ben Zayed Al Nahyane (EAU)
- Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani (Qatar)
- Recep Tayyip Erdogan (Turquie)
- Autre (à préciser)

#### Q.5.3 Autre, à préciser

#### Q.5.4 Pourquoi vous inspire-t-il la méfiance ?

- Il menace la souveraineté des autres pays
- Il défend des principes injustes
- Il défend uniquement les intérêts de son propre pays
- Il est arrogant et méprisant vis-à-vis des dirigeants africains
- Autre (à préciser)

#### Q.5.4. Autre, à préciser

#### Q.5.5 Selon vous, quelle est l'influence économique de ces pays sur votre pays ?

##### Q.5.5.1 Chine

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.5.2 France

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.5.3 États-Unis

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.5.4 Russie

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.5.5 Turquie

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

#### Q.5.5.6. Pays du Golfe (Qatar, Arabie Saudite, EAU)

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

#### Q.5.6 Selon vous, quelle est l'influence politique de ces pays sur votre pays ?

##### Q.5.6.1 Chine

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.6.2 France

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.6.3 États-Unis

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.6.4 Russie

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.6.5 Turquie

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

#### Q.5.6.6. Pays du Golfe (Qatar, Arabie Saudite, EAU)

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

#### Q.5.7 Selon vous, quelle est l'influence militaire de ces pays sur votre pays ?

##### Q.5.7.1 Chine

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.7.2 France

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.7.3 États-Unis

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.7.4 Russie

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

##### Q.5.7.5 Turquie

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

#### Q.5.7.6. Pays du Golfe (Qatar, Arabie Saudite, EAU)

- Très faible
- Faible
- Neutre
- Importante
- Très importante
- Ne se prononce pas

### Perception de la France

Cette section se focalise sur la perception de la France et de la politique française par les répondants.

#### Q.6.1 Êtes-vous globalement satisfait de la politique française vis-à-vis de votre pays ?

- Oui
- Non
- Ne sait pas

#### Q.6.2 Si non, pourquoi?

- La politique française ne respecte pas la souveraineté de mon pays
- La politique française nuit au développement du pays
- La politique française est source d'instabilité
- La France soutient les dirigeants de mon pays
- La France pille les richesses de mon pays
- Autre (à préciser)

#### Q.6.2 Autre, à préciser

#### Q.6.3 Êtes-vous satisfait de la communication des diplomates français ?

- Pas satisfait
- Peu satisfait
- Neutre
- Satisfait
- Très satisfait
- Ne veut pas répondre

#### Q.6.4 D'après-vous, ces secteurs sont-ils sous domination française dans votre pays ?

##### Q.6.4.1 Exploitation du bois

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.2 Exploitation des ressources minières (or,...)

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.3 Exploitation pétrolière

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.4 La sécurité

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.5 La communication (téléphone, internet)

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.6 Le transport

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.7 Le commerce

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

##### Q.6.4.8 La banque

- Oui
- Non
- Ne sait pas
- Pas concerné

**Q.6.5 D'après-vous, ces secteurs sont-ils sous domination autre que française dans votre pays ?**

**Q.6.5.1 Exploitation du bois**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.2 Exploitation des ressources minières (or,...)**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.3 Exploitation pétrolière**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.4 La sécurité**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.5 La communication (téléphone, internet)**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.6 Le transport**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.7 Le commerce**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.5.8 La banque**

Oui  Non  Ne sait pas  Pas concerné

**Q.6.6 Pensez-vous que, de manière générale, la France est un partenaire fiable dans les secteurs suivants :**

**Q.6.6.1 Économie**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.2 Sécurité**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.3 Défense des droits humains**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.4 Défense de la démocratie**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.5 Renforcement de l'administration**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.6 Lutte contre la corruption**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.7 Agriculture**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.8 Éducation**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.9 Santé**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.6.10 Culture**

Oui  Non  Ne sait pas

**Q.6.7 En un mot, comment caractérisiez-vous la relation entre votre pays et la France ?**

### Commentaires et remarques du facilitateur-trice

Cette section offre un espace pour le facilitateur-trice à laisser des commentaires et suggestions, ainsi que des observations sur le déroulement de l'enquête.

**Observations sur le déroulement de l'enquête**

**Commentaires et remarques du facilitateur-trice**

# Annexe 2 - Guide d'animation des focus-groups

## Présentation

• Ce focus group est une contribution à une enquête, réalisée en collaboration entre TLP et des chercheurs, sur l'appréciation portée par les mouvements et les organisations africaines sur la politique africaine de la France. Des débats du même type seront réalisés sans 6 pays différents. Les résultats pourront être utilisés dans le plaidoyer de TLP Europe pour une refondation de la politique étrangère française et pour alimenter les débats stratégiques du réseau TLP dans son ensemble.

• Votre avis est très important, exprimez-vous librement, soyez spontanés. Dites-nous tout ce qui vous vient à l'esprit. Il n'y a pas de jugement, pas de question piège, de bonne ou mauvaise réponse, l'idée est de vraiment comprendre votre opinion et vos arguments.

• Pas de jugement porté sur les positions des un•es et des autres et/ou sur les positions des organisations, ni volonté de peser sur leur positionnement, simple recueil de leurs appréciations et de leurs analyses pour enrichir la réflexion du réseau TLP et renforcer la pertinence de son action de plaidoyer.

• Se donner le temps de l'échange et du débat, pour identifier ce qui fait consensus mais aussi les divergences éventuelles, pas nécessité de se mettre d'accord, simplement d'écouter l'autre et de respecter son point de vue.

• Garantie d'anonymat de ce qui se dit, enregistrement uniquement pour la rédaction des comptes rendus de synthèse.

• Avant de commencer, pourriez-vous vous présenter en quelques mots : prénom, âge, lieu de résidence, organisation à laquelle vous appartenez/que vous représentez ? Depuis combien de temps ? Autres engagements ? Liens avec d'autres mouvements ?

[Ne pas utiliser, autant que possible et jusqu'au dernier thème, l'expression « *sentiment anti-français* » mais plutôt « *rejet de la politique française* ».]

	Prénom	H / F	Âge	Pays de résidence	Type d'organisation*	Fonction dans l'organisation
1						
2						
3						
4						
5						
6						

- \* 1. Activiste indépendant
- 2. Organisation syndicale
- 3. Organisation paysanne
- 4. Organisation de défense des droits humains
- 5. Organisation de défense de l'environnement
- 6. Mouvement de jeunesse
- 7. Organisation de femmes

- 8. Organisation de journalistes ou média alternatif
- 8. Organisation de consommatrices-teurs
- 9. Organisation confessionnelle
- 10. Organisations professionnelles
- 11. Autre organisation non-gouvernementale (ONG)
- 12. Associations traditionnelles (de femmes, de jeunes...)

## Introduction

**01** Dans quelle mesure êtes-vous satisfaits de l'évolution de la situation de votre pays dans les cinq dernières années? Quels événements (bons ou mauvais) vous ont particulièrement marqués ?

## Thème 1 : Démocratie et souveraineté

**02** On parle de plus en plus de souveraineté en Afrique et ailleurs. Pour vous, c'est quoi la souveraineté ? Comment la définiriez-vous ?

**03** Si on vous demandait d'illustrer la souveraineté (ou l'absence de souveraineté) de votre pays, quelle image choisiriez-vous. Quelles images vous viennent à l'esprit ?

**04** Faisons le même exercice avec la démocratie dans votre pays : comment la définir ? Et quelles images pour l'illustrer ?

**05** Quelle sont, aujourd'hui, les menaces qui pèsent éventuellement sur la démocratie de votre pays ?

**06** Depuis 2020, on voit se multiplier les coups d'Etat dans la région. Comment jugez-vous ce phénomène?

**07** Les militaires qui prennent le pouvoir prétendent régler les problèmes que les gouvernements démocratiquement élus n'ont pas su régler. Qu'en pensez-vous ?

**08** Est-ce que ces nouveaux régimes militaires sont plus à même de répondre aux défis de la souveraineté dont on vient de parler ?

**09** La France joue-t-elle un rôle, a-t-elle une influence, positive ou négative, sur la démocratisation en Afrique et dans votre pays ? Comment cela se traduit-il ?

## Thème 2 : Sécurité, stabilité et interventions internationales

**10** Pensez-vous que, d'une manière générale, que les Etats africains peuvent répondre, seuls et sans interventions militaires extérieures, aux défis sécuritaires auxquels ils sont confrontés ? Si oui, à quelles conditions ? Si non, pourquoi ?

**11** Pensez-vous que, d'une manière générale, les interventions internationales contribuent à limiter l'insécurité ou à stabiliser des pays africains ou au contraire favorise l'insécurité et la déstabilisation ? De quelle(s) façon(s) ?

**12** La France vous paraît-elle être un partenaire fiable dans la stabilisation et la lutte contre l'insécurité dans les pays où ses forces sont présentes ?

## Thème 3 : Economie

**13** Quels sont les principaux obstacles, les principales limites, à la souveraineté économique de votre pays ?

**14** Quelles sont les puissances étrangères qui ont une influence économique sur votre pays ?

**15** Des entreprises étrangères jouent-elles un rôle important, positif ou négatif, pour le développement de votre pays ? Lesquelles ?

**16** Quel rôle les entreprises françaises jouent-elles dans le développement de votre pays ? De bons exemples ? De mauvais exemples ? Quels problèmes ? Quels atouts ?

**17** Le FCFA est-il un atout ou un problème pour les économies des pays concernés ? Pourquoi ?

**18** Le FCFA doit-il/peut-il être réformé, et si oui à quelles conditions, ou les pays concernés doivent-ils purement et simplement rompre tout lien monétaire avec la France ?

**19** Pensez-vous que la défense de la souveraineté implique que chaque pays doit gérer sa propre monnaie ou qu'il est préférable que votre pays ait une monnaie commune avec d'autres pays africains ?

## Thème 4 : Culture

**20** On parle aussi de plus en plus de souveraineté et/ou d'aliénation culturelle en Afrique. Pour vous, qu'est-ce que ça signifie ? Comment cela se manifeste-t-il dans votre pays ?

**21** Que pensez-vous de l'influence culturelle de la France en Afrique ? Et de l'influence culturelle des autres partenaires et/ou puissances extérieures

**22** Quels sont, selon vous, les vecteurs de cette influence? (Langue, télévision, radio, presse, réseaux sociaux, centres culturels, etc.) ?

## Thème 5 : A propos du rejet de la politique africaine de la France

**23** On parle beaucoup aujourd'hui de manifestations dans la rue, dans les médias ou sur les réseaux sociaux, contre la politique de la France en Afrique. Pensez-vous que ces manifestations ont toujours existé ou qu'au contraire elles sont plus nombreuses, plus importantes aujourd'hui que par le passé ? Pourquoi ?

**24** Dans votre pays en particulier, y a-t-il eu de telles manifestations ? Quand, comment ? Contre quoi en particulier ? Pouvez-vous nous dire qui y participait ? Vous-même y avez-vous participé ?

**25** Quelles sont, selon vous, les raisons principales de ces manifestations ? Qu'est-ce qui, selon vous alimente le plus ces manifestations ?

**26** Pour parler de ces manifestations, les médias et les pouvoirs publics français utilisent souvent l'expression « *sentiment anti-français* ». Qu'en pensez-vous ?

**27** Elles sont aussi présentées comme la conséquence d'actions de propagande ou de communication menées par des agitateurs populistes ou des puissances concurrentes ? Qu'en pensez-vous ?

**28** Pensez-vous que la politique de France en Afrique peut changer ? De quelle façon ? A quelles conditions ?

## Conclusion

**29** Que pensez-vous que la coopération entre pays africains ? Devrait-elle être renforcée ou au contraire réduite ? Quelles seraient vos attentes pour une telle coopération ?

# Notes

- 01 Dans les pages qui suivent, les citations ont été systématiquement anonymisées, comme nous nous y étions engagés auprès des participant·es aux focus-groups. L'atelier dont est issu le propos est par contre systématiquement précisé en fin de verbatim.
- 02 En général, les animateurs étaient issus de centres de recherche locaux sauf au Niger, où le focus-group a été animé par un représentant du secrétariat international de TLP, et au Bénin, où le focus-group a été coanimé par un représentant local de TLP et par un chercheur du CERI-Sciences Po. Un des groupes de discussion en Côte d'Ivoire a été coanimé par des chercheurs locaux et des chercheurs du CERI-Sciences Po.
- 03 Martin Mourre, « *Pour une histoire des sentiments (anti-français ou autres) en Afrique* », Revue internationale et stratégique, 2024, 133, p. 81-88.
- 04 Bâtir de nouvelles relations entre la France et l'Afrique : une contribution du mouvement Tournons la Page, mai 2022 [https://tournonslapage.org/fr/outils-et-ressources/Memorandum\\_Tournons-La-Page-web-FR-v2.pdf](https://tournonslapage.org/fr/outils-et-ressources/Memorandum_Tournons-La-Page-web-FR-v2.pdf)
- 05 Louis Staritzky et Pascal Nicolas-Le Strat, « *Faire recherche en habitant. Une histoire populaire de la recherche-action* » [www.lecoleduterrain.fr/maniere-de-faire/faire-recherche-en-habitant](http://www.lecoleduterrain.fr/maniere-de-faire/faire-recherche-en-habitant)
- 06 Tournons La Page est un mouvement composé de plus de 250 organisations en Europe et en Afrique, organisé en coalitions nationales, c'est-à-dire en collectif d'associations. Les coalitions nationales africaines sont au nombre de 15, disposent d'une gouvernance autonome et désignent des représentants pour siéger et diriger le mouvement TLP à l'international. Le secrétariat international (équipe salariée) de TLP est basé à Paris.
- 07 Chantal Mouffe, *La révolution démocratique verte*, Albin Michel, 2023.
- 08 Thierry Vircoulon, Alain Antil, François Giovalucchi, « *Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-français en Afrique francophone* », Études de l'IFRI, IFRI, juin 2023 [www.ifri.org/fr/etudes/thematiques-acteurs-et-fonctions-du-discours-anti-francais-en-afrique-francophone](http://www.ifri.org/fr/etudes/thematiques-acteurs-et-fonctions-du-discours-anti-francais-en-afrique-francophone)
- 09 « *Afrique : un sentiment anti-français ?* », Revue internationale et stratégique, 2024, 133, p. 47-56.
- 10 Jonathan Guiffard, « *Le sentiment anti-français en Afrique de l'Ouest, reflet de la confrontation autoritaire contre l'Occident collectif* », Institut Montaigne, 4 janvier 2023 [www.institutmontaigne.org/expressions/le-sentiment-anti-francais-en-afrique-de-louest-reflet-de-la-confrontation-autoritaire-contre](http://www.institutmontaigne.org/expressions/le-sentiment-anti-francais-en-afrique-de-louest-reflet-de-la-confrontation-autoritaire-contre)
- 11 Louis Staritzky, *Pour une sociologie des tentatives : Faire monde depuis nos vies quotidiennes*, Éditions du commun, 2024.
- 12 « *Le sentiment anti-français* », retour sur une expression contestée sur le continent africain | TV5MONDE - Informations, 2023 <https://information.tv5monde.com/afrique/le-sentiment-anti-francais-retour-sur-une-expression-contestee-sur-le-continent-africain> [consulté le 14 août 2024].
- 13 Martin Mourre, « *Pour une histoire des sentiments (anti-français ou autres) en Afrique* », La Revue internationale et stratégique, 2024, 133, p. 81-88.
- 14 « *Lionel Jospin met en garde le gouvernement Juppé contre le « risque d'un engrenage militaire »* », Le Monde, 7 janvier 1997 [www.lemonde.fr/archives/article/1997/01/07/verbatim-lionel-jospin-met-en-garde-le-gouvernement-juppe-contre-le-risque-d-un-engrenage-militaire\\_3743500\\_1819218](http://www.lemonde.fr/archives/article/1997/01/07/verbatim-lionel-jospin-met-en-garde-le-gouvernement-juppe-contre-le-risque-d-un-engrenage-militaire_3743500_1819218) [consulté le 14 août 2024].
- 15 Danielle Rouard, « *« Un net sentiment anti-français est en train de naître »*, confie le porte-parole des mutins », Le Monde, 12 janvier 1997. [www.lemonde.fr/archives/article/1997/01/12/un-net-sentiment-anti-francais-est-en-train-de-naître-confie-le-porte-parole-des-mutins\\_3737128\\_1819218](http://www.lemonde.fr/archives/article/1997/01/12/un-net-sentiment-anti-francais-est-en-train-de-naître-confie-le-porte-parole-des-mutins_3737128_1819218) [consulté le 14 août 2024].
- 16 « *L'immigration au cœur des entretiens à Bamako* », Le Monde, 21 décembre 1997 [www.lemonde.fr/archives/article/1997/12/21/l-immigration-au-coeur-des-entretiens-a-bamako\\_3805165\\_1819218](http://www.lemonde.fr/archives/article/1997/12/21/l-immigration-au-coeur-des-entretiens-a-bamako_3805165_1819218) [consulté le 14 août 2024].
- 17 « *Les rebelles refusent de déposer les armes* », Le Monde, 9 octobre 2002 [www.lemonde.fr/archives/article/2002/10/09/les-rebelles-refusent-de-deposer-les-armes\\_293498\\_1819218](http://www.lemonde.fr/archives/article/2002/10/09/les-rebelles-refusent-de-deposer-les-armes_293498_1819218) [consulté le 14 août 2024].
- 18 « *Le Conseil de sécurité de l'ONU reporte son vote sur la Côte d'Ivoire* », Le Monde, 11 novembre 2000 [www.lemonde.fr/archives/article/2004/11/11/le-conseil-de-securite-de-l-onu-reporte-son-vote-sur-la-cote-d-ivoire\\_386601\\_1819218](http://www.lemonde.fr/archives/article/2004/11/11/le-conseil-de-securite-de-l-onu-reporte-son-vote-sur-la-cote-d-ivoire_386601_1819218) [consulté le 14 août 2024].
- 19 Philippe Bernard, « *L'armée tchadienne repousse l'offensive rebelle menée contre NDjamena* », Le Monde, 14 avril 2006 [www.lemonde.fr/afrique/article/2006/04/14/l-armee-repousse-l-offensive-contre-n-djamena\\_761674\\_3212](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2006/04/14/l-armee-repousse-l-offensive-contre-n-djamena_761674_3212) [consulté le 14 août 2024].
- 20 Philippe Bernard, « *La France restera neutre lors de l'élection présidentielle au Gabon, assure Nicolas Sarkozy* », Le Monde, 17 juin 2009 [www.lemonde.fr/afrique/article/2009/06/17/la-france-restera-neutre-lors-de-l-election-presidentielle-au-gabon-assure-nicolas-sarkozy\\_1207819\\_3212](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2009/06/17/la-france-restera-neutre-lors-de-l-election-presidentielle-au-gabon-assure-nicolas-sarkozy_1207819_3212) [consulté le 14 août 2024].
- 21 Joan Tilouine, « *RDC : la France confrontée à une campagne hostile sur les réseaux sociaux* », Le Monde, 19 janvier 2018 [www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/19/rdc-la-france-confrontee-a-une-campagne-hostile-sur-les-reseaux-sociaux\\_5244331\\_3212](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/19/rdc-la-france-confrontee-a-une-campagne-hostile-sur-les-reseaux-sociaux_5244331_3212) [consulté le 14 août 2024].
- 22 Commission nationale consultative des Droits de l'Homme, Rapport 2023 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. [www.cncdh.fr/publications/rapport-2023-lutte-contre-racisme-antisemitisme-xenophobie](http://www.cncdh.fr/publications/rapport-2023-lutte-contre-racisme-antisemitisme-xenophobie) [consulté le 1 octobre 2024] ; Robin Richardot, « *Racisme : 91 % des personnes noires en métropole se disent victimes de discrimination* », Le Monde, 15 février 2023 [www.lemonde.fr/societe/article/2023/02/15/racisme-91-des-personnes-noires-en-metropole-se-disent-victimes-de-discrimination\\_6161879\\_3224](http://www.lemonde.fr/societe/article/2023/02/15/racisme-91-des-personnes-noires-en-metropole-se-disent-victimes-de-discrimination_6161879_3224) [consulté le 1 octobre 2024].
- 23 L'influence militaire des États-Unis est jugée significative par 40 % des personnes interrogées, celle de la Russie par 25 % (avec une exception camerounaise à 61 %), celle de la Chine par 13 % (28 % au Tchad) et celle de la Turquie par 6 %.
- 24 8,5 km, soit une dizaine de minutes en voiture, séparent le palais présidentiel du camp de Gaulle à Libreville.

- 25 Voir notamment Christian Bouquet, « *Cartographie électorale du Gabon : en attendant les vrais résultats* », The Conversation, septembre 2016 - [www.theconversation.com/cartographie-electorale-du-gabon-en-attendant-les-vrais-resultats-65237](http://www.theconversation.com/cartographie-electorale-du-gabon-en-attendant-les-vrais-resultats-65237)
- 26 Voir notamment Richard Banégas, « *La politique d'intervention de la France en Afrique vue d'en bas. Réflexions à partir du cas de la Côte d'Ivoire* », Les temps Modernes, 2017, 693-694, p. 288-310.
- 27 Devant le changement de monnaie (31 %), la nationalisation des entreprises qui exploitent les matières premières (29 %) et le renforcement de l'État de droit (27 %), 14 % des personnes interrogées considèrent que la rupture avec les partenaires occidentaux est une condition à la garantie de la souveraineté de leur pays. Total supérieur à 100 car deux réponses possibles.
- 28 Abdourahmane Ndiaye, « *La protestation AUCHAN DÉGAGE à Dakar* », Anthropology of food, 2023, 17 <https://journals.openedition.org/aof/14180> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aof.14180>
- 29 Les dernières conventions minières d'Orano au Niger (2019) n'ont pas été rendues publiques.
- 30 Perenco est une compagnie franco-britannique, deuxième plus important groupe pétrolier français après TotalEnergies qui exploite notamment des gisements au Cameroun, au Congo, au Gabon et en RDC.
- 31 Satom (Sogea-Satom) est une filiale du groupe Vinci, crée dans les années 1950, spécialisée dans les travaux publics, le génie civil et la construction en Afrique.
- 32 Le franc CFA, monnaie créée en 1945, repose sur le principe d'une parité fixe avec l'euro (précédemment avec le franc français), sur une garantie de convertibilité (tout détenteur de francs CFA peut les convertir, de façon illimitée, en euros) et sur la liberté de transfert des capitaux et des revenus entre les zones CFA et la zone euro. En contrepartie de sa garantie de convertibilité, la France réalise une surveillance très étroite des politiques monétaires et budgétaires. Les accords monétaires franco-africains imposent la mise en commun des réserves de change de pays de la zone CFA et le dépôt (rémunéré) d'une part de ces réserves sur un compte d'opération auprès du Trésor français. Cette dernière obligation n'a plus cours pour la zone CFA ouest-africaine depuis la réforme de décembre 2019.
- 33 Le franc CFA a d'abord porté le nom de « *franc des colonies françaises d'Afrique* ». En 1958, il devient le « *franc de la communauté française d'Afrique* » puis, en 1960, le « *franc de la Communauté financière africaine* » en Afrique de l'Ouest et de « *franc de la Coopération financière en Afrique* » en Afrique centrale.
- 34 Hala Kodmani, Arnaud Vaulerin et Jean Quatremer, « *Emmanuel Macron aux ambassadeurs : la France sans paternalisme, ni faiblesse en Afrique* », Libération, 28 août 2023 - [https://www.liberation.fr/international/emmanuel-macron-aux-ambassadeurs-la-france-sans-paternalisme-ni-faiblesse-en-afrique-20230828\\_UQJZCLMFCNDHFF74V74APSBH74/](https://www.liberation.fr/international/emmanuel-macron-aux-ambassadeurs-la-france-sans-paternalisme-ni-faiblesse-en-afrique-20230828_UQJZCLMFCNDHFF74V74APSBH74/) [consulté le 18 septembre 2024].
- 35 Achille Mbembe, « *Un New Deal entre l'Europe et l'Afrique est-il possible ?* », Le Grand Continent, février 2022 [www.legrandcontinent.eu/fr/2022/02/07/un-new-deal-entre-leurope-et-lafrique-est-il-possible](http://www.legrandcontinent.eu/fr/2022/02/07/un-new-deal-entre-leurope-et-lafrique-est-il-possible)
- 36 En novembre 2021, dans la ville nigérienne de Téra, un convoi de ravitaillement de l'opération Barkhane a été bloqué par une foule de jeunes en colère. Pour les disperser, l'armée française assure avoir effectué des tirs de sommation alors que plusieurs témoins parlent de tirs directs. Les heurts ont fait trois morts et plus d'une dizaine de blessés graves. Le Président Mohamed Bazoum avait appelé sans succès à une enquête de la part de l'armée française.
- 37 « *Introduction au thème. Penser l'anti-genre en Afrique* », Politique africaine, 2022, 168, p. 5-24.
- 38 Eric Fassin, « *La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations* », Multitudes, 2006, 26, p. 123-131
- 39 Ibid.
- 40 Christophe Courtin, « *Cardinal Sarah, l'autre « candidat » de Bolloré* », Afrique XXI, 7 septembre 2022 [www.afriquexxi.info/Cardinal-Sarah-l-autre-candidat-de-Bolloré](http://www.afriquexxi.info/Cardinal-Sarah-l-autre-candidat-de-Bolloré) [consulté le 18 septembre 2024].
- 41 Voir aussi à ce sujet, les travaux récents de Jean-François Bayart sur le paradigme de la révolution conservatrice en Afrique, notamment Jean-François Bayart, « *Religion et révolution conservatrice en Afrique. Note de recherche* », Sociétés politiques comparées, 2023, 59 [www.fasopo.org/sites/default/files/varia2\\_n59.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2_n59.pdf)
- 42 Voir notamment : Collectif, « *Tchad : La répression systématique des manifestations contre la prolongation de la période de transition doit immédiatement cesser* », 21 octobre 2022 <https://tournonslapage.org/fr/actualites/tchad-la-repression-systematique-des-manifestations-contre-la-prolongation-de-la-période-de-transition-doit-immédiatement-cesser>
- 43 Afrobarometer, Aperçus africains 2024. La démocratie en danger – le point de vue du peuple [www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2024/05/Afrobarometer\\_FlagshipReport2024\\_French.pdf](http://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2024/05/Afrobarometer_FlagshipReport2024_French.pdf)
- 44 Geneviève Médevielle, « *La difficile question de l'universalité des droits de l'homme* », Transversalités, 107, 2008, p. 69-91.
- 45 Le Cameroun a été colonisé par l'Allemagne, de 1884 à 1916 environ. Au terme de la Première Guerre mondiale et à la suite de la défaite allemande, le territoire est placé sous mandat de la Société des Nations et plus tard sous tutelle de l'ONU. Le mandat et la tutelle furent confiés à la France, pour les quatre cinquièmes du territoire) et à la Grande-Bretagne.
- 46 Thomas Guenolé, Le Souverainisme, coll. « *Que sais-je ?* », Paris, Presses universitaires de France, 2022
- 47 Voir notamment Achille Mbembe, « *La critique de la Francafrique est devenue le masque d'une indigence intellectuelle* », Jeune Afrique, 9 août 2023 [www.jeuneafrique.com/1471632/politique/achille-mbembe-la-critique-de-la-francafrique-est-le-masque-d'une-indigence-intellectuelle](http://www.jeuneafrique.com/1471632/politique/achille-mbembe-la-critique-de-la-francafrique-est-le-masque-d'une-indigence-intellectuelle) [consulté le 18 septembre 2024] et Achille Mbembe, « *Les putschs en Afrique de l'Ouest annoncent la fin d'un cycle qui aura duré près d'un siècle* », le Monde, 4 août 2023 [www.lemonde.fr/idees/article/2023/08/04/achille-mbembe-en-afrique-la-stabilité-passera-par-une-démilitarisation-effective-de-tous-les-domaines-de-la-vie-politique-economique-et-sociale\\_6184430\\_3232](http://www.lemonde.fr/idees/article/2023/08/04/achille-mbembe-en-afrique-la-stabilité-passera-par-une-démilitarisation-effective-de-tous-les-domaines-de-la-vie-politique-economique-et-sociale_6184430_3232) [consulté le 18 septembre 2024].
- 48 [www.francetvinfo.fr/monde/afrique/niger/a-bas-la-france-vive-poutine-et-la-russie-ces-slogans-qui-se-multiplient-dans-les-pays-du-sahel\\_5371339.html](http://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/niger/a-bas-la-france-vive-poutine-et-la-russie-ces-slogans-qui-se-multiplient-dans-les-pays-du-sahel_5371339.html)
- 49 Laurent Duarte, « *Emmanuel Macron et le théâtre de la « société civile* », Afrique XXI, 10 mars 2023. [www.afriquexxi.info/Emmanuel-Macron-et-le-theatre-de-la-societe-civile](http://www.afriquexxi.info/Emmanuel-Macron-et-le-theatre-de-la-societe-civile) [consulté le 18 septembre 2024].







[contact@tournonslapage.org](mailto:contact@tournonslapage.org)  
[www.tournonslapage.org](http://www.tournonslapage.org)



**TOURNONS LA PAGE**